

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



Un monde bascule

Etats-Unis, Mexique, Grande-Bretagne
Après l'élection de Trump et le "Brexit"

Révolution numérique, innovation
et surexploitation capitaliste

Il y a un siècle, la révolution d'Octobre
En 1957, pour le 40^e anniversaire

N° 93

Nouvelle série (n° 699) - Mars 2017 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Un monde bascule** p. 3
- **ETATS-UNIS – Après l’élection de Trump** p. 9
- **MEXIQUE – De la grève des enseignants
à l’explosion spontanée contre le *gasolinazo* :
une nouvelle étape s’ouvre** p. 17
- **La Grande-Bretagne après le “Brexit”** p. 25
- **Révolution numérique, innovation
et surexploitation capitaliste** p. 35
- **Il y a un siècle, la révolution d’Octobre...**
En 1957, pour le 40^e anniversaire p. 49

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Un monde bascule

La révolution d'Octobre a triomphé il y a un siècle. Célébrer la révolution d'Octobre, pour la IV^e Internationale, c'est traiter de son actualité, des leçons du combat des bolcheviks, qui ont su construire le parti révolutionnaire et l'ancrer dans les masses dans le processus même des développements révolutionnaires permettant à la classe ouvrière de prendre le pouvoir et d'exproprier le capital.

Un siècle plus tard, le système capitaliste est dans une crise d'une ampleur inégale. Les développements dans le monde, et en particulier aux Etats-Unis après l'élection de Trump, et la crise de dislocation dans l'Europe des vieux impérialismes ouvrent une situation d'instabilité et d'incertitude généralisées, et, de ce fait, d'immenses perspectives révolutionnaires.

RETOUR SUR OCTOBRE 1917

Après Octobre, dans les pires conditions de l'encerclement militaire et de la guerre civile, de l'écrasement de la révolution allemande en 1919 par le gouvernement social-démocrate et du reflux de la vague révolutionnaire en Europe isolant l'URSS, l'expropriation du capital issue d'Octobre 1917 est restée en place. Ces conditions ont permis à une bureaucratie de l'emporter, couche sociale corrompue, avide, rapace, qui pillait l'Etat soviétique, minait les rapports sociaux et la propriété sociale issue d'Octobre 1917. Et, dans un pays dont toute l'économie était distordue par la bureaucratie, le développement industriel a tiré de l'arriération des millions de Soviétiques, industrialisé le pays. On ne mourait plus de faim, il n'y avait plus de famine, les gens avaient un logement.

Il y avait une résistance permanente de la classe ouvrière et la bureaucratie était incapable de renverser les rapports d'Octobre. L'URSS et l'expropriation du capital sont restées en place jusqu'à la fin de l'Union soviétique, c'est-à-dire en 1991.

En 1991, nous réunissions à Barcelone la première Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation, qui allait donner naissance à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. C'était quelques jours avant le déclenchement de la première guerre du Golfe par le président américain Bush pour écraser l'Irak. C'était quelques semaines avant l'explosion de l'URSS.

Cette décomposition de la bureaucratie et cette première guerre du Golfe ouvraient une nouvelle période de la situation mondiale. Certes, nous restions dans le cadre de ce qui a été défini par Lénine : l'impérialisme est l'époque des guerres et des révolutions. Mais nous n'étions plus en 1914-1918, lorsque les impérialismes s'affrontaient pour contrôler l'Europe et pour contrôler le monde, avec d'un côté la France et l'Angleterre, et, de l'autre, l'Allemagne. Les Etats-Unis sont entrés dans la guerre en 1917, quelques mois après la victoire de la révolution russe, parce que le tocsin tonnait, la révolution russe pouvait se généraliser en Europe et l'impérialisme américain devait intervenir militairement pour écraser l'Allemagne, domestiquer la France et la Grande-Bretagne, instaurer l'ordre sous son contrôle à l'échelle mondiale, contre la révolution d'Octobre.

Nous ne sommes plus dans cette situation. Nous sommes dans une situation marquée par le fait que la disparition de l'URSS a signifié l'effondrement de l'appareil stalinien international. Celui-ci jouait un rôle déterminant dans le combat pour contenir les processus révolutionnaires. Et, après 1991, la bourgeoisie américaine – l'impérialisme américain – a dû prendre en charge directement toutes les fonctions de la contre-révolution, y compris celles qu'effectuait la bureaucratie stalinienne. La charge était trop lourde pour lui. Il n'a pas pu l'assumer, c'était au-dessus de ses forces. Depuis vingt-cinq ans, la crise de la classe dominante américaine ne cesse de se développer, ne cesse de s'amplifier. Le résultat de l'élection présidentielle aux

Etats-Unis, l'élection de Trump, n'est pas quelque chose qui ouvre la crise aux Etats-Unis : ce n'est qu'un révélateur et un pas en avant supplémentaire de la crise qui y existe déjà depuis des années.

COLÈRE ET DÉSARROI

Il est vain de chercher à saisir, comme le font tous les commentateurs autorisés, dans la somme des déclarations contradictoires de Trump et de son équipe, les signes d'une réorientation stratégique de la politique de l'impérialisme américain. Il n'y en a pas. L'élection de Trump, qui continue à sidérer le monde entier, donne une image saisissante de l'impasse dans laquelle s'enfoncé le système de domination impérialiste à l'échelle mondiale et sa réfraction au cœur de l'impérialisme le plus puissant : les Etats-Unis.

Elle a été le produit inattendu de la combinaison d'une grande colère et d'un profond désarroi.

Une colère froide, impuissante dans le cadre de cette élection, d'une fraction du prolétariat industriel (Rustbelt) condamné au chômage et à la déchéance par la réorganisation permanente des grands trusts industriels se servant dans cet objectif des traités de libre-échange signés par les administrations successives.

Le désarroi de larges couches des « classes moyennes », dont la situation n'a cessé de se dégrader depuis la crise de 2007-2008. Un désarroi qui s'est insinué, à sa manière, sous forme de doute, jusqu'au cœur des deux grands partis démocrate et républicain.

En multipliant ses interventions contradictoires sur tous les sujets, Trump tente à l'évidence de répondre au désarroi et à la colère de ses électeurs. Il tente de surmonter les conséquences de l'image d'un pays divisé, il tente à coups de slogans de redonner artificiellement au pays la « vision » qui lui manque. Mais on ne peut trouver dans cette somme de déclarations intempestives aucun signe d'une véritable réorientation stratégique de la politique de l'impérialisme américain.

Pour reprendre une formule de Stiglitz :

« Donald Trump a compris l'esprit du temps : ça ne va pas bien, et beaucoup d'élec-

teurs veulent un changement. Eh bien, nous y sommes : nous allons sortir des sentiers battus. Mais nous avons rarement atteint un tel degré d'incertitudes. »

PROTECTIONNISME ?

Le monde des « experts » a beau tenter de donner des contours à la politique de Trump et d'opposer le « protectionnisme » de Trump au « libre-échangeisme » d'Obama, à y regarder de plus près, ces fausses oppositions visent à camoufler l'essentiel. Trump sait que les immenses forces productives mises en mouvement par les différents fonds financiers du capital américain ne peuvent se passer du marché mondial, et, s'il l'avait oublié, les conseillers qu'il est allé chercher chez Goldman-Sachs le lui rappelleraient.

Apple a joué le rôle de tête de Turc dans la campagne de Trump. Apple était devenu en 2011 la première capitalisation boursière mondiale, à près de 340 milliards. Aujourd'hui, le groupe pèse 775 milliards, générant le plus gros profit trimestriel de l'histoire, à 18 milliards de dollars. La plus grande partie de ses appareils est fabriquée en Chine. Un analyste a calculé que si les iPhones étaient fabriqués aux Etats-Unis, le coût du travail ferait grimper les prix de 66 %. Impossible !

La menace de « renégociation » de l'ALENA adressée au Mexique soulève la même question. Le Mexique exporte 80 % de sa production vers les Etats-Unis. Si la menace de taxer cet exportateur est une catastrophe pour le Mexique, elle ne fait pas l'affaire des groupes américains, notamment dans l'automobile, qui redoutent « la destruction des chaînes de valeur hautement intégrées, où certaines pièces détachées font une dizaine de fois la navette entre les Etats-Unis et le Mexique avant d'être assemblées sur les chaînes, le produit fini prenant ensuite la direction du marché américain ».

Il y a belle lurette que les forces productives se jouent des frontières et que les groupes dits « nationaux » étouffent dans le cadre de l'Etat national. La crise qui frappe l'industrie américaine ne relève ni des droits de douane ni de la politique des changes... mais nous ramène à la contradiction fondamentale et insurmontable du

système d'exploitation capitaliste. En ce sens, ses menaces de recourir à des mesures protectionnistes ne font que souligner l'impasse dans laquelle l'impérialisme le plus puissant est plongé et l'entrée du monde dans une zone de dangers imprévisibles.

DÉRÈGLEMENTATION FINANCIÈRE ?

Trump se présente comme le champion de la dérèglementation financière. Lorsqu'en 2008 la faillite de Lehman-Brother a menacé tout le système financier américain de s'effondrer comme un château de cartes, l'Etat américain a injecté des centaines de milliards de dollars de fonds publics pour stopper l'hémorragie. Il a édicté en contrepartie, afin de ne pas être à nouveau contraint d'intervenir, un certain nombre de règles censées limiter les dangers liés aux pratiques spéculatives « risquées » (Dodd-Frank).

Les banques américaines – qui ont bénéficié de ce sauvetage public (argent des contribuables) ainsi que de l'extension de ces « règles prudentielles » à tout le système bancaire mondial pour imposer en huit ans leur domination, notamment sur leurs concurrentes européennes – s'estiment empêchées par ces règles de prêter et en réclament l'assouplissement. Trump feint de leur répondre positivement, comme si la réglementation ou la dérèglementation financière avait le pouvoir de convaincre les investisseurs d'investir dans un « monde d'incertitudes où les entreprises ont du mal à trouver leur chemin, comme le montrent les montagnes de cash et les rachats d'actions ».

ISOLATIONNISME ?

Quant à la politique étrangère, Trump est coincé, comme Obama, par l'effondrement de pans entiers du monde. Il a dit haut et fort qu'il libérerait le budget des Etats-Unis de toute une série de dépenses liées aux vieilles alliances militaires devenues inutiles. Il a évoqué le caractère obsolète de l'OTAN, mais il a dépêché le général Mattis à la réunion des chefs d'Etats membres de l'OTAN.

Il avait émis des doutes sur l'alliance sécuritaire qui le liait au Japon. Il vient de

réaffirmer, le dimanche 12 février, lors du sommet Trump-Abe, que « *les Etats-Unis sont avec le Japon, notre grand allié à 100 %* ».

Même exercice avec la Chine, dont il vient de reconnaître le principe de « Chine unique ». Tout isolationniste qu'il se déclare, il devra contenir la stratégie de tension mise en œuvre par les Etats ruinés par l'effondrement du prix des matières premières, comme la Russie, et dont la politique de provocation constitue le seul moyen d'éviter la désintégration du pays.

LE SENS DU DÉCHAÎNEMENT ANTI-IMMIGRÉS

Jusque dans sa politique anti-immigrés, Trump s'inscrit dans la continuité des mesures prises là aussi par son prédécesseur. Elle s'en différencie par la violence du ton, par le vulgaire étalage de son racisme destiné à nourrir des foyers d'affrontements et de division au sein des couches exploitées de la population. Mais elle n'est que l'expression américaine d'une rhétorique commune à tous les défenseurs de l'ordre en place, aux Etats-Unis, en Europe, en Afrique et en Asie. Ces millions d'hommes rejetés par le système, déplacés de force et peints sous les traits d'envahisseurs sur tous les continents, constituent le « surplus » de population produit par le fonctionnement du système de production capitaliste à son stade de décomposition impérialiste. Léon Trotsky écrivait :

« L'armée de réserve industrielle forme une partie indispensable du mécanisme social du capitalisme, exactement comme des réserves de machines et de matières premières dans les usines, ou comme des stocks de produits finis dans les magasins. Ni l'expansion générale de la production ni l'adaptation aux flux et reflux périodiques du cycle industriel ne seraient possibles sans une réserve de force de travail. De la tendance générale du développement capitaliste – accroissement du capital constant (machines et matières premières) relativement au capital variable (force de travail) –, Marx tire la conclusion suivante : « *Plus grande est la richesse sociale, plus grande est la masse du surplus stable de population, plus grande est l'armée de réserve industrielle... et plus grand est le paupérisme officiel. Telle est la loi générale absolue de l'accumulation capitaliste* ». »

Trotsky ajoutait :

« L'armée actuelle des chômeurs ne peut plus être regardée comme une armée de réserve, parce que sa masse principale ne peut plus espérer trouver du travail ; au contraire, elle est destinée à se gonfler d'un flot constant de nouveaux chômeurs. »

Et nous pourrions ajouter à notre tour : d'un « flot » ininterrompu de dizaines de millions de réfugiés.

“IMPRÉVISIBILITÉ SYSTÉMIQUE À WASHINGTON”

Bref, dans le « tremblement de terre » de Washington, ce sont tous les blocages d'un système en pleine décomposition qui surgissent à la surface dans les contradictions et les incohérences de Trump et de son équipe, et non pas les jalons d'une hypothétique tentative de réorientation de la politique de l'impérialisme américain. Trump ajuste au coup par coup. Il pousse le bouchon jusqu'à être désavoué sur son décret concernant l'immigration par la cour d'appel de San Francisco. Il s'en moque.

Pour reprendre un terme du directeur de l'IFRI, « *une imprévisibilité systémique s'est installée à Washington* ». Si cette « imprévisibilité systémique » se concentre spectaculairement dans la politique de l'impérialisme américain, elle est la réfraction en son sein de « l'imprévisibilité systémique » de tout le système, préparant l'ouverture de brèches béantes dans toutes les formes prises par la domination de l'impérialisme sur tous les continents.

L'UNION EUROPÉENNE EN VOIE DE DISLOCATION

L'Union européenne (UE) a d'ores et déjà volé en éclats, mais ce n'est pas Trump qui en est la cause.

L'UE est en train d'exploser sous la pression des forces contradictoires qui la travaillent pratiquement depuis sa création.

Elle n'a pas pu imposer, dans le cadre du système de la propriété privée qui est le sien – par nature marquée par la compétition entre intérêts privés pour dominer le marché –, une gouvernance supranationale aux Etats nationaux et à leurs intérêts

contradictoires. Les trusts impérialistes qui s'y affrontent piétinent les prérogatives régaliennes des Etats, exerçant sur eux une pression dislocatrice, tandis qu'à l'autre bout de la chaîne la résistance des peuples mine leurs fondements.

Mais, surtout, son marché, ses entreprises et ses équipements ne sont plus à la dimension de la guerre économique qui se mène dans le monde.

Pour les grands trusts impérialistes, les vieux Etats bourgeois constitués dans la période ascendante du capitalisme ont le grand défaut de n'avoir pu éradiquer du cadre juridique et institutionnel de leurs Etats la trace des conquêtes sociales arrachées par le prolétariat.

Cela est intolérable dans la guerre à mort qu'ils se mènent. La destruction de tout ce qui subsiste de ce cadre juridique dans les institutions publiques est la condition de l'écrasement de la force de travail dans des proportions qui permettraient le rétablissement de la rentabilité du capital investi (taux de profit).

L'offensive du capital financier, indispensable au rétablissement de ses marges remises en cause par la concurrence mondiale, est dirigée contre les formes juridiques inscrivant les conquêtes du prolétariat dans le cadre institutionnel des Etats. C'est elle qui conduit la lutte des classes à se centrer sur ce terrain, avec tous les dangers que cela comporte pour l'Etat bourgeois lui-même.

La crise qui secoue l'Europe n'est pas la crise de telle ou telle forme gouvernementale de la domination impérialiste. C'est la crise de toutes les formes de domination de la bourgeoisie. C'est ce que dit la salve qui vient de secouer quatre des Etats européens.

- Le 23 juin 2016, le coup de poker tenté en Grande-Bretagne par Cameron pour discipliner les conservateurs et mettre en difficulté le Labour s'est retourné en son contraire. La victoire du « Brexit » a amalgamé un vote populaire contre la politique de l'UE au vote d'une partie des cercles dirigeants de l'impérialisme britannique qui manifestait sa volonté de se détourner de l'UE, dont l'économie ne cesse de s'enliser, et pour réorienter l'activité de la City vers Wall Street et l'Asie afin de sauver son rang de première place financière

mondiale. Cameron a été éjecté. La plus grande incertitude plane sur les conditions du « Brexit ».

- Le 4 décembre dernier, Matteo Renzi, président du Conseil italien, est battu à plate couture dans un référendum qu'il avait lui-même provoqué.

- Le 1^{er} décembre, François Hollande annonce qu'il ne se représente pas... Après lui, Sarkozy est « sorti » de la primaire de la droite, Valls « sorti » de la primaire de la gauche, et Fillon, candidat unique de la droite, tente de survivre alors que les cercles dirigeants du patronat se détournent de lui.

- Enfin, Gabriel, vice-chancelier allemand, démissionne de toutes ses responsabilités pour tenter de laisser une chance de sauver du désastre le SPD, principal facteur d'ordre en Allemagne.

TOUTES LES CARTES SONT REBATTUES

Pendant 70 ans (depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale), l'ordre impérialiste a essentiellement reposé en Europe sur la collaboration, sous des formes et dans des conditions politiques propres à chaque pays, des directions du mouvement ouvrier avec l'impérialisme.

Soixante-dix ans qui n'ont pas été épargnés par les brusques poussées de luttes de classes, mais qui ont été contenus dans un cadre institutionnel stable qui a permis à l'impérialisme d'accorder à la classe ouvrière des concessions qui doivent aujourd'hui être détruites.

Aujourd'hui s'ouvre une autre période. Le capital, pour survivre à la crise qui le dévaste, doit remettre en cause jusqu'au moindre souvenir de ces concessions et ne peut plus vraiment compter, dans cet objectif, sur le dispositif classique de type front populaire impuissant par la décomposition des partis « de gauche » rejetés par les masses. En concentrant son offensive sur cet objectif de destruction, il remet en cause l'un des fondements de la puissance des organisations de classe et de leurs directions, qui vivent de la « gestion » au compte de la classe de ces conquêtes sociales du prolétariat.

Tous les éléments d'une crise sans précédent se rassemblent au sein des vieilles

organisations de classe. Elle les traverse de bas en haut et ouvre des brèches jusque dans les sommets de ces organisations.

Ce qui s'est passé en France pendant toute la mobilisation contre la loi El Khomri en donne une image. Les appareils ont été contraints, sous la pression de leur base, d'aller plus loin qu'ils ne le voulaient dans la voie de la rupture, sans toutefois rompre.

Sous des formes différentes, le même processus est à l'œuvre dans tous les pays européens. A commencer par l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie... Des brèches béantes s'ouvrent jusqu'au cœur même des organisations et de leurs appareils.

Tous les partis qui se réclamaient de la classe ouvrière et de la démocratie sont entrés dans une crise existentielle pour prix de leur reniement. Les organisations de classe que sont les syndicats deviennent, de ce fait, le principal instrument dont la classe ouvrière puisse se saisir pour se rassembler sur son plan de classe. La question de l'indépendance de ces organisations de classe devient un enjeu politique central dans la lutte que se mènent les deux classes fondamentales.

L'APPEL À LA CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE ET LE COMBAT DE LA IV^e INTERNATIONALE

On lit dans l'appel lancé par la coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples :

« Aujourd'hui, face à cette offensive sans précédent de destruction conduite sur tous les continents par l'impérialisme américain et ses supplétifs avec la collaboration des grandes institutions internationales que sont le FMI, la Banque mondiale et l'UE, la colère des peuples gronde. Les combats de résistance s'étendent. De véritables soulèvements s'annoncent. Leurs expressions minent d'ores et déjà les fondements de tous les Etats qui sont précisément chargés de garantir le maintien de l'ordre impérialiste.

Les déclarations des chefs d'Etat les plus puissants, plus inconsistantes et contradictoires les unes que les autres, ne parviennent pas à cacher la réalité : l'ordre impérialiste mondial, victime de la violence de ses contradictions insurmontables, de sa décom-

position, est ébranlé du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest.

Jamais, pour la classe ouvrière des pays impérialistes comme pour celle des pays opprimés par l'impérialisme, les questions politiques les plus vitales ne se sont posées simultanément dans des termes aussi proches.

Jamais, pour la classe ouvrière — seule classe capable de rassembler derrière elle toutes les couches exploitées de la population et des peuples opprimés —, la question du pouvoir ne s'est posée avec une telle force.

De nouvelles possibilités politiques s'ouvrent aux militants et aux cadres politiques décidés, pour aider la classe ouvrière et les peuples opprimés à se rassembler dans toute leur puissance, à utiliser les moindres brèches ouvertes par cette désintégration.

Voilà ce dont nous voulons pouvoir débattre à égalité, militants et responsables ouvriers venus de tous les continents, sur la base de l'expérience concrète des premières mobilisations de masse répondant au tournant de la situation mondiale. »

A tout moment, à n'importe quel moment, une explosion révolutionnaire peut se produire à l'échelle du monde. La chaîne impérialiste peut lâcher à l'un de ses maillons, à n'importe quel moment. Personne n'aurait pu prévoir en 2010 que le régime dictatorial hyper-policier, soutenu par la France et les États-Unis, du gouvernement Ben Ali en Tunisie allait sauter parce qu'un jeune vendeur tracassé par la police s'est suicidé, et que le suicide de ce jeune vendeur a provoqué une révolte de la jeunesse et des ouvriers qui a abouti à chasser le gouvernement de Ben Ali. Et dans ce mouvement, de manière instincti-

ve, sans rien connaître de l'histoire de la révolution russe, les jeunes et les ouvriers, notamment syndiqués à l'UGTT, ont commencé à constituer des comités de défense de la population. Ce n'étaient pas des soviets dans le sens de soviets « organe de pouvoir de la classe ouvrière ». Mais avant de devenir les organes du pouvoir, la marche aux soviets prend plusieurs formes allant du comité de grève à l'assemblée locale des comités de grève. En ce sens, ces comités de défense de la population ont été l'embryon d'une représentation des masses en lutte groupant la population locale autour de la classe ouvrière. C'est un mouvement qui n'est pas réfléchi, c'est un mouvement qui s'inscrit comme un élément de défense. C'est cela, la question des soviets. Les soviets, jaillis dans la classe ouvrière comme la forme organisée du front unique de classe que va chercher à organiser la majorité de la population exploitée. Et c'est ce mouvement qui vient d'en bas, qui est profond, qui monte. Personne ne sait où et quand il va surgir.

C'est sur cette perspective que s'aligne la IV^e Internationale. Dans la préparation de la Conférence mondiale à l'appel de l'EIT, qui vise à rassembler des militants et des secteurs du mouvement ouvrier sans faire de ses positions un préalable ou une condition, la IV^e Internationale considère que la seule voie pour en finir avec la guerre et l'exploitation, c'est le combat de la classe ouvrière sur le terrain de la lutte des classes pour exproprier le capital. Là est l'actualité d'Octobre 1917.

La rédaction de *La Vérité*

Etats-Unis

Après l'élection de Trump

L'ÉLECTION de Donald Trump est à la fois un révélateur et un accélérateur de la crise de la classe dominante américaine et de son extension mondiale.

L'élection d'Obama a eu lieu au début de la crise des subprimes. Cette dernière a laissé des traces. Le Dow Jones a certes depuis dépassé ses niveaux d'avant la crise, et les prêts hypothécaires également, mais des centaines de milliers d'Américains ont vu leurs maisons saisies. Les images diffusées à la télé de ces maisons vidées de leurs occupants ont frappé tous les Américains, et l'annonce, dans le même temps, des plans de sauvetage des banques de Wall Street a montré au grand jour que républicains comme démocrates représentaient l'intérêt de l'impérialisme. L'intervention de l'Etat, initiée par Bush, a été poursuivie par Obama dans l'unique but de recapitaliser les banques privées, qui ont tiré leurs bénéfices de la spéculation sur les prêts immobiliers des particuliers américains.

La crise a été la cause de différenciations fortes au sein des deux partis institutionnels de la politique américaine. Côté républicain, elle a permis l'émergence du Tea Party. Ce regroupement populiste vise à être un mouvement de masse et réclame un pouvoir fort : baisse des impôts, libéralisation de l'économie, des prêts notamment, diminution des dépenses militaires. Organisant de grandes marches, des meetings, il a rencontré un certain écho dans les Etats les plus traditionnellement à droite, engrangeant notamment de nombreux élus républicains comptant dessus pour se faire réélire. Depuis, le Tea Party a péricli-

té comme organisation au sein des républicains, mais il a contribué à clarifier une ligne de fractures entre « candidats de l'establishment » désireux de maintenir un certain équilibre au niveau national comme international, et « candidats de la droite » prêts à en découdre.

LES PRIMAIRES RÉPUBLICAINES

Dans les primaires, l'affrontement entre Rubio, candidat de la droite, et Cruz, candidat de l'establishment, a ainsi laissé toute sa place à un Trump, qui ne se rangeait dans aucune de ces catégories : à la droite du Parti républicain, certes, mais pas un des candidats venant du Tea Party, déjà installés, et cherchant à s'appuyer sur un mouvement populaire. Trump n'avait, et n'a toujours, qu'un argument : son succès personnel comme héritier d'un bien petit empire immobilier. Trump est le représentant assumé d'une bourgeoisie médiocre, bien loin de l'échelle à laquelle se jouent les enjeux actuels. Petit-fils d'un immigré allemand fondateur d'une entreprise immobilière, Donald Trump a fait fructifier son héritage dans des proportions importantes, mais à une échelle incomparable à celle des monstres industriels ou financiers américains.

Assez rapidement, les candidats les plus attendus (Jeb Bush, fils et frère de président, Ted Cruz, Marco Rubio, Ben Carson) ont dû faire défection devant les sondages catastrophiques pour eux. D'une certaine manière, ces primaires ont abouti au constat que le Parti républicain n'était pas en mesure de dégager un candidat sérieux le

regroupant autour d'un programme et qu'il valait encore mieux désigner Trump comme candidat, en laissant toutes ses chances au candidat démocrate. Certains responsables républicains ont fait le pari de laisser la présidence aux démocrates, avec la quasi-certitude de conserver, et même de renforcer, une majorité au Sénat et à la Chambre. Des figures républicaines importantes ont annoncé qu'ils ne soutenaient pas Trump, à commencer par les Bush (représentants des pétroliers texans) : ainsi, Bush fils a annoncé son intention de s'abstenir et Bush père celle de voter pour Clinton.

Cette crise du Parti républicain et la nomination comme candidat d'un personnage comme Trump devaient donner l'élection aux démocrates. Mais la crise chez les démocrates, même si elle était moins évidente, n'en est pas moins profonde.

LES PRIMAIRES DÉMOCRATES

Dans l'après-guerre, le Parti démocrate, encore plus que le Parti républicain, a connu des divisions, notamment dans les années 1960, lorsque son brusque constat de l'inéluctabilité de l'accession des Noirs aux « droits civiques » (dont il est évident pour tous, cinquante ans après, qu'ils n'ont pas résolu la question noire aux Etats-Unis) a entraîné la cristallisation des « Dixiecrats », démocrates ségrégationnistes du Sud, qui ont présenté des candidats contre le Parti démocrate à plusieurs reprises. Aujourd'hui, la crise des démocrates ne prend pas cette forme. Le principal symptôme de la situation actuelle est la candidature de Bernie Sanders, prétendu « indépendant » qui, en tant que sénateur du Vermont, a presque toujours voté avec les démocrates. L'appareil démocrate n'a pas été traversé, comme celui des républicains, par une division laissant l'espace à un « indépendant » pour remporter la primaire : c'est au contraire un « indépendant » qui a été utilisé pour tenter de ramener dans le giron du Parti démocrate les brebis égarées, militants ouvriers et noirs, qui s'apprêtaient à ne pas voter démocrate comme d'habitude. Dès le premier vote d'Etat, en effet, la liste des candidats s'est résumée à Hillary

Clinton, épouse de l'ancien président et ancienne secrétaire d'Etat (équivalent de ministre des Affaires étrangères) d'Obama, incarnant la continuité de décennies de politique du Parti démocrate, et Bernie Sanders, sénateur du Vermont depuis dix ans, indépendant, ayant toujours (ou presque) voté avec les démocrates.

Mais la manœuvre, dans une mesure limitée, s'est tournée en son contraire. Si elle n'a pas amené à la rupture de ces militants avec les démocrates, elle a focalisé une bonne part d'entre eux contre Hillary Clinton.

Dans cette primaire, il était hors de question d'ouvrir une quelconque discussion sur le bilan d'Obama, sanctifié de son vivant en tant que premier président noir, et dont l'Obamacare, la réforme du financement de la santé, était présentée comme un progrès extraordinaire en matière de couverture sociale. Pourtant, en 2008, le congrès de la confédération syndicale AFL-CIO, très liée aux démocrates et à Obama, avait adopté à l'unanimité la vieille revendication d'un système de santé à payeur unique, contradictoire à la réforme Obamacare que le président américain a mise en place dans les années qui ont suivi. L'Obamacare, loin de fournir un système de santé unique, subventionne en effet l'achat d'assurances de santé privées, avec des contraintes bien timides imposées aux assureurs quant au niveau des franchises, des remboursements, ou à l'obligation d'assurer les malades déjà diagnostiqués. D'ailleurs, dès les primaires, Clinton a annoncé qu'il faudrait relever les plafonds de franchises et de cotisations... Ce qui montre bien les effets de la réforme : la subvention à l'achat d'assurance est gravée dans la loi ; mais les différents plafonds sont des éléments chiffrés qui peuvent être modifiés sans toucher à la loi, et c'est bien ce que comptait faire Clinton. L'Obamacare a été un progrès limité, mais réel, pour la couche des travailleurs aux salaires moyens. L'annonce de Clinton révélait alors au grand jour le contenu fondamentalement réactionnaire de la loi Obama.

La campagne de Sanders s'est donc appuyée sur cette revendication de sécurité sociale à payeur unique, en évitant la discussion sur l'Obamacare, et ce mot d'ordre a rencontré un grand écho dans les

syndicats de l'AFL-CIO les plus à gauche. L'appareil de l'AFL-CIO a soutenu dès le départ la candidature de Clinton, mais un certain nombre de syndicats importants se sont engagés dans le soutien à Sanders. Ses résultats dans les primaires des différents Etats montrent bien la volonté d'une masse d'électeurs démocrates d'en finir avec cette continuité, de Bill Clinton à Obama, que représentait Hillary Clinton. Au final, Bernie Sanders a regroupé 43,1 % des voix qui se sont exprimées dans ces primaires, soit plus de 13 millions. La vaste majorité des voix des membres de droit de la convention, désignés par l'appareil démocrate, s'est portée sans surprise sur Clinton, lui donnant une majorité de 60 % des votants lors de la convention démocrate, mais le score de Sanders a marqué la primaire.

Et lors de la convention démocrate, des délégués de Bernie Sanders, en particulier des syndicalistes, sont sortis de la salle lorsque Clinton a été déclarée vainqueur, après avoir hué Sanders quand il a reconnu sa défaite et appelé à mener campagne pour la victoire de Clinton lors de l'élection présidentielle. Cette contradiction entre la réaction de Sanders et celle de ses partisans éclaire la manœuvre que constituait sa candidature, et en même temps révèle la crise qu'elle n'est pas parvenue à contenir : des millions d'électeurs s'apprêtaient à ne pas voter pour Clinton, et, plus important encore, des syndicats de masse risquaient de quitter le giron du Parti démocrate. La candidature Sanders a permis de les conserver dans le cadre du Parti démocrate pour la durée de la primaire ; mais dès qu'elle a été terminée, l'opposition entre les revendications portées par les syndicats et le programme du Parti démocrate est redevenue insupportable pour ces délégués.

Les délégués sortant de la convention protestaient notamment contre la révélation d'e-mails internes aux instances démocrates montrant clairement que l'appareil soutenait totalement Clinton. Ce n'était une surprise pour personne (92 % des représentants de l'appareil membres de droit de la convention ont voté pour elle) ; mais cela posait pour toute une couche de militants la question de la subordination de leur organisation syndicale aux démocrates, qui, de toute façon,

ne respectent même pas leur vote. Cette révélation a d'ailleurs amené à la démission de la présidente du Comité national démocrate.

LA CAMPAGNE

A partir de là, le scénario était écrit d'avance : les républicains, incapables de dégager un candidat donnant un minimum d'unité au Parti républicain, ont laissé la place à Donald Trump, qui était un candidat propre à faire élire Clinton ; les démocrates se ressoudaient en apparence autour de la candidature Clinton, et, malgré les désaccords, appelaient à voter pour elle face à la « menace Trump ». Les républicains tiennent la Chambre depuis maintenant six ans, et le Sénat depuis deux, et tout indiquait qu'ils allaient conserver la majorité dans l'une et l'autre. L'habitude de Clinton de passer des accords avec les républicains, dont elle avait fait preuve souvent en tant que secrétaire d'Etat, était confirmée par ses appels à l'unité nationale : l'élection de Clinton n'était pas gênante pour les républicains. Tout le monde semblait vouloir respecter le script... Sauf les électeurs.

Parfaitement dans son rôle, Trump a tenu des discours racistes et sexistes, mettant en cause les immigrés latino-américains et promettant le retour au plein emploi. Face à lui, Clinton s'est montrée raisonnable et diplomate. Clairement, une bonne part de l'impérialisme américain avait choisi de soutenir Clinton : sa campagne électorale a coûté 770 millions de dollars, financés pour une bonne part par les donations de grands capitaines d'industrie. Celle de Trump n'en a coûté que 408. L'espoir d'un gouvernement d'unité nationale, associant une présidente démocrate avec un Sénat et une Chambre républicains, a motivé un certain nombre de soutiens traditionnels du Parti républicain. Les quotidiens de référence se sont rangés derrière la candidature démocrate, y compris des journaux traditionnellement républicains.

Cependant, les organisations syndicales, au-delà des sommets de l'AFL-CIO, ne se sont pas insérées dans la campagne de Clinton, du moins pas à la hauteur habituelle. De nombreux syndicats n'ont pas fait campagne pour Clinton ; cela ne veut

pas dire qu'ils ont rompu avec les démocrates. En particulier, dans le cas de syndicats importants comme l'ILWU (syndicat des dockers, qui n'est plus affilié à l'AFL-CIO), ils ont mené campagne et organisé des tournées pour les candidats démocrates aux autres élections qui avaient lieu au même moment (sénatoriales, locales, etc.) Mais, bon an mal an, force est de constater qu'ils n'ont pas endossé le bilan de huit ans d'Obama-Clinton, et que le ralliement de Sanders à la candidate désignée n'a pas suffi à les entraîner dans la campagne. En particulier, un syndicat de gauche important comme le NNU (syndicat d'infirmières) a versé des millions de dollars en soutien à Sanders au cours des primaires et n'a plus rien versé après les primaires à la candidate démocrate.

Ce n'est pas un cas isolé : de nombreux syndicats ont versé, au travers de l'AFL-CIO, des sommes importantes à la campagne de Clinton, mais rares étaient les références à cette campagne dans leurs écrits : ainsi, à la veille du scrutin, il était impossible de trouver la moindre mention de Clinton sur les sites de l'ILWU et du NNU, ni dans les circulaires transmises par le syndicat d'enseignants AFT (pourtant financeur important de la campagne de Clinton et soutien traditionnel des démocrates dans l'AFL-CIO). L'ILWU relate sur son site un certain nombre de tournées électorales de ses membres défendant des candidatures démocrates à des niveaux locaux, mais pas celle de Clinton.

Les différentes révélations sur les e-mails échangés par Clinton et sur les affaires de mœurs des membres de son équipe de campagne ont contribué à la crise, mais le fond reste que sa campagne n'est pas parvenue à entraîner les organisations de la classe ouvrière et leurs militants, tant elle était contradictoire avec leurs revendications : une vraie santé pour tous, c'est-à-dire financée par un mécanisme à payeur unique ; un salaire minimal ; la fin des meurtres de Noirs par la police. L'implication du gouvernement russe dans la divulgation de ces e-mails n'est pas exclue, mais n'est qu'une des péripéties de cette campagne. De façon inhabituelle, de nombreux diplomates et chefs d'Etat étrangers ont publiquement fait état de leur souhait que Clinton soit élue. Persuadés que Trump ne pourrait pas passer, des respon-

sables de l'OTAN, le président français, des diplomates européens n'ont pas caché leur préférence pour Clinton.

L'appareil d'Etat américain est également intervenu à plusieurs reprises dans cette campagne. De nombreux officiels, y compris nommés par les républicains, ont annoncé leur opposition à Trump. Et, à la veille du vote, le directeur du FBI a révélé publiquement l'existence d'une enquête sur la manière dont Clinton a utilisé une adresse e-mail privée pour des échanges relevant de sa fonction de secrétaire d'Etat. Il est difficile de dire si cela a eu une influence sur le résultat du scrutin. Ce qui est certain, en revanche, c'est que cela a dû résonner aux oreilles des deux candidats comme un avertissement à leur égard les prévenant que, même présidents, il leur faudrait tenir compte des intérêts propre de l'appareil d'Etat. Avertissement qui s'est depuis concrétisé plusieurs fois pour Trump.

LES RÉSULTATS

Pourtant, dès les premiers résultats, il est apparu clairement que Trump allait être largement élu, avec plus de 300 grands électeurs qui lui étaient acquis sur les 538 qui sont chargés d'élire le président américain. Très vite, Clinton reconnaissait sa défaite. Battue sans appel dans quelques Etats clés, les résultats étaient indiscutables.

L'élection se jouait, comme souvent, dans ces Etats clés qui votent parfois démocrate, et républicain à d'autres occasions. L'enjeu se concentrait cette fois en Floride et dans les Etats de la « Rust Belt », littéralement la ceinture de rouille des anciens Etats industriels qui bordent les grands lacs du nord des Etats-Unis. La Floride a voté Trump, mais ces Etats aussi, lui donnant une large majorité des grands électeurs. En 2012, Obama remportait ces cinq Etats, dont quatre avec plus de 5 % d'avance sur son adversaire républicain.

Mais, plus que le vote républicain, dans ces Etats ayant subi de plein fouet la crise économique, c'est l'abstention qui a augmenté : en légère hausse au niveau national, elle a été de deux à trois points plus élevée dans ces Etats en 2016 qu'en 2012. Ces bastions traditionnels du mouvement ouvrier, foyers du syndicalisme américain,

se sont largement abstenus dans ces élections : de nombreux ouvriers, ou anciens ouvriers chassés de leur emploi par la destruction de l'industrie, n'ont pas plus cru les promesses de réindustrialisation de Trump que la propagande des démocrates et de l'AFL-CIO disant que Clinton ferait une meilleure présidente que Trump. Et ils se sont donc massivement abstenus.

Si la presse étrangère l'a passé sous silence, la presse américaine a largement relevé que l'échec de Clinton était d'abord et avant tout un échec d'Obama. Après huit années de sa présidence, le bilan est lourd : dans la crise de 2008, l'Etat américain a fait en sorte de sauver les banques pendant que les saisies immobilières chassaient des milliers de familles de leurs domiciles. C'est particulièrement vrai dans ces Etats.

Autre vote important pour les démocrates : les Noirs américains avaient voté massivement Obama en 2008, un peu moins en 2012. Mais en 2016, Clinton était candidate avec comme bilan à présenter à la population noire les dizaines de meurtres de Noirs par la police, généralement impunis.

Le président avait beau être Noir, le racisme policier continue de s'exprimer jusque dans le fief d'Obama : début janvier, la police de Chicago a été obligée d'accepter sa réorganisation à la suite de la publication d'un rapport du département de la Justice soulignant un usage excessif de la violence, dirigée en particulier contre les Noirs et les Latins. C'est le dernier événement d'une présidence qui en a connu une série, ce qui a amené ces derniers mois à des manifestations massives de Noirs sous le slogan « *Black Lives Matter* » (1).

LES DEUX PREMIERS MOIS DU NOUVEAU PRÉSIDENT

Elu président par surprise, et, pour une part, contre son propre camp, Trump est dès le départ un président faible. Elu sur la base d'une rhétorique populiste, mais sans être appuyé par un mouvement de masse, il doit essayer, pour conserver une base sociale, de concilier ses rodomontades avec l'appareil républicain qui lui permettra de gouverner, ou, à tout le

moins, donner l'illusion de cette tentative impossible.

La constitution de son gouvernement comme ses premières décisions sont marquées de ce sceau. Plusieurs places importantes sont réservées dans son cabinet à des ténors du Parti républicain : son chef de cabinet est Reince Priebus, ancien président du Comité national républicain et, à ce titre, représentant de l'appareil républicain. Le nombre d'anciens banquiers de la banque d'affaires Goldman-Sachs, connue pour sa place politique aux Etats-Unis, a encore augmenté, malgré ses discours contre la finance, à commencer par Steve Mnuchin au Trésor. Mais, dans le même temps, Trump essaie de conserver quelques sièges à son équipe rapprochée : le sulfureux Bannon est ainsi nommé comme son plus proche conseiller.

Et la mise en place de ce nouveau gouvernement est chaotique : à la suite de la décision de deux sénateurs républicains de voter contre elle, Betsy DeVos a été confirmée comme secrétaire à l'Education par le Sénat grâce à la voix du vice-président Mike Pence, qui n'a le droit de vote que lorsqu'il y a égalité parmi les sénateurs. Andrew Puzder, qui devait être nommé secrétaire au Travail, a dû se retirer devant la révélation du fait qu'il a employé au noir une femme de chambre immigrée clandestine.

Ces deux figures incarnent la frange la plus droitière du gouvernement. Leur nomination sur des postes de politique intérieure indiquait une volonté d'en découdre avec la classe ouvrière et ses organisations. Puzder, en particulier, est l'ancien P-DG d'une chaîne de fast-food frontalement opposé à la mise en place de tout salaire minimal, ce qui est la revendication centrale des syndicats du secteur. Sa démission indique que les républicains, pas plus que les démocrates, n'ont pas confiance dans leur capacité à s'attaquer frontalement à la classe ouvrière.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, c'est Jef Sessions qui est fragilisé. Confirmé au Sénat par un vote clivé entre démo-

(1) Slogan de ralliement de la jeunesse antiraciste américaine (« *Les vies noires comptent* »). Ce cri de ralliement de la jeunesse a été lancé après l'acquiescement du policier qui a tué le jeune Trayvon Martin en 2012 (NDLR).

crates et républicains, il est Attorney General, c'est-à-dire ministre de la Justice. C'est un ancien sénateur connu pour ses positions racistes et sa nomination est une provocation contre les Noirs américains. L'appareil d'Etat américain vient de décider d'ouvrir une enquête sur ses relations avec la Russie et sur les discussions qu'il aurait pu mener, sans mandat du gouvernement, concernant les sanctions américaines contre elle. Dans cette situation, le gouvernement Trump est affaibli pour ce qui concerne sa politique intérieure.

Dans le même temps, la majorité républicaine à la Chambre, au Sénat et dans de nombreux Etats, en particulier sa frange la plus à droite, trépigne d'impatience d'en découdre avec les syndicats. Ainsi, dans le Missouri, la Chambre des députés de l'Etat vient d'adopter une loi dite de « droit au travail », mesure que Trump avait soutenue lors de sa campagne. Il s'agit d'une loi interdisant le prélèvement des cotisations syndicales sur le salaire. Dans de nombreuses entreprises, en effet, l'adhésion au syndicat est automatique à l'embauche, dans le cadre d'un accord collectif couvrant l'ensemble des salariés.

La remise en cause de ce type d'accord est une attaque frontale contre les syndicats et contre les garanties collectives. Deux représentants républicains viennent, dans la foulée, de déposer un projet de loi à la Chambre qui étendrait le « droit au travail » à l'ensemble des Etats-Unis. En 2011, puis en 2015, c'est une grève contre une loi similaire qui avait paralysé le Wisconsin, dont le Capitole avait été le lieu de rassemblement de dizaines de milliers de manifestants qui refusaient de voir jeter à bas le résultat de décennies de luttes collectives.

Dans un pays auquel incombe depuis la Deuxième Guerre mondiale le rôle de « gendarme du monde » au compte de l'impérialisme, le poste de secrétaire d'Etat, équivalent à celui de ministre des Affaires étrangères, est central. Le choix d'y nommer Rex Tillerson résume l'orientation politique donnée au gouvernement Trump. Tillerson n'a jamais exercé de fonction publique : il est un ancien P-DG d'ExxonMobil. Il est un proche de la Russie de Poutine, qui l'a même décoré, mais ce n'est qu'une partie de l'histoire : en tant que cadre dirigeant d'Exxon, il a

été proche de tous ceux qui pouvaient lui vendre du pétrole, de l'Arabie Saoudite notamment. Si, aujourd'hui, c'est un défaut pour l'administration américaine, cela a longtemps été pour elle une qualité. *Le Monde* (14 décembre 2016) relève qu'il est « rompu aux difficultés de la diplomatie des affaires, au point de s'affranchir parfois des consignes du gouvernement américain ». *Les Echos* (14 décembre) rapportent ce que disait il y a quelques années Lee R. Raymond, alors P-DG d'Exxon : « Exxon n'est pas une entreprise américaine, c'est une entreprise mondiale. Ses décisions ne sont pas calquées sur les intérêts des Etats-Unis. » Tillerson est nommé pour mener une politique au service des intérêts du capital financier, intérêts qui se sont heurtés depuis vingt ans à l'impératif pour le gouvernement américain de maintenir un minimum de stabilité mondiale.

Mais, sur les questions de politique étrangère aussi, le gouvernement Trump rencontre des difficultés à se mettre en place. Michael Flynn, ancien général responsable des services secrets militaires américains (nommé à ce poste par Obama), avait été choisi par Trump pour être conseiller à la sécurité nationale. Partisan d'une guerre intensive contre Daech, il était en faveur d'alliances avec la Turquie, la Syrie et la Russie pour la mener. Il avait d'ailleurs ouvert de premières discussions avec la Russie de Poutine à ce sujet, proposant en contrepartie un allègement des sanctions prises au moment de l'annexion de la Crimée.

C'est la raison qui a amené à sa démission : au moment de ces discussions, en décembre, bien que Trump était déjà élu et qu'il avait déjà annoncé que Flynn serait son conseiller à la sécurité nationale, il n'était pas encore officiellement en poste et n'était pas habilité à mener de telles négociations, ce qui est interdit par une loi qui n'avait jamais été appliquée.

Ces faits, ainsi que des soupçons de corruption de la part du gouvernement russe, étaient soumis à des enquêtes de différentes agences de contre-espionnage : il s'agit donc bien d'un rappel à l'ordre de Trump par l'appareil d'Etat américain, qui ne compte pas le laisser redessiner les relations géopolitiques à sa guise. La démission de Flynn a été acceptée le 13 février. Le 14 février, la nomination de

Robert Harward, ancien amiral devenu directeur général du géant de l'armement Lockheed Martin, était annoncée.

Le 16, il déclarait décliné la proposition, officiellement pour garder du temps pour sa famille, mais, d'après des sources citées par CNN, surtout à cause du désordre qui marque le gouvernement américain.

Président faible ayant la tâche de mettre en place un pouvoir fort, Trump multiplie les déclarations provocatrices sur les questions internationales, appuyant la dislocation de l'Union européenne, menaçant la Chine, annonçant qu'il est prêt à quitter l'OTAN. Mais à chaque fois, il est obligé de reculer, parce que le rôle de gendarme du monde a beau être trop lourd financièrement pour l'impérialisme américain, il est la seule assurance un peu sérieuse de pouvoir maintenir le régime d'exploitation à l'échelle mondiale.

De même, son décret interdisant l'entrée de ressortissants de sept pays du Moyen-Orient a été annulé par la justice, et il a renoncé à le maintenir ; avant même cela, après des discussions diplomatiques, il a dû accepter d'exclure de cette interdiction les binationaux ressortissants de plusieurs pays (dont la France, un comble pour un décret censé empêcher l'entrée de ressortissants de pays touchés par le terrorisme).

La lutte des classes est à un niveau rarement atteint en Europe de l'Ouest depuis des décennies, la crise militaire de la Syrie menace d'embraser tout le Moyen-Orient, dont les prétendues révolutions arabes ne sont pas soldées et où la question palestinienne reste un baril de poudre. Les États-Unis doivent être facteur de stabilité, au risque que tout explose.

Au Mexique, l'annonce de Trump de la construction d'un mur de séparation, aux frais de l'État mexicain et destiné à empêcher l'immigration illégale depuis l'Amérique latine, se combine à la crise politique déclenchée par l'augmentation des tarifs du pétrole. Des manifestations importantes ont eu lieu, liant ces deux questions et s'opposant au président mexicain, Peña Nieto.

Symptôme de la crise politique mondiale, l'élection de Trump est aussi un facteur qui l'aggrave.

TROISIÈME PARTI, PARTI NOIR, PARTI OUVRIER

La question d'une représentation politique de la classe ouvrière est posée depuis longtemps aux États-Unis. La candidature Sanders avait pour but de détourner une partie des militants ouvriers de cette préoccupation, et elle y a réussi dans une certaine mesure. A la suite de révélations durant la campagne sur le soutien du Comité national démocrate à Clinton, sa présidente a été obligée de démissionner. Les élections pour son renouvellement ont apporté 46 % des voix à Keith Ellison, le candidat soutenu par Sanders et l'AFL-CIO ; le vainqueur de cette élection, Tom Perez, était soutenu par de nombreux syndicats, dans et hors de l'AFL-CIO.

Devant la crise politique des deux grands partis américains, la question est posée avec une acuité renouvelée de la formation d'un parti ouvrier, émanation politique des syndicats, combiné à un parti noir, regroupant la composante noire de la classe ouvrière. La rupture nette avec les démocrates concentre la question de l'indépendance du mouvement ouvrier aux États-Unis.

La division historique de la politique américaine en deux grands partis, démocrate et républicain, amène à des discussions sans fin sur la possibilité de créer un troisième parti, qui permettrait de redessiner le système politique. C'est une manière très déformée de poser le problème d'un parti ouvrier, car elle met à égalité la possibilité de créer un tel parti avec d'autres tentatives, comme celle d'un Parti vert. Mais surtout, cette manière de poser les problèmes amène à limiter la construction d'un instrument politique pour la classe ouvrière aux questions électorales, cadenassant toute perspective dans le cadre des institutions politiques de la bourgeoisie. Cela a conduit le Parti vert, par exemple, à demander le recomptage des voix dans les trois États qui ont donné la victoire à Trump : sous couvert de protestations contre le système politique fédéral américain, cette revendication est un soutien ouvert aux démocrates.

Les dernières élections ont révélé un effondrement du système politique américain : il est nécessaire de partir de là pour

discuter de la formation d'un parti ouvrier et d'un parti noir. La question est posée, plus que jamais, de la constitution d'une force politique indépendante de la bourgeoisie aux États-Unis, appuyée sur la lutte des classes, qui ne cesse pas aux États-Unis : manifestations de 2011 dans le Wisconsin contre la tentative du gouverneur démocrate de faire payer leur assurance santé aux fonctionnaires, grèves récurrentes dans les fast-food pour un salaire minimal. Et les annonces de Trump sur la question de l'accès à la santé, ainsi que les tentatives des républicains, dans les États, de s'attaquer à tous les droits collectifs des salariés, trouveront une classe ouvrière prête à se battre pour les défendre.

L'élection de Trump marque l'ouverture d'une période d'incertitude pour tout le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. La tentative de Trump de reconstruire le système bâti depuis la Deuxième Guerre mondiale au profit de l'impérialisme américain est vouée à l'échec.

En attendant, elle est un facteur d'approfondissement de la crise déjà profonde de ce système : au Mexique, en Europe, en Asie, au Moyen-Orient, chaque tentative de la nouvelle administration ne fait qu'aiguiser la situation.

Devan Sohier

Mexique

De la grève des enseignants à l'explosion spontanée contre le *gasolinazo* : une nouvelle étape s'ouvre

L'ALENA ET LES MENACES DE TRUMP

« *Le Mexique : si loin de Dieu et si proche des Etats-Unis* », aimait proférer le dictateur Porfirio Diaz (1880-1911). Cette appréciation politique avec laquelle il prétendait justifier son régime fut démentie par les masses ouvrières qui conduisirent une révolution par laquelle la dictature fut balayée, ouvrant une nouvelle étape dans la lutte des classes dans le pays. Il est vrai que cette révolution s'est arrêtée à mi-chemin, du fait de la faiblesse numérique de la classe ouvrière et faute d'une direction. Mais il est également vrai que les Etats-Unis ne purent pas écraser la révolution, occupés qu'ils étaient à l'époque à préparer la Première Guerre mondiale, et par là même leur accession au rang de première puissance.

Nous sommes aujourd'hui face à un nouveau tournant de la situation dans notre pays (expression particulière de la situation mondiale). L'impérialisme, dans sa crise, est touché au cœur. Les menaces d'expulsions massives de migrants en provenance de pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Moyen-Orient, et dans le cas présent des Mexicains et des Centro-Américains, tout comme les menaces pour imposer des taxes aux transferts d'argent aux familles restées au pays, ont soulevé un mouvement de résistance de la part des migrants, des jeunes, des couches intermédiaires de la société et des travailleurs individuellement aux Etats-Unis contre les décrets barbares de Trump.

Les organisations de gauche, des intellectuels, des progressistes, des directions

du syndicalisme « indépendant » au Mexique parlent aujourd'hui de la nécessité de focaliser les regards sur l'Amérique latine, afin de faire front à la politique de Trump. Pourtant, ils oublient qu'aux Etats-Unis mêmes nous avons un allié de taille : la classe ouvrière nord-américaine (dans toute la diversité de ses composantes).

Les mobilisations « *Un jour sans migrants* » comme celles contre Trump sont les prémices pour toute l'Union américaine des luttes à venir de la classe ouvrière aux Etats-Unis, parce que la politique contre la nation mexicaine n'est qu'un aspect de la guerre qu'ils prétendent mener contre la classe ouvrière et les peuples du monde, y compris aux Etats-Unis mêmes.

Avec l'Alena, élaboré par le président Bush père et mis en œuvre en 1994 par le gouvernement Clinton, l'économie mexicaine s'est retrouvée « intégrée » à celle des Etats-Unis, dans le sens où elle a été une économie pourvoyeuse de main-d'œuvre très bon marché, de sites de production externalisés (les *maquiladoras* – NDT), de minerais et de produits énergétiques (pétroles, or, argent, cuivre, etc.) ou de produits agricoles non cultivables aux Etats-Unis. La mise en place de l'Alena a supposé un saut dans le pillage impérialiste du pays.

La propagande du gouvernement mexicain présente l'Alena comme un triomphe parce que les échanges avec les Etats-Unis ont triplé et que le Mexique est devenu le troisième « partenaire commercial » des Etats-Unis, après la Chine et le Canada, très proche d'ailleurs en termes de mil-

lions de dollars échangés. En premier lieu, il n'est jamais dit à ce sujet que 80 % de ce qu'exporte le Mexique provient en réalité d'entreprises étrangères (automobiles, électronique, ordinateurs, etc.) et que, par conséquent, les bénéficiaires sont perçus à l'étranger. Plus importants encore sont les effets de 23 ans d'Alena.

- 10 % de la population a dû émigrer aux Etats-Unis dans la lutte pour survivre (actuellement, on y compte 11 millions de Mexicains, dont 5 millions sont sans-papiers, et, par ailleurs, 22 millions d'habitants y sont d'origine mexicaine).

- L'Alena a généré une accélération du démantèlement des moyennes industries nationales qui s'étaient constituées au cours de la période d'après la Deuxième Guerre mondiale, et qui reposaient sur le caractère national de l'industrie pétrolière.

- Il a conduit à la ruine de secteurs entiers de la moyenne et petite paysannerie. Le cas de la production de maïs, produit historique des campagnes mexicaines, est sur ce plan extrêmement démonstratif : « *Sous la pression sociale*, explique un éditorialiste du quotidien *La Jornada*, qui réclamait d'être précautionneux face à la vulnérabilité du secteur du maïs, il a été introduit par le biais de l'Alena un système de protection aux petits producteurs pour leur permettre de s'ajuster à la concurrence des importations de maïs, alimenté par une importante part de subventions (financées par le gouvernement des Etats-Unis — NDLR). Cela devait durer 14 ans... » Or le gouvernement n'a jamais touché les subventions prévues, et, depuis la première année d'entrée en vigueur de l'Alena, le maïs des Etats-Unis est entré librement dans le pays. Le non-perçu par le gouvernement est de l'ordre de 2 milliards de dollars (depuis 1994) et 2 millions d'emplois ont été détruits dans les campagnes, conclut le journaliste. Aujourd'hui, la consommation de maïs du peuple mexicain est couverte à 60 % par des importations de maïs venant des Etats-Unis. 50 % de la population mexicaine vit dans la pauvreté, soit 60 millions de personnes.

- La politique de l'Alena a plongé des générations de jeunes, face au manque de perspectives, dans les activités délinquantes. Le développement du narcotrafic, des bandes liées à la drogue, et pour autant de

la violence, a atteint des niveaux jamais vus auparavant. Le nombre de tués lors d'affrontements et d'activités de bandes, entre séquestrations et massacres, en 23 ans d'Alena, atteint plus de 200 000 personnes.

Or la politique de pillage du pays et de négation de la souveraineté nationale que menace de conduire Trump se situe à une tout autre échelle. Finir la construction du mur entamée par Clinton et poursuivie par Obama. Accélérer les expulsions de migrants (1), qui, selon une étude du Sénat mexicain lui-même, pourraient atteindre le rythme de 1 million par an. Imposer une taxe de 20 % aux marchandises exportées par le Mexique, etc. Pour le moment, il s'agit de menaces, lesquelles ont déjà provoqué des résistances, des mobilisations aux Etats-Unis et au Mexique. Elles alimentent, en même temps, la crise du gouvernement Trump, qui n'a pourtant qu'un mois d'existence.

De son côté, le gouvernement Peña Nieto, expression du degré de décomposition du régime vieillissant du PRI, a montré une totale prostration et une totale lâcheté face à Trump. Il l'avait d'abord invité au cours de la campagne électorale à une visite au Mexique, pour accepter finalement tout le dédain de Trump lorsqu'il a fini par refuser de voyager jusqu'à Washington. Et il est aujourd'hui appelé à « renégocier l'Alena ».

LE GOUVERNEMENT PEÑA NIETO : UN CRAN DE PLUS DANS LA CRISE DE RÉGIME

Les quatre présidents qui ont gouverné au cours de ces 23 dernières années d'Alena (auquel se sont ajoutés d'autres traités de « libre-échange », entre autres avec l'Union européenne) n'ont cessé d'approfondir la mise en œuvre de la politique de bradage des intérêts nationaux au compte de l'impérialisme et de destruction des droits du peuple travailleur. Peña Nieto a cependant représenté un cran supplémentaire dans l'application de mesures et de contre-réformes qui ont qualitativement aggravé le mécontentement de la majorité de la population ouvrière et opprimée.

(1) Obama a expulsé au total 2,5 millions de migrants au cours de ses deux mandats.

A un an et demi de la fin de son mandat, sa popularité (selon le dernier sondage réalisé par un journal institutionnel) se réduit à 6 %. C'est inédit. Ajoutons que lors des dernières élections, en 2006 (qui avaient élu un gouvernement du PAN, parti catholique), comme lors des élections de 2012 (Peña Nieto du PRI), des fraudes massives ont eu lieu au détriment de Lopez Obrador, qui, rompant avec le PRD, a constitué son propre parti (Morena), lequel apparaît aujourd'hui dans les sondages comme possible gagnant en 2018.

Depuis son accession au gouvernement, Peña Nieto a concentré contre lui des secteurs entiers de la population. Les mobilisations des jeunes, qui avaient surgi dès le premier jour de son gouvernement aux cris de « *Dehors Peña !* », ont imposé finalement ce mot d'ordre à toutes les manifestations qui ont eu lieu par la suite au cours des quatre dernières années. Et Peña s'est vu infliger de cinglantes défaites politiques durant cette période. Pour ne citer que les élections partielles de 2015, son parti, le PRI (parti étatique), a perdu pour la première fois sept mandats, dont trois dans les principales villes du pays (Mexico, la capitale, Guadalajara et Monterrey), alors que les trois principaux partis institutionnels ont été répudiés par les masses via l'abstention ou ce qu'on appelle le « vote sanction » au profit de candidats qui, aussitôt, se sont révélés être exactement les mêmes que leurs prédécesseurs. Taux record, l'abstention à Mexico avait atteint 72 %.

Afin de conjurer cette répudiation, Peña Nieto a mis en branle ce qu'il a appelé son « Pacte pour le Mexique » avec le PRI, le PAN et le PRD (la prétendue gauche formée par Cuauhtémoc Cardenas [2] après la fraude électorale orchestrée par le régime, et dont il fut victime aux élections de 1998). Pacte qui a servi à approfondir les contre-réformes, en particulier dans le secteur de l'éducation et de l'énergie (3).

Ce pacte contre le Mexique a permis à Peña Nieto de faire facilement « enregistrer » ses contre-réformes par la Chambre, sans pour autant empêcher que le mécontentement ne grandisse au sein de la population, ni que le PRD — béquille de « gauche » du gouvernement — ne se disloque rapidement et ne perde sa base électorale conquise grâce au prestige dont bénéficiait

Cuauhtémoc Cardenas. Peña Nieto — anticipant y compris la signature du Traité transpacifique (TTP), que Trump vient de mettre en miettes — est en train d'organiser la remise des clefs du secteur pétrolier aux mains d'entreprises impérialistes, démantelant la société Pemex, une des bases matérielles de la nation.

De cette manière, et dans un très court laps de temps, le gouvernement Peña Nieto s'est livré à une aggravation de la guerre contre la classe ouvrière et contre la nation. Un des volets de cette orientation a consisté à asséner de graves coups contre les conventions collectives des syndicats nationaux de branche : travailleurs du pétrole, électriciens, enseignants. Une menace qui plane sur les travailleurs des organismes de santé, de la fonction publique des Etats ou fédérale (4).

Dans le même temps, le gouvernement Peña Nieto pourvoit aux revenus du capital financier au travers de la politique de la dette publique, qui s'est monstrueusement accrue. Pratiquement, les nouveaux emprunts ont été contractés pour le paiement des intérêts de la dette précédente. L'accroissement de la dette de décembre 2012 à décembre 2016 a représenté une hausse de 66 %.

Etant donné que le Pacte contre le Mexique — c'est-à-dire l'accord entre les trois principaux partis, PRI, PAN et PRD — n'a pas réussi à atténuer le mécontentement et les mobilisations de rue, et alors que la décomposition sociale s'accélère (narcotrafic, violence, extrême pauvreté), Peña Nieto, sous la pression des hauts gradés de l'armée, impulse aujourd'hui la militarisation

(2) Son père, Lazaro Cardenas, fut président du pays entre 1934 et 1940. Il nationalisa l'industrie pétrolière et accorda l'asile à Trotsky.

(3) A ces trois principaux partis s'ajoutent les « petits », qui sont le parti Vert, le Panal, parti soutenu par l'appareil du syndicat national des professeurs, le SNTE, un syndicat corporatiste ; le Parti du travail, prétendument de gauche, formé avec le soutien en son temps du gouvernement de Salinas de Gortari, et qui n'a pu dernièrement maintenir son enregistrement légal que grâce à l'intervention du PRI. En dehors de cela, le parti de Lopez Obrador maintient sa position de rejet du PRI et de son gouvernement.

(4) Rappelons que le Mexique est un Etat fédéral (« Etats-Unis mexicains »), constitué d'un gouvernement central et de 32 Etats fédérés. Par assimilation, on peut considérer qu'il existe une fonction publique territoriale et une fonction publique d'Etat, pour se référer à la France — NDT.

du pays. Il est « débattu » à la Chambre d'une loi de sécurité intérieure dont l'objectif affiché est de légaliser l'intervention de l'armée sous prétexte de lutte contre le narcotrafic. Or cette violence qui frappe le pays est utilisée sur le terrain à l'encontre des mouvements sociaux. Des « zones d'exception » sont créées, qui peuvent concerner y compris les manifestations pacifiques. Le gouvernement serait exercé dans ces zones par la hiérarchie militaire. En outre, le principe du régime lui-même selon lequel « *les institutions de sécurité publique ont un caractère civil* » est rompu.

DE LA GRÈVE DE 4 MOIS DES ENSEIGNANTS À L'EXPLOSION SOCIALE CONTRE LE GASOLINAZO...

Cette politique de destruction des droits ouvriers, de bradage des richesses de la nation, a provoqué le passage à l'action des masses ouvrières et opprimées. La situation du pays a été marquée ces derniers neuf mois par la grève des enseignants, qui a duré quatre mois, et par plus d'un mois de mobilisations massives dans tout le pays contre ce qui a été baptisé le *gasolinazo*.

La contre-réforme de l'éducation a provoqué dès 2013 une véritable commotion dans les rangs des personnels du secteur, parce qu'elle rompt l'ensemble de la structure du droit du travail fondé sur les postes permanents des travailleurs de l'éducation en particulier, et de tous les employés de la fonction publique en général – ce qu'on appelle le « poste de base » (*c'est-à-dire le poste titulaire de la fonction publique en France – NDT*), mais aussi parce qu'elle remet en cause l'existence même des syndicats. La suppression des « postes de base » s'est opérée par un mécanisme de substitution dit « d'évaluation », exactement tel que préconisé par l'OCDE.

Fait politique significatif, l'appareil du syndicat officiel, le SNTE, n'a pas réussi à empêcher que la mobilisation gagne l'ensemble du pays, y compris dans son développement tout à fait hétérogène. Or l'appareil a accepté la contre-réforme sans même conserver les formes élémentaires.

Le mouvement de grève a rassemblé jusqu'à 400 000 travailleurs du secteur dans cinq sections syndicales, représentant quatre Etats du sud-sud-est du pays, alors que la quasi-totalité des Etats ont vu des grèves se déclencher, de un, deux, voire trois jours, des manifestations, des rassemblements, etc.

De leur côté, les dirigeants de la Coordination nationale des travailleurs de l'Education (CNTE), qui se présente comme un courant au sein du SNTE et qui a pour plate-forme la « démocratisation » du syndicat officiel, avaient pu, à une étape antérieure, détourner l'opposition des enseignants contre les menaces d'exams d'évaluation dans des sortes de « forum » de discussion au sujet de la loi, auxquels étaient invités des chefs d'entreprise, des fonctionnaires du secrétariat de gouvernement, des législateurs et des intellectuels. Cette stratégie a permis de ménager une marge de manœuvre aux députés et sénateurs, qui ont pu enregistrer les lois de la contre-réforme en toute tranquillité.

Au final, la pression des professeurs avait contraint la CNTE à appeler à la grève, laquelle avait débuté le 15 mars 2016 (grève de fait, donc) et pris fin en septembre. Le gouvernement Peña Nieto avait dû reporter d'un an les « évaluations-licenciements ». Dans les sections où la grève a été minoritaire, des professeurs ont été ou sont toujours licenciés, ou subissent des retenues de salaire.

En janvier 2017, le gouvernement a décrété une hausse de l'essence de 20 %. Cette décision a provoqué un mouvement de rejet d'une ampleur nationale. C'est la goutte qui a fait déborder le vase du mécontentement social, accumulé depuis des années. De manière spontanée, se sont organisés dans tout le pays des manifestations, des blocages de stations-service, des barrages de routes, des prises d'assaut de péages autoroutiers, etc. Le mot d'ordre « *Dehors Peña !* » s'est chargé d'une tout autre signification en combinaison avec les revendications de : Non au *gasolinazo* ! Abrogation des contre-réformes !

Et ces mots d'ordre ont fini par être accompagnés de cris comme « *Non aux menaces de Trump ! Non au mur ! Non aux expulsions de nos concitoyens !* ». Le gouvernement Peña Nieto a été contraint d'annoncer que les deux prochaines

hausse de l'essence ne seraient pas appliquées, sans pour autant faire machine arrière sur la contre-réforme énergétique, dont l'une des mesures est la libre fixation des prix de l'essence en fonction des prix du marché international, avec comme prix plancher celui de l'essence dans l'État nord-américain du Texas.

Un élément nouveau de cette explosion spontanée contre le *gasolinazo* a été le développement de la mobilisation dans les États du nord du pays, frontaliers avec les États-Unis, dans lesquels, en général, les mobilisations sont assez faibles. Contre le *gasolinazo*, au contraire, les plus fortes mobilisations ont eu lieu dans la ville de Mexicali, capitale de l'État de Basse-Californie du Nord. Les dimanches du mois de janvier ont connu des manifestations de 10 000, 20 000 et jusqu'à 40 000 personnes exigeant l'annulation de la hausse du prix de l'essence, ainsi que l'abrogation de la loi de privatisation de l'eau, qui venait d'être adoptée en décembre par les députés du gouvernement local. Et la question de l'eau dans un État comme la Basse-Californie du Nord prend une importance particulière lorsque l'on sait que les températures en été peuvent atteindre 50° C, parce que l'eau est puisée dans le Rio Colorado, dont la source se situe aux États-Unis, et parce que, enfin, l'approvisionnement pour le Mexique est établi en fonction d'une quote-part. Faut-il ajouter que le gouverneur de l'État vient de céder une concession dans le bassin de Mexicali au brasseur nord-américain Constellations Brands pour qu'il y installe une production à bas coûts en bénéficiant d'une main-d'œuvre bon marché et de la mise à disposition de la ressource en eau ? La mobilisation a contraint le gouverneur à abroger sa loi sur l'eau, mais la concession au brasseur est maintenue.

Dans ce contexte politique provoqué par l'explosion spontanée contre le *gasolinazo*, diverses manifestations ont eu lieu à Mexico dans la journée du 31 janvier dernier, convoquées par les syndicats indépendants rassemblant entre 40 000 et 50 000 travailleurs et paysans, qui ont pourtant défilé de manière divisée avec, d'un côté, les syndicats paysans (rassemblés à la mi-journée) et, de l'autre, les syndicats ouvriers qui ont manifesté l'après-midi.

Lors du meeting des travailleurs, étaient présents les syndicats de l'Union nationale des travailleurs, de la Nouvelle Centrale des travailleurs et de la CNTE. Le responsable du Syndicat mexicain des électriciens (SME) a pris la parole pour exprimer son opposition à la prétendue unité nationale promue par le gouvernement Peña Nieto et supposée contrer les menaces de Trump. Il a déclaré : « Si l'on veut l'unité nationale, alors il faut abroger les contre-réformes, libérer les prisonniers politiques et en finir avec le *gasolinazo*. » De son côté, le responsable du Syndicat des télécoms a proposé de convoquer une conférence nationale ouverte à toutes les organisations qui combattent le *gasolinazo* et les « réformes ». Ces prises de position sont un point d'appui pour forger un axe unitaire dans les luttes qui se développent actuellement et dans celles à venir.

Pour le moment, se sont constitués à la tête des mobilisations spontanées toute une série de regroupements issus de la classe moyenne, de groupes d'influence maoïste, pro-bolivariens, ONG, etc. À l'extrême droite de ces groupes, il y a ceux qui appellent à expulser des manifestations les partis politiques et les syndicats, et qui proclament qu'il ne s'agit que d'un mouvement citoyen. Et, à l'autre extrême, il y a ceux qui s'autoproclament direction du mouvement national et qui cherchent à imposer leur « coordination » comme axe de regroupement au niveau national.

L'explosion spontanée du mois de janvier, à la suite de la grève et des manifestations des enseignants, a mis en alarme l'oligarchie et les partis institutionnels. Il a ainsi été organisé le 12 février une journée nationale baptisée « *Le Mexique vibre* » pour refuser la construction du mur et en appeler à « l'unité nationale ». À l'organisation : le monopole le plus puissant de la télévision, *Televisa*, le regroupement Les Mexicains d'abord, qui s'est distingué par ses attaques brutales contre les professeurs, en soutien à la contre-réforme éducative. Y participaient également la plupart des représentants de la chambre syndicale patronale et une série de recteurs d'universités publiques, en premier lieu celui de la principale université publique du pays, l'Unam, qui, pour la première fois, appelle publiquement à soutenir la politique du gouvernement du PRI.

Et malgré les appels diffusés par les télévisions et les radios, la marche a été un échec : d'une part, du fait d'un nombre très réduit de participants à Mexico, voire nul dans la totalité des capitales fédérales, mais d'autre part parce que, dans la manifestation de Mexico, les seuls mots d'ordre repris à l'unisson ont été ceux de « *Dehors Trump ! Dehors Peña Nieto !* ». Une fois de plus, la faiblesse du gouvernement Peña Nieto, et plus généralement celle du régime du PRI, s'est trouvée à découvert, incapables qu'ils sont d'organiser de gigantesques manifestations de soutien au président comme ils le faisaient par le passé avec le soutien des centrales syndicales corporatistes.

LES ÉLECTIONS DE 2018 ET LE PARTI MORENA

Le discrédit de Peña Nieto ainsi que la crise sociale et politique qui secoue le pays ont anticipé la mise en route de l'activité pré-électorale du monde politique institutionnel. Dans les rangs du PRI, un groupe s'est ouvertement prononcé en faveur d'un gouvernement de coalition des partis afin « *d'éviter la mise en place d'un gouvernement dont la base électorale serait minoritaire* », parce qu'il ne sera pas en capacité de faire appliquer les contre-réformes. Au sein du PAN, il est question de la nécessité d'un scrutin à deux tours, pour que de cette manière un bloc puisse se constituer contre Morena, possible gagnant du premier tour.

Les médias spécialisés commencent à publier des sondages qui placent clairement en tête le parti Morena, sondages qui, de toute manière, ne disent absolument rien sur le possible taux d'abstention. Lopez Obrador, candidat du PRD aux élections présidentielles de 2006 et de 2012, au cours desquelles il avait été victime d'une fraude massive (il a rompu avec ce parti pour constituer le Mouvement de rénovation nationale – Morena), fait campagne depuis des mois, parcourant tout le pays. Ses orientations programmatiques sont la dénonciation de la brutale corruption des hauts cadres de la fonction publique, la nécessité de réduire leurs salaires exorbitants et la défense du secteur énergétique.

Ces derniers mois, il s'est vu contraint de convoquer des meetings de masse en soutien des enseignants, sans pour autant jamais envisager une action unitaire avec la CNTE. Il exige aujourd'hui du gouvernement qu'il porte plainte auprès de l'ONU contre le président des Etats-Unis, en particulier au sujet du mur frontière et de l'expulsion des migrants hors des Etats-Unis. Très attractif pour beaucoup est le fait que Lopez Obrador a rompu avec les dirigeants corrompus du PRD, du PT et du MC (partis de « gauche », selon la presse bourgeoise).

Quels que soient les résultats des élections de 2018, les événements de ces derniers mois, la modification des relations avec le gouvernement des Etats-Unis, le profond mécontentement du peuple travailleur, et bien que le mouvement contre le *gasolinazo* finira par se déliter faute d'une organisation de classe qui puisse unifier et centraliser les masses en colère, tout cela ne manquera pas d'ouvrir une crise d'une amplitude majeure.

Or Lopez Obrador cherche aujourd'hui des alliances avec toute une série de politiques institutionnels, y compris avec les plus discrédités d'entre eux ou avec des secteurs patronaux (*Television Azteca*, par exemple). Et pourtant, lorsqu'il est question de les présenter dans les meetings de Morena (comme ceux très suivis à Puebla ou Tuxtla Gutierrez, par exemple), ils se font copieusement siffler. Ce qui laisse pressentir que les probables laisseurs de Morena n'iront voter que pour chasser du pouvoir le régime affairiste destructeur des droits, ainsi que son armée de politiques corrompus. Le temps dira si ces espoirs peuvent se combiner avec les arbitrages politiques d'Obrador.

Lopez Obrador est parfaitement conscient des risques qu'encourt le régime. Il en est venu à proposer une sorte de « pacte de transition » qui correspond à l'état d'esprit de personnalités politiques de tout bord. Ainsi, le 26 juin 2016, au cours de la manifestation de soutien aux travailleurs de l'éducation, à Mexico, il s'est adressé à Peña Nieto en ces termes :

« Nous vous proposons, monsieur Enrique Peña Nieto, qu'au cours de ce dernier tiers de mandat, vous intégriez pour en prendre la tête un gouvernement de transition qui permette de passer au prochain

mandat de 2018 dans une ambiance de tranquillité et de paix sociale, pour le bien du peuple et pour le bien de la nation. »

L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE, PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS

La profonde crise qui secoue le pays met à l'ordre du jour de manière objective la nécessité, comme jamais auparavant, pour la classe ouvrière (des villes et des campagnes) de se libérer de l'emprise corporatiste qu'a exercée sur elle le régime vieillissant du PRI. Elle met à l'ordre du jour la nécessité de forger l'indépendance sur le terrain syndical et politique.

Au niveau syndical, les enseignants ont démontré dans une certaine mesure la voie à emprunter au travers de leurs mobilisations pour la défense de leurs droits et de l'école publique et gratuite. Pourtant, les directions de la CNTE, poussées par les masses à appeler à la grève qui a duré quatre mois et grâce à laquelle ils ont obtenu une petite victoire, se refusent à poser la nécessité de franchir le pas qui la ferait passer du stade de « coordination » (qui, certes, jouit d'une influence sur les masses) au stade de syndicat national, centralisé, au stade de syndicat de classe. Ce qui reviendrait à renforcer également les deux plus petites (mais néanmoins significatives) centrales syndicales indépendantes, l'UNT et la NCT, petites parce que les secteurs les plus importants de la classe ouvrière mexicaine (pétrole, électricité, mines, santé, etc.) continuent de subir le contrôle des appareils syndicaux corporatistes affiliés au parti étatique (le PRI).

Il est également certain que l'application des brutales contre-réformes (sur le travail, l'énergie, l'éducation, etc.) que l'actuel gouvernement s'est engagé à mener à terme, et qu'il est en train de mettre en œuvre malgré un discrédit profond, va ouvrir des brèches dans les appareils syndicaux corporatistes. C'est l'un des enseignements de la lutte des professeurs.

Du 24 au 26 mars prochains, la CNTE tiendra un congrès politique au cours duquel et l'avenir de l'organisation, et la nécessité de franchir le pas précédemment évoqué seront à l'ordre du jour de la discussion.

Sur le plan politique, la situation oblige à envisager la nécessité de la construction d'un parti des travailleurs de masse, indépendant de l'État et des institutions nationales et internationales de la bourgeoisie. La lutte des classes dans le pays a déjà connu par le passé des tentatives de construction d'un parti des travailleurs. L'expérience récente est issue de la lutte d'un secteur des électriciens dans le centre du pays et de leur syndicat, le SME. Il y a six ans, le gouvernement Felipe Calderon (qui a donc précédé l'actuel gouvernement), du PAN, a décrété la liquidation de la Compagnie de la lumière et des forces motrices du Centre (CLyFC), et par conséquent la liquidation du contrat collectif de travail avec 44 000 travailleurs jetés à la rue. Une des mesures prises par le SME pour défendre les postes de travail, le CCT, fut d'appeler à la constitution d'un parti politique de travailleurs, d'où a surgi l'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT).

L'OPT, aujourd'hui, est dans une impasse. Le combat pour un parti des travailleurs de masse requiert l'application d'une orientation qui permette le regroupement de secteurs ouvriers différents, de fait encore liés aux différentes directions syndicales et politiques, et qui n'ont pour le moment pas le même rythme de combat. Ce sont l'unité ainsi que l'indépendance de la lutte pour les revendications de classe, en combinaison avec une orientation unitaire pour la défense des conquêtes de la nation, alimentée par des forces qui ne sont pas issues de la classe ouvrière, mais qui se battent pour la défense de la nation, qui permettront de construire une représentation politique de la classe.

Lors du récent congrès extraordinaire de l'OPT, la direction a fait un pas en arrière. Le programme avançait à l'origine deux mots d'ordre : « *L'émancipation sociale et la libération nationale.* » Cette seconde perspective a été abandonnée sans aucune discussion, au nom du fait que l'OPT serait une organisation ouvrière qui n'aurait rien à voir avec la libération nationale. C'est le combat anti-impérialiste qui est de fait mis de côté. Le caractère semi-colonial du pays est nié, tout comme l'actualité de la défense de la souveraineté nationale, alors que les menaces de Trump démontrent que c'est plus que jamais à

l'ordre du jour. Un autre problème se pose en même temps : la nécessité de l'indépendance réciproque entre le syndicat et l'organisation politique. Nous sommes contre la subordination de l'OPT au syndicat sous prétexte qu'il est à l'origine de l'initiative de création du parti. Cette subordination du parti au syndicat suppose, dans ce cas, une conception restrictive de la démocratie interne, la quasi-négation du droit de tendances.

Cependant, l'aggravation de la crise de décomposition du régime et des partis institutionnels va pousser d'autres secteurs de la classe et d'autres dirigeants à se confronter à la nécessité du parti. Et le mouvement des masses peut tout aussi bien rompre le blocage de l'OPT et faire de cette organisation un point d'appui pour la construction d'un parti ouvrier de masse.

Nous avons ouvert à présent un dialogue avec des travailleurs, des groupes de travailleurs qui organisent la résistance et les mobilisations. Ils n'ont pas à leur compte une expérience politique de classe, mais ils cherchent une issue à la situation de la classe et de la nation. Il s'agit de comités pour le dialogue, en mesure d'aider au sein des organisations syndicales et des masses ouvrières non organisées à la lutte pour les revendications et à la discussion

sur la nécessité d'une représentation politique de la classe. Dans nos discussions, des travailleurs affirment adhérer à la nécessité d'un parti des travailleurs, mais ils estiment qu'avant tout ils doivent conquérir une majorité dans leur syndicat contre « *les dirigeants, agents du gouvernement* » ; ou qu'ils sont d'accord avec un parti, mais qu'il y a d'abord les élections de 2018 (c'est-à-dire le vote Obrador). Ces militants ont leur place dans le comité de dialogue, dans lequel la libre discussion et la pratique politique dégageront les réponses à ces questions.

Enfin, les conditions d'oppression de l'impérialisme et la décomposition du vieux régime du PRI concourent à ce que le peuple travailleur mexicain poursuive son combat pour que les tâches laissées en suspens par la révolution de 1910-1917 soient achevées, pour que toutes les terres appartiennent à ceux qui les travaillent, pour une pleine et entière souveraineté nationale, pour la démocratie, c'est-à-dire pour de nouvelles institutions, ce qui pose la nécessité d'une Assemblée constituante et souveraine, et d'un gouvernement qui en réponde devant elle.

Luis Vasquez

La Grande-Bretagne après le "Brexit"

La situation en Grande-Bretagne, surtout depuis l'annonce du référendum sur l'appartenance à l'Union européenne (UE), s'inscrit dans la crise de domination de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme américain, et la nécessité pour lui et les autres impérialismes de remettre en cause les anciens cadres et relations établis depuis la guerre pour maintenir l'ordre impérialiste.

SUR LE "BREXIT" (1)

Après l'accord obtenu avec les chefs d'Etat européens le 19 février dernier, Cameron et son gouvernement pensaient sûrement avoir gagné un peu de répit dans le cadre d'une crise qui touche tous les gouvernements européens et son propre parti, le Parti conservateur, au bord de l'éclatement. Présenté comme grand vainqueur des négociations avec l'UE, l'accord (qui prévoyait la suspension des aides sociales aux ressortissants de l'UE pendant quatre ans quand ceux-ci travaillent en Grande-Bretagne) devait lui permettre de réunifier autant que faire se peut le Parti conservateur dans une campagne pro-UE, insistant sur le sauvetage de l'UE avec les uns et sur sa réforme avec les autres. La droite du Labour Party elle-même se félicitait de l'accord à même de sauver l'UE et critiquait Jeremy Corbyn, dirigeant du Labour Party, qui, tout en défendant la position officielle pro-UE de son parti, rejetait l'accord de Cameron.

A peine est-il rentré de Bruxelles que Boris Johnson, maire de Londres et proche de Cameron, annonce officiellement qu'il soutient la campagne pour la sortie de l'UE. La position de Johnson, comme celle de beaucoup dans le Parti conservateur, c'est que la menace de sortie ou la sortie effective permettrait de renégocier une participation britannique à l'UE plus avantageuse. L'enjeu à plus court terme pour

Johnson, c'est la succession de Cameron. Personne n'imagine en effet que Cameron pourrait rester Premier ministre s'il perdait le référendum annoncé pour le 23 juin. Or depuis des mois, les sondages sont serrés.

Le 16 mars, le chancelier George Osborne annonçait le budget 2016 : 4 milliards de livres en moins, en considérant les milliards d'exonération aux entreprises, cela représente 32 milliards de livres à couper dans les dépenses de l'Etat.

Voyant le gouvernement affaibli, le capital financier craignait qu'il soit incapable d'appliquer son programme jusqu'au bout. Ceux qui, comme Boris Johnson, maire de Londres jusqu'en mai 2016, défendent la sortie de l'UE au sein du Parti conservateur, sont ceux qui veulent justement remettre en cause les anciennes relations établies à l'échelle mondiale et qui montrent aujourd'hui leur incapacité à écraser la résistance ouvrière.

Une mesure a mis le feu aux poudres : 1,3 milliard en moins pour l'allocation adulte handicapé. Les associations de handicapés et l'opposition ont protesté évidemment, mais aussi une partie des conservateurs. Finalement, le 19 mars, le ministre

(1) Le « Brexit » est le scénario de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. C'est une expression créée après 2015, qui vient de la contraction de deux mots anglais, « british » (britannique) et « exit » (sortie), en référence au « Grexit », néologisme apparu lors de la crise grecque.

du Travail et des Retraites, Iain Duncan Smith, a donné sa démission.

Le *Guardian* explique que « *Downing Street a immédiatement tenté de faire apparaître sa démission comme la conséquence de sa forte opposition à Cameron sur l'Europe* ». En effet, Smith s'est positionné pour la sortie de l'UE et le *Guardian* révèle qu'en coulisse, « *le ministre était mécontent que ses proches au ministère aient été écartés des discussions sur le référendum européen* ».

Le 31 mars, Tata Steel (2), propriétaire de nombreuses aciéries en Grande-Bretagne, annonçait qu'il comptait vendre toutes ses usines. Après l'usine de Redcar, où 2 200 ouvriers ont été licenciés en octobre 2015, ce sont 15 000 emplois directs, 40 000 avec les sous-traitants, qui sont menacés, dont l'usine de Port Talbot, la plus grande aciérie d'Europe. Le ministre du Commerce a dû rentrer précipitamment d'Australie. L'option de nationaliser l'entreprise (comme les banques en 2009, au plus fort de la crise bancaire) est écartée. La seule option est celle d'un repreneur, mais aucun ne veut racheter le fonds de retraite des ouvriers (15 milliards de livres) dans un contexte où, partout en Europe, les multinationales de l'acier liquident des sites entiers. C'est un fondement industriel de la Grande-Bretagne que le capital financier a décidé de rayer de la carte.

Pour une partie de la bourgeoisie britannique, la sortie de l'UE est un moyen de redéfinir de manière radicale les anciennes relations inter-impérialistes établies après 1945, en particulier avec les Etats-Unis, les puissances européennes et les anciennes colonies du Commonwealth. Leur objectif est de ne plus être prisonniers du cadre de l'UE, où toutes les bourgeoisies doivent porter le fardeau collectif de l'effondrement politique et économique de plusieurs pays depuis 2008 (Espagne, Portugal, Grèce, etc.), le fardeau de l'afflux de migrants, produits de l'extension de la guerre impérialiste dans un cadre à 28 paralysant. De ne plus dépendre autant du marché européen étriqué, de se tourner vers l'Asie et l'Afrique, et, pour cela, renégocier leur place de bras droit privilégié de l'impérialisme américain, la fameuse « relation privilégiée » de Churchill. Ainsi, ce discours a pu se draper des habits du souverainisme, qui prend nécessairement

en Grande-Bretagne celui de la nostalgie du passé d'ancienne première puissance impérialiste, celui de la nostalgie de la souveraineté d'un Parlement qui reste encore un cadre où la bourgeoisie britannique discute de ses désaccords internes. Mais ce dont il s'agit, c'est de la crise actuelle de l'impérialisme.

Il s'agit bien sûr d'un coup de poker, il s'agit principalement de tordre le bras des autres puissances de l'UE pour les obliger à accepter plus de concessions que celles déjà faites. Personne ne peut bien entendu imaginer que la Grande-Bretagne n'ait plus accès au marché européen, car la City, le quartier d'affaires de Londres, est la première place financière au monde, qui gère presque la moitié de la dette des pays européens et qui sert de tête de pont pour des multinationales étrangères qui veulent avoir accès à l'UE. Certains secteurs, en particulier la majorité du secteur financier, se sont prononcés en faveur du maintien dans l'UE, car leur intérêt réside dans l'accès au marché commun. Mais l'idée qu'un coup de force pourrait leur maintenir l'accès au marché européen sans les injonctions de Bruxelles a fait son chemin dans beaucoup de secteurs.

UN VOTE MASSIF ET POPULAIRE POUR LA SORTIE DE L'UE, CONTRE LES CONSERVATEURS, LA DIRECTION DU LABOUR PARTY ET DES TUC

S'il y a un fait que tous les commentateurs ont du mal à cacher, c'est que le vote du 23 juin a été un vote massif et populaire. 72 % de participation : il faut remonter aux élections législatives de 1997 pour trouver une telle proportion. Dans certaines circonscriptions ouvrières, le vote pour la sortie de l'UE dépassait les 60 %, parfois plus de 70 %, avec des taux de participation importants. Les centres industriels ont enregistré les plus gros scores en faveur de la sortie : Great Yarmouth (71 %), Castle Point, en Essex (73 %), Redcar et Cleveland (66 %).

(2) Tata Steel est un groupe industriel indien, spécialisé dans la sidérurgie et la métallurgie. C'est l'un des membres de la puissante multinationale Tata.

Le *Guardian* fait ce constat :

« Les électeurs du bastion travailliste qu'est le centre de Liverpool ont suivi la ligne du parti et ont voté pour le maintien. Mais plus vous vous éloignez du centre-ville, plus fort est le vote pour la sortie : 51,56 % à Knowsley, 58,02 % à Saint Helens et 63,9 % à Wigan. »

Même constat dans les quartiers ouvriers de l'est de Londres et de l'estuaire de la Tamise.

Les travailleurs ont voté contre tous les défenseurs de l'UE, gouvernements britannique, européens et américain, les grandes multinationales britanniques, et en particulier les sommets financiers de la City. Ils ont aussi voté contre la direction de la confédération syndicale des TUC, qui avait engagé une campagne honteuse en expliquant que tous les droits ouvriers de ce pays étaient redevables à l'UE. Ils ont aussi voté contre la direction du Labour Party, qui n'a pas hésité à faire campagne avec les conservateurs et David Cameron. Ils ont aussi voté contre Jeremy Corbyn, responsable du Labour Party, élu par une large majorité de la base du parti et des syndicats contre l'ancienne direction droitière. Même si Corbyn a refusé de faire campagne avec la droite, sa campagne pour « *Une autre Europe possible, une Europe sociale* » avait pour but d'empêcher toute expression indépendante de la classe ouvrière.

De plus, les enjeux du référendum ont été obscurcis par ceux, à gauche ou dans les syndicats, qui ont organisé des campagnes pour la sortie en commun avec des conservateurs comme Boris Johnson ou même l'extrême droite, l'UKIP et Nigel Farage. Ils ont ainsi participé à la campagne visant à identifier tous ceux opposés à l'UE comme des racistes. Les trois seules fédérations syndicales — RMT, Aslef et BFAWU — qui ont pris position pour la sortie de l'UE ont pour leur part refusé de mener campagne avec la droite, elles ont mené une campagne ouvrière (« Lexit » [3]), contre l'UE et contre les conservateurs. Dans le communiqué de « Lexit », il est dit :

« Cette campagne aurait pu être une grande croisade du Labour Party s'il s'était mis à la tête de la révolte de la classe ouvrière (...). Cela a permis à la droite de s'accaparer une victoire qui n'est pas vrai-

ment la sienne. Presque 17 millions ont voté pour la sortie, seulement 3,8 millions pour UKIP aux dernières élections. C'était à la gauche de se mettre au centre de l'opposition contre les conservateurs et la droite. »

Tout a été fait pour entretenir la confusion entre la volonté d'une partie de la bourgeoisie britannique de remettre en cause le cadre de l'UE et le vote d'une majorité des classes laborieuses contre l'UE et contre la politique menée depuis des années par les conservateurs et le New Labour avant eux (le New Labour, fondé par Tony Blair, financé notamment par le milliardaire lord Sainsbury, a été constitué comme un groupe de pression au sein du Labour Party pour le transformer en un parti bourgeois de type Parti démocrate).

Cette confusion a été entretenue de la droite à l'extrême gauche par ceux notamment qui ont crié à la victoire de la classe ouvrière après avoir fait campagne avec des responsables du Labour Party, eux-mêmes partie prenante de coalitions anti-UE incluant les conservateurs anti-UE, jusqu'à l'extrême droite raciste et nationaliste de l'UKIP (c'est le cas notamment de Kate Hoey, députée Labour, Brian Denny et John Boyd, responsables syndicaux, et de l'organisation CAEF-Campagne contre l'euro-fédéralisme).

UN ACCÉLÉRATEUR DE LA CRISE POLITIQUE

Ce vote a sonné comme un coup de tonnerre que personne n'attendait, pas même ceux qui avaient fait campagne pour la sortie chez les conservateurs. Il a accéléré la crise politique, mais cela ne va pas empêcher les conservateurs, quelles que soient les divisions de la classe dominante britannique, de continuer la destruction de tous les acquis ouvriers, des services publics, des emplois, et donc des syndicats construits par les travailleurs.

Ainsi, le jour du référendum, Johnson et les 86 députés conservateurs pro-« Brexit » ont écrit une lettre à Cameron lui disant que « *quelle que soit la décision du peuple*

(3) Le « Lexit » vient de la contraction de deux mots anglais, « left » (gauche) et « exit » (sortie), que l'on peut traduire par « Sortie à gauche ».

britannique, vous avez le mandat et le devoir de continuer à diriger le pays et à mettre en œuvre notre manifeste » (le programme du Parti conservateur). Au lendemain du vote, Johnson a salué le courage de Cameron, « *l'un des hommes politiques les plus extraordinaires de notre époque* ». Ajoutant par ailleurs :

« En votant pour la sortie, il est vital d'insister sur le fait qu'il ne faut pas se presser, et, comme le Premier ministre l'a dit, rien ne va changer à court terme, sauf la manière de répondre à la volonté populaire et sortir le pays du système supranational. Il n'y a aucune nécessité d'invoquer l'article 50 » (article qui prévoit la sortie d'un pays de l'UE).

De son côté, le chancelier George Osborne, pro-UE, faisait une déclaration pour rassurer les marchés financiers en chute libre depuis le vendredi. Pour Cameron, Osborne et Johnson, quels que soient leurs désaccords, l'essentiel aujourd'hui est de rassurer les marchés et de maintenir la stabilité des institutions politiques britanniques aux mains des conservateurs, pour continuer d'appliquer la politique du capital financier quelles que soient les nouvelles relations établies avec Bruxelles et les gouvernements européens.

Mercredi 20 juillet, le FMI publie des prévisions de croissance à la baisse pour le Royaume-Uni, transcrivant l'inquiétude des marchés financiers, et en particulier ceux de la City. Le rapport du FMI explique que le vote des Britanniques pour la sortie de l'UE « *est venu mettre des bâtons dans les roues de la croissance mondiale* » (4).

La crise est profonde, le groupe parlementaire conservateur est coupé en deux. Le Parti conservateur espérait que le remplacement de Cameron se fasse lors du congrès conservateur en octobre, mais celui-ci a été obligé de démissionner. Les conservateurs devaient éviter une crise de succession, pour, d'une part, rassurer le capital financier, et, d'autre part, éviter que la paralysie du gouvernement n'oblige à convoquer des élections anticipées d'ici fin 2016. Le retrait de la dernière candidate en lice, Andréa Leadsom, est le produit de cette pression pour constituer un gouvernement solide rapidement.

Theresa May était d'ailleurs une des rares à pouvoir tenir le rôle : issue des

rangs traditionalistes du Parti conservateur, elle était classée parmi les « euro-sceptiques » avant de se déclarer pour le maintien dans l'UE pendant la campagne référendaire à laquelle elle a peu participé. Son gouvernement inclut cependant les principales figures anti-UE du Parti conservateur.

La formation du nouveau gouvernement conservateur n'a pas suffi à rassurer le FMI.

Si les médias ont dénoncé la présence de Johnson et des autres « brexiters » dans le gouvernement à des postes clés, les gouvernements impérialistes et les institutions de l'UE se sont au contraire félicités de la constitution rapide de ce gouvernement et ont pris sa défense.

A l'issue de leur rencontre à Berlin, Angela Merkel, qui avait déclaré que le « Brexit » devait avoir lieu le plus tôt possible, et Theresa May ont affiché un visage uni, déclarant que la sortie de l'UE ne serait pas déclenchée en 2016 et seulement après que les objectifs de chacun auront été annoncés. Même chose la veille, lors de la visite de John Kerry, le secrétaire d'Etat américain. Le *Guardian* titrait : « *Kerry au secours de Johnson attaqué sur ses mensonges.* » Kerry s'est dit rassuré de l'engagement du Royaume-Uni « *au sein de l'ONU et de l'OTAN pour un monde plus sûr* », Johnson et Kerry ont affirmé être d'accord sur le fait qu'un accord de libre-échange entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni ne pourrait intervenir qu'après la sortie de l'UE, mais que les discussions pouvaient commencer avant.

Toute cette mise en scène vise à rassurer le capital financier et à soutenir un gouvernement de crise face au rejet dont il fait l'objet. Mais la crise de dislocation de l'UE est bien réelle et loin d'être réglée, et les négociations qui vont s'ouvrir pour deux ans (si les règles de l'UE sont respectées, ce dont on peut douter à ce stade) ne vont faire qu'approfondir la crise.

(4) Le site du quotidien français *Le Monde* (9 juillet 2016) titre : « *Après le Brexit, le FMI prévoit une croissance mondiale en baisse* » et cite cet extrait significatif du rapport du FMI : « *Les résultats du référendum britannique, qui ont pris de court les marchés financiers mondiaux, représentent la matérialisation d'un considérable risque baissier pour l'économie mondiale.* »

APRÈS LE DISCOURS DE THERESA MAY SUR LE "BREXIT"

Début janvier 2017, Theresa May, Premier ministre du Royaume-Uni, a précisé les contours du « Brexit » : à l'issue de négociations qui devraient durer deux ans, la Grande-Bretagne devrait quitter l'Union européenne, ainsi que la zone de libre-échange (la Norvège en est par exemple membre sans être membre de l'UE).

La même semaine, Donald Trump recevait l'investiture officielle et le cabinet du Premier ministre annonçait que Theresa May serait le premier chef d'Etat à rencontrer Trump le vendredi suivant. L'entretien porterait sur un nouvel accord commercial entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à la suite du « Brexit », dont Trump s'est félicité. La question de l'OTAN serait aussi abordée, puisque Trump souhaitait que le poids de la défense de l'Europe ne repose plus sur les Etats-Unis. May a aussi rencontré le Premier ministre néo-zélandais pour discuter d'un accord commercial.

Dans son discours, May a ouvertement menacé les autres gouvernements européens sur le fait qu'en cas d'accord défavorable au Royaume-Uni, elle ne signerait aucun accord. Le chancelier Philipp Hammond a ainsi déclaré :

« Vous pouvez être sûrs que nous ferons tout ce que nous avons à faire. Le peuple britannique ne va pas se laisser abattre. Nous changerons de modèle et nous reviendrons, nous allons nous engager sur le terrain de la compétitivité. »

Menaces à peine voilées, et reprises par May, de transformer la Grande-Bretagne en paradis fiscal totalement dérégulé aux portes de l'Europe pour attirer entreprises et spéculateurs.

QUEL EST L'ENJEU VÉRITABLE DE CE COUP DE POKER ?

Dans une tribune publiée dans le *Guardian*, le journaliste Simon Jenkins qualifie le discours de May de « *coup de poker* ».

« La Grande-Bretagne fait partie de l'Europe de tellement de manières qu'une amputation n'est pas une option. Mais il y a de puissantes forces derrière un Brexit

dur, à droite et parmi les milieux financiers européens, qui pourraient en bénéficier (...). Derrière le coup de bluff, il y a du réalisme. Le Premier ministre a déjà indiqué qu'elle serait flexible sur l'immigration, sujet qui met toute l'Europe, de droite ou de gauche, dans un état de panique. Elle souhaite un accord commercial large et ambitieux, quelque chose comme "membre associé à l'union douanière". »

Simon Jenkins relève d'ailleurs que la réaction des dirigeants européens est loin d'être négative, et Donald Tusk, président du Conseil, l'a jugée « réaliste » et « pragmatique ». Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, espère de « bons résultats » au sortir des négociations. Selon un porte-parole de May, Angela Merkel et François Hollande se sont félicités, après un entretien téléphonique avec Theresa May, de son engagement en faveur du renforcement de l'UE et de son intention de négocier un nouveau partenariat avec l'UE après le départ du Royaume-Uni. Michel Barnier, le négociateur en chef du « Brexit » pour l'UE, a déclaré qu'il fallait un accord établissant une relation spéciale entre l'UE et la City de Londres pour éviter toute instabilité financière.

Le « Brexit » exprime, du point de vue du gouvernement britannique, sa volonté de modifier de fond en comble ses relations avec les autres puissances impérialistes. Cela exprime la volonté du capital financier à l'échelle mondiale d'abattre toutes les barrières qui existent encore à son expansion et que les institutions de l'UE, à travers les gouvernements nationaux du Vieux Continent, n'ont pas réussi à détruire, à savoir toutes les conquêtes ouvrières et démocratiques.

Ce revirement brutal ne peut pas ne pas provoquer une crise de l'UE et de la bourgeoisie britannique elle-même, qui est divisée sur la stratégie à adopter.

LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE DANS TOUS LES PAYS

Un autre élément fondamental de cette crise est aussi révélé dans la même tribune du *Guardian* :

« La plupart des gens, à Bruxelles, ne croient toujours pas que cela va arriver (*le*

« *Brexit* »), alors que les politiciens élus d'Europe sentent — pour le moins — que le sentiment anti-UE grandit dans leurs pays. Il y a les signes d'une révolte de paysans avec des bulletins de vote à la place de fourches. La dernière chose qu'ils veulent, ce sont des dirigeants britanniques qui fanfaronnent et caressent leur peuple dans le sens du poil. Cela explique leur attitude hâtive envers May jusqu'à présent. Pour eux, elle est toxique. »

Il y a en effet le risque que la crise déclenchée par le vote du peuple britannique déclenche d'autres mouvements, y compris sur le terrain de la lutte de classe, ailleurs en Europe. Et en Grande-Bretagne même, May et son gouvernement sont confrontés à leur propre classe ouvrière.

La semaine dernière, les personnels de bord de la British Airlines ont fait trois jours de grève, après déjà deux jours début janvier, pour des augmentations de salaires. Lundi 9 janvier, le métro de Londres a été paralysé dans le centre de la ville par la grève des personnels à l'appel du principal syndicat, le RMT (Syndicat des cheminots, marins et travailleurs des transports), contre les diminutions de postes.

Depuis fin août, les conducteurs de train et les cheminots de la compagnie Southern Rail, qui exploite les lignes de banlieue au sud de Londres, ont fait grève de manière répétée pour s'opposer au plan de la compagnie qui vise à supprimer tout le personnel de bord : les conducteurs resteraient ainsi les seuls à bord en charge de la sécurité des passagers. Cette semaine, le RMT appelle de nouveau à quatre jours de grève, protestant contre la décision de la compagnie et du gouvernement de ne négocier qu'avec le syndicat des conducteurs de trains ASLEF, qui a appelé à la grève jusqu'à présent aussi aux côtés du RMT.

Le gouvernement est incapable de bloquer la lutte de classe dans son propre pays. Ainsi, mardi 24 janvier, un député conservateur a déposé un projet de loi visant à durcir encore la législation contre le droit de grève. Le projet prévoit que pour être déclarée légale, une grève devrait être « *raisonnable* » et perturber de manière « *raisonnable* » les services. Outre que le Royaume-Uni a déjà la législation la plus contraignante d'Europe, une nouvelle loi attaquant les syndicats et le droit de grève — établissant des taux de

participation minimum aux référendums d'entreprises pour décider de la grève, entre autres choses — a été adoptée en mai dernier et n'a pas encore commencé à être appliquée... Les conservateurs au pouvoir sont pris dans une surenchère de mesures antisyndicales qu'ils ne savent comment appliquer eux-mêmes !

Les deux processus — celui d'une offensive sans précédent contre tous les droits arrachés par la classe ouvrière et celui de la résistance de la classe — se combinent, et le « *Brexit* » en est un des produits contradictoires. La seule issue réside résolument dans le mouvement de la classe ouvrière dans ses syndicats, dans la grève pour la défense et la reconquête de ses droits.

LE PARLEMENT BRITANNIQUE ADOpte LA LOI AUTORISANT LE GOUVERNEMENT À DÉCLENCHER LE MÉCANISME DE SORTIE DE L'UE

Début février, la Chambre des communes a officiellement adopté par 494 voix contre 122 la loi autorisant le gouvernement à invoquer l'article 50 du traité de Maastricht, qui permet à un gouvernement de notifier sa volonté de quitter l'UE à la Commission européenne.

Ce vote intervenait après que la Cour suprême eut déjà dénié au gouvernement le droit d'agir sans passer par le Parlement, dont la majorité des membres ont soutenu et fait campagne pour le maintien dans l'UE.

Au sein des conservateurs, Theresa May a dû promettre que l'accord final conclu avec l'UE serait ratifié par le Parlement britannique pour obtenir une quasi-unanimité des députés tory, ce qui n'était pas gagné d'avance.

Ce nouvel épisode exprime la crise profonde du capital financier et ses répercussions sur les gouvernements et institutions chargés de défendre ses intérêts. May voudrait maintenir l'accès du Royaume-Uni au marché commun tout en rejetant toutes les mesures contraignantes, comme la gestion partagée des millions de migrants fuyant la guerre ou celle des travailleurs du reste de l'Europe. Le *Financial Times* rapporte que la société qui possède le port

de Tilbury, près de l'embouchure de la Tamise, le plus gros port britannique, vient d'investir 1 milliard de livres pour agrandir et moderniser le port. Tilbury réalise 60 % de ses échanges avec l'Europe, mais un analyste explique :

« Si le Brexit va jusqu'au bout, la Grande-Bretagne pourrait se retrouver à importer plus en provenance de l'Est, l'Afrique, l'Inde, l'Asie. Tilbury pourrait être un des gagnants du Brexit, alors que les ports situés sur la Manche pourraient en souffrir. Le port pourrait aussi profiter des besoins logistiques accrus dont ont besoin les cargos de haute mer. »

L'abaissement des coûts de transport et de stockage donnerait une place privilégiée à Tilbury, qui compenserait la hausse éventuelle des tarifs douaniers.

Cette réorganisation des relations entre impérialismes se ferait autour d'un axe renforcé avec les Etats-Unis et d'une orientation en direction des pays non européens, avec la signature de traités de libre-échange bilatéraux. Cela ne va pas sans contradiction, puisqu'un des axes de cette coopération renforcée se ferait dans le cadre de l'OTAN, dont les Etats-Unis voudraient se décharger du financement sur les pays européens. De même, du côté européen, la place centrale de la City de Londres dans les échanges financiers mondiaux, mais en particulier européens, est un élément plus important dans les négociations que les déclarations de principe des uns et des autres.

Un rapport de la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen révélé par le *Guardian* explique ainsi :

« L'exclusion du principal centre financier européen du marché commun pourrait avoir de graves conséquences en termes d'emploi et de croissance au sein de l'UE. Il est dans l'intérêt des 27 et du Royaume-Uni d'avoir une discussion ouverte sur le sujet (...). Si le Royaume-Uni quitte effectivement le marché commun et se retire des législations européennes et de la Cour de justice, alors il faudrait considérer un statut de pays associé ou un régime d'équivalence qui devrait être intégré aux règles existantes, ainsi que dans les futures législations financières. »

Ainsi, un accord donnant accès au marché commun aux multinationales financières de la City est indispensable, car

celles-ci gèrent 40 % des capitaux européens et représentent 60 % du secteur financier européen.

Dans le même temps, Nicola Sturgeon, le Premier ministre écossais, a déclaré qu'elle organiserait un nouveau référendum dans son pays en vue de l'indépendance et du maintien de l'Ecosse dans l'UE. Elle a le soutien d'une partie des dirigeants de l'UE qui utilisent la question comme moyen de pression sur May. Mais Sturgeon devrait organiser ce référendum avant 2019, voire d'ici début 2018, avant la fin des négociations sur le « Brexit », et rien ne permet de dire qu'elle gagnera ce référendum cette fois-ci (en 2014, lors du dernier référendum, la majorité des Ecossais avait voté contre l'indépendance).

LA CRISE DU LABOUR PARTY

La crise de fond qui paralyse le Labour Party depuis des mois a aussi éclaté ouvertement. La direction du Labour Party, dont Jeremy Corbyn, avait décidé de voter pour la loi afin de respecter la décision du référendum de juin. Sur un « vote de principe », les députés du Labour étaient tenus de suivre la ligne du parti imposée par les « whips » (députés chargés par le parti de faire appliquer la ligne). Après le rejet des amendements déposés par le Labour, 52 députés du Labour ont voté contre la consigne du parti, dont 3 des « whips » et une partie des proches de Corbyn — dont 4 membres du « Shadow Cabinet » (5), qui ont aussitôt démissionné.

Corbyn, représentant de la gauche du Labour, lié aux syndicats et jamais membre d'aucun gouvernement ou cabinet, est apparu en 2015 comme un élément de résistance pour les travailleurs qui voient toujours dans le Labour Party le parti de la classe ouvrière et des syndicats. Son élection et sa réélection par 62 % de la base après une tentative de l'appareil pour le renverser souligne la nature contradictoire du Labour Party en tant que parti ouvrier-

(5) Le « Shadow Cabinet » (*Official Opposition Shadow Cabinet*), cabinet fantôme de l'opposition officielle aussi appelé gouvernement fantôme, est, dans la pratique parlementaire britannique, constitué par les membres les plus importants de l'opposition officielle.

bourgeois, entre sa base ouvrière, en particulier le lien structurel avec les syndicats, et son appareil bourgeois, pro-impérialiste et pro-UE. Au lendemain du référendum, Corbyn avait fait une déclaration très claire, expliquant que l'opposition entre travailleurs britanniques et travailleurs immigrés était le produit des directives qui autorisent à employer des salariés aux conditions de leur pays d'origine, inférieures au droit du travail britannique. Le centre et la droite du Labour Party ont profité de la défaite électorale au référendum pour organiser de nouvelles élections internes, afin d'essayer de se débarrasser de Corbyn. La mobilisation de la base a encore permis la réélection de Corbyn. Mais pour survivre en tant qu'appareil ouvrier-bourgeois, l'appareil travailliste (dont fait partie Corbyn) est contraint au compromis permanent, en particulier en son sein (pour mener les campagnes électorales et gagner les postes d'élus municipaux, locaux et de députés qui constituent véritablement l'appareil du parti, et qui sont souvent aussi des cadres ou anciens cadres syndicaux). Paralysé par ses contradictions internes, le Labour se trouve dans une position où il accompagne les mesures du gouvernement tout en protestant, de manière vaine, dans l'enceinte du Parlement, où les conservateurs tirent partie de cette crise dans la mesure où ils pensent que leur position sur l'UE leur assure encore une base électorale plus solide.

Pour autant, Corbyn ne peut pas résoudre cette situation, et, pour l'instant, le Labour Party reste paralysé par ses propres contradictions et par la crise ouverte par le référendum sur le « Brexit ». En particulier, la campagne pro-UE menée par la direction du Labour, que ce soit dans sa version « sociale » et réformée (par Corbyn, la gauche du Labour et la majorité des syndicats du TUC) ou dans sa version « union nationale avec les conservateurs », a empêché ce vote d'être une expression claire et nette du rejet de la politique des gouvernements conservateurs et du Labour Party soutenus par l'UE. Cette campagne a creusé le fossé entre le parti et ses bastions ouvriers, mais aussi et de manière différente avec l'Ecosse, où la question de l'indépendance est manipulée par le SNP (indépendantistes au pouvoir en Ecosse) pour faire

pression sur le gouvernement au compte d'une fraction pro-UE du capital financier britannique.

Il est difficile de prévoir la manière dont les travailleurs et les jeunes vont se comporter vis-à-vis du Labour Party, mais une nouvelle défaite électorale en 2020 ou avant au profit des conservateurs pourtant rejetés n'est pas à exclure. Le 23 février avaient lieu deux élections anticipées dans deux circonscriptions ouvrières qui sont des bastions du Labour. Si le Labour a sauvé son siège à Stoke au Trent contre l'UKIP et les conservateurs, il a perdu à Copeland face aux conservateurs. Les élections sont évidemment un reflet déformé des rapports de classes et au sein de la classe ouvrière avec ses organisations. Mais la paralysie du Labour Party est indéniablement un facteur de confusion.

La direction du TUC est elle aussi sur une position de pression sur le gouvernement May pour sauver les prétendues protections sociales garanties par l'UE. Cela n'empêche pourtant pas les nombreuses grèves qui ont émaillé toute l'année 2016 (médecins internes, enseignants, postiers, transport aérien, cheminots). Ces grèves qui se déclenchent et s'arrêtent, puis reprennent parfois sans aucune victoire pour l'instant, démontrent la volonté de la classe ouvrière britannique d'en découdre avec le gouvernement et d'en finir avec la politique de privatisation-destruction du pays. Elles indiquent l'issue qui commence à se dégager.

SUR LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les lois antisyndicales de Thatcher mises en place en 1983 et 1989 pour bloquer toute action de classe et encamisoler les syndicats ont indéniablement permis aux gouvernements britanniques successifs de porter des coups majeurs aux droits ouvriers, aux services publics et à l'industrie du pays. Pour autant, aucune loi ne peut bloquer la lutte de classe, et l'on assiste depuis quelques années à une fracture du consensus social fondé sur le partage du pouvoir entre les conservateurs, le Labour Party avec le soutien de la direction du TUC, qui a permis le maintien et l'application des lois antisyndicales.

La classe ouvrière n'a pas fait voler en éclats ce cadre, mais l'année 2016 a vu ce cadre sérieusement mis à mal.

On a vu une recrudescence du nombre de jours de grève depuis 2012, malgré les obstacles légaux énormes à la grève et malgré la destruction avancée de secteurs entiers de l'économie, avec comme conséquence la précarisation, l'individualisation, et donc le recul de l'implantation des syndicats.

L'année 2016 a vu toute une série de grèves commencer, s'arrêter, parfois reprendre (train, métro, avions, poste, médecins, enseignants) sans aucune victoire, mais qui ont toutes montré une volonté d'en découdre et qui n'ont pas abouti à ce stade à un sentiment de découragement. A ces grèves nationales, il faut ajouter les nombreuses grèves locales dans les services publics pour la défense des conditions de travail.

Deux grèves ont cependant eu une signification particulière :

- Celle des internes en médecine, par sa longueur, son ampleur et son organisation (une grève nationale, massivement suivie, reconduite par le vote des adhérents, un afflux des adhérents à la BMA, qui n'est pas un syndicat confédéré, la jeunesse des grévistes et le soutien dans la population). Cette grève a posé pour la première fois depuis des années de manière très claire, aux yeux de beaucoup, la nécessité de rompre avec les lois Thatcher. La grève, qui a pris une telle ampleur, ainsi que son enjeu (la défense du NHS) (6), a conduit à une situation de blocage où l'étape suivante pour faire reculer le gouvernement ne

pouvait être que la grève interprofessionnelle dans la mesure où les internes avaient épuisé tous les moyens légaux à leur disposition. Ce blocage est apparu aux yeux de tous, et même si, bien évidemment, tous n'en ont pas tiré la conclusion qu'il fallait rompre avec les lois Thatcher, du moins la nécessité d'un mouvement d'ampleur et de solidarité des autres syndicats et de la population en général est apparue clairement.

- La grève des cheminots de la Southern Rail, par son ampleur et par l'enjeu indirect, posant le problème de la renationalisation des chemins de fer, a eu une portée similaire. Là aussi, la grève des cheminots d'une seule société confrontée au blocage de la direction et de l'Etat posait naturellement comme étape ultérieure la nécessité d'une grève reconductible jusqu'au retrait, et, par l'écho qu'elle a eu chez les autres cheminots, posait la question d'un mouvement national des cheminots.

Dans les deux cas, le mouvement n'a pu être arrêté que grâce à la coopération totale de la direction du TUC et de certains syndicats avec le patronat et le gouvernement, contre l'avis même des syndiqués (rappelons que les internes ont rejeté majoritairement par référendum l'accord conclu avec le gouvernement).

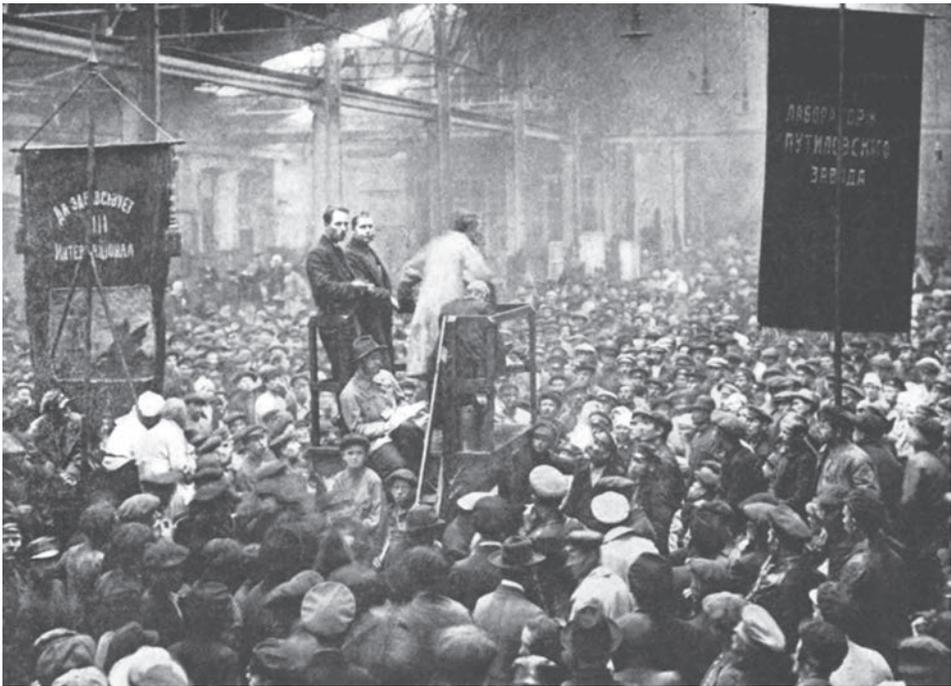
Dans les deux cas, l'arrêt de la grève, à ce stade, n'a pas entraîné une vague de démoralisation, mais plutôt le sentiment que la partie n'était que remise à plus tard et la nécessité de mieux préparer les prochains combats.

Marius McPherson

(6) Les services de santé publique (NHLR).



DR



DR

Photos extraites du calendrier 2017 édité
par la section brésilienne de la IV^e Internationale : "La révolution russe de 1917".

Révolution numérique, innovation et surexploitation capitaliste

EN 1966, il y a plus de cinquante ans, Pierre Lambert publiait une brochure sous le titre *Automation et révolution* (1). Après avoir analysé la place de l'automation dans l'évolution technique du capitalisme, il soulignait alors ses conséquences : déqualification professionnelle, chômage qui frappe la jeunesse, et son introduction dans les grandes entreprises automobiles comme Renault. Dans un passage sous-titré « *Le caractère de classe de l'automation* », Pierre Lambert indique :

« Les conséquences de l'automation chez les travailleurs qu'elle frappe, un rapport de l'OCDE les signale. Des ouvriers, techniciens et cadres ont passé une vie à acquérir une spécialité. Ils ne trouveront que difficilement à s'adapter aux modifications brutales du marché du travail et seront réduits à une vie misérable. Leurs enfants seront tout aussi durement touchés. L'automation détruit les anciennes spécialités du niveau CAP. Une petite minorité d'analystes, de programmeurs, de techniciens de l'électronique verra peut-être sa condition s'améliorer, mais l'écrasante majorité des travailleurs de toutes catégories verra son sort détérioré, l'avenir bouché. Les machines électroniques dégageant maîtres et élèves du travail nécessaire à l'assimilation des indispensables connaissances de base permettraient d'ouvrir l'époque de la véritable culture totale. Mais dans les mains du capital, l'enseignement automatisé sera utilisé pour partielliser encore plus la connaissance et éduquer le futur travailleur aux seuls mouvements indispensables à la production des marchandises, donc du profit.

L'apparition de l'automation doit entraîner de profondes modifications dans l'organisation du travail et dans les rapports qui s'établissent dans l'usine entre le capital et l'ouvrier. L'usine automatisée ne peut pas tolérer de conflits de travail, car tout arrêt de la production entraîne immédiatement des pertes fantastiques pour le capital. Si celui-ci se trouve apparemment dans une situation fort vulnérable, puisque la grève d'une poignée d'hommes suffit pour tout immobiliser, la nature de la production lui offre de sérieux atouts pour créer la discipline totalitaire que le bon fonctionnement de l'usine exige. Il ne se trouve plus en face d'une vaste concentration ouvrière, il a seulement affaire à un nombre plus limité d'ouvriers déqualifiés travaillant de façon isolée dans des conditions psychologiques et mentales extrêmement pénibles. L'automation franchit un pas nouveau dans la dégradation de l'acte même de travail. L'ouvrier n'a maintenant plus qu'à surveiller quelques boutons et cadrans sur un panneau lumineux. Ce travail se fait dans des salles de contrôle isolées et demande une tension nerveuse extrême qui engendre chez l'ouvrier « *une débilite intellectuelle et physique, une irritabilité et d'autres troubles fonctionnels analogues* » (rapport OCDE). Au travers de la machine électronique, la domination du capital exerce donc sur l'ouvrier une pression d'une puissance inouïe. »

(1) Pierre Lambert, *Automation et révolution*, brochure publiée comme supplément à *Informations ouvrières* (1^{er} mai 1966). Elle est reproduite dans *La Vérité*, n° 60-61 (mars 2008), pages 21-30, et dans les n° 825, 828 et 829 de *La Lettre de La Vérité* (13 octobre, 2 et 10 novembre 2016).

L'analyse de Pierre Lambert s'est confirmée totalement. Rappelons qu'à l'époque, les penseurs de « gauche » prédisaient un développement tempétueux des sciences et des techniques, et la disparition des contradictions du capitalisme. Si, en 1968, la grève générale a bloqué pour des années – vingt ans, selon un représentant de la bourgeoisie française – les réformes et les tendances destructrices du capital, la crise actuelle renforce la nécessité pour le capital de pousser toujours plus loin son offensive.

On ne peut que souligner la résistance de classe qui s'exerce pleinement et reprendre ce que disait Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* :

« Si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat (...). Mais ce qu'il ne faut pas oublier, ce sont les forces dressées contre l'impérialisme en général et l'opportunisme en particulier, forces que le social-libéral Hobson n'est évidemment pas en mesure de discerner » (2).

Avec cette même méthode d'analyse de 1966, nous publions deux contributions de Stéphane Marati : la première sur la « révolution » numérique et la seconde sur l'avenir de l'innovation, accompagnées de deux encadrés, l'un sur « *Google Car et Siri... Des inventions financées par le département américain de la Défense* », et l'autre sur « *La plus-value chez Marx* ». Avec ces contributions sur le numérique et l'innovation, nous souhaitons fournir des éléments utiles à la réflexion et à l'analyse de chacun, et surtout à l'organisation pratique du combat contre les formes actuelles de l'exploitation capitaliste.

La rédaction de *La Vérité*

(2) V. I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions SELIO, 2010, « Classiques du marxisme », pages 126-127.

I.

Le numérique : une révolution ?

CERTAINS commençaient à désespérer de ce vieux monde, incapable d'offrir un avenir et des perspectives à sa jeunesse et s'enfonçant chaque jour un peu plus dans la régression. Heureusement pour nous, le messie est arrivé.

Le nouveau sauveur du capitalisme a fait une entrée fracassante dans le XXI^e siècle, à laquelle il est impossible d'échapper. Voici venue la nouvelle « révolution numérique », aussi importante, paraît-il, que l'invention de la machine à vapeur ou de l'électricité. L'humanité serait au bord d'une nouvelle ère. Plus besoin de révolution sociale, le régime de la propriété privée des moyens de production s'est découvert un nouvel eldorado. Envoyons le vieux monde des acquis au rancard, il faut maintenant s'adapter à la « nouvelle économie » ! Tel est en substance ce que l'on entend en boucle jour et nuit.

“NOUS N'AVONS RIEN INVENTÉ”

Les P-DG des start-up censées révolutionner le monde contemporain l'affirment pourtant. Lors d'une conférence à Vancouver, début 2016 (1), les dirigeants d'Airbnb et d'Uber déclaraient : « *Nous n'avons rien inventé.* » Stupeur et tremblements chez les bien-pensants...

Or c'est vrai. Comme l'indique un récent rapport,

« Uber n'est pas particulièrement créateur d'une innovation majeure, mais d'une évolution technologique (accompagnée d'une stratégie de contournement de la réglementation sur le transport public de voyageurs au profit de la relation privée). Le groupement de taxis G7 a créé le premier central radio à Paris en 1964, qui avait pour fonction de mettre en relation un client avec une voiture via une opératrice. G7 et sa société sœur Taxis bleus (groupe G7) disposent d'applications Internet avec localisation de la voiture réservée et utilisables sur smart-

phone (...). Airbnb met en relation des particuliers pour la location de tout ou partie d'un habitat privé, dont la vocation initiale n'est pas destinée à un accueil hôtelier. Une fois encore, le modèle n'est en rien innovant. Les modèles du Bed and Breakfast anglo-saxon ou des vacances à la ferme sont très largement préexistants. Le site a simplement intensifié la pratique en l'élargissant à la possibilité d'hébergement dans tout lieu initialement non prévu pour cet usage » (2).

Derrière les discours débordants, et souvent délirants, sur le nouvel âge de la civilisation humaine entrée dans l'ère du numérique, la réalité est plus prosaïque. D'une part, les entreprises ayant pris le virage numérique ont vu leur rentabilité augmenter de 25 %, la rentabilité des autres s'effondrant dans les proportions inverses. D'autre part, 65 % des destructions d'emplois dans l'industrie sont dues aux gains de productivité, en grande partie liés aux évolutions numériques : réseaux et logiciels informatiques, dématérialisation, robotique, automatisation.

E-MAILS NOCTURNES

L'arrivée du numérique s'est accompagnée d'un changement radical dans les modes d'organisation et de management des entreprises. Les ordinateurs portables remplacent les ordinateurs de bureau, les salariés peuvent rester connectés à leur entreprise vingt-quatre heures sur vingt-quatre grâce à des réseaux sécurisés, la

(1) Conférence du TED (Technology, Entertainment and Design), 15-19 février 2016, à Vancouver, dans laquelle Joe Gebbia, cofondateur de la plate-forme de réservation chez les particuliers Airbnb, et Travis Kalanick, patron fondateur d'Uber, ont expliqué qu'ils « *n'avaient rien inventé* » (dépêche du 17 février 2016).

(2) Rapport Asterès, *Uber : une innovation au service de la croissance*, Nicolas Bouzou et C.-A. Schwerer, janvier 2016.

mise à disposition de smartphones se généralise. Recevoir des e-mails de sa hiérarchie ou de ses collègues en pleine nuit ou le week-end devient monnaie courante. Les réseaux sociaux d'entreprise se sont multipliés, avec la possibilité de noter ou de « liker » son collègue assis en face ou dans un bureau situé à des milliers de kilomètres. Le patronat en a profité pour généraliser le fonctionnement en mode projet avec des équipes constituées spécifiquement pour une durée déterminée, avec la disparition des lignes hiérarchiques et l'introduction des méthodes dites « agiles » et du lean IT (3). Plus question d'avoir des salariés qualifiés et spécialisés, y compris pour des tâches particulièrement complexes qui demandent de la connaissance, de l'expérience et de l'expertise, sauf pour un noyau extrêmement limité qui vient donner ses directives dans les équipes, auxquelles chacun devra se conformer.

C'est le règne de la standardisation et de la polyvalence, y compris dans les métiers de l'informatique où se trouvent des armées d'ingénieurs issues des grandes écoles.

“ÉVALUATION PAR SES PAIRS”

Les salariés sont appelés à noter la performance et la contribution de leurs collègues à la réalisation des objectifs de l'équipe par le biais de méthodes d'évaluation à 180° ou à 360°, y compris dans les équipes où les travailleurs sont répartis dans plusieurs pays. En septembre 2015, le rapport d'un think tank destiné à « *anticiper les mutations liées aux technologies et à leurs usages* » expliquait (4) :

« Toute une série d'initiatives porte sur l'évaluation de l'activité par les pairs. Ce n'est plus seulement le manager qui évalue le travail, ce sont aussi les collègues, les collaborateurs. Ce n'est plus l'individu qui définit avec son manager les objectifs à atteindre, c'est l'équipe tout entière qui le fait, et définit un contrat d'engagement. Chez Poult (biscuiterie), en France, ou Figure53 (éditeur de logiciels), aux États-Unis, les salaires sont fixés par les équipes. Chez Valve (société de jeux vidéo), les employés procèdent à un classement des collaborateurs pour déterminer ceux qui méritent le plus important salaire. Ou encore chez Forbes (presse économique), les primes sont attribuées par les collègues. Chez Morning Star (États-Unis), fabricant de sauce tomate

employant plus de sept cents personnes, les employés négocient collectivement leurs objectifs en fonction de ce qu'ils estiment bon pour la production et pour l'entreprise. Ces négociations aboutissent à des contrats d'engagement que les collaborateurs ont alors la charge d'honorer. »

De quoi donner des frissons dans le dos... Dans nos entreprises, nous combattons depuis des années l'introduction de ces nouvelles méthodes. C'est donc avec une certaine surprise que l'on a vu les fédérations FAPT-CGT, FO-COM et CFTD signer en septembre dernier un « *premier accord portant sur l'accompagnement de la transformation numérique chez Orange* » qui prévoit, dans son article 2.3, de « *tester, avant la fin de l'année 2017, un nouveau dispositif d'entretien individuel permettant une évaluation plus collaborative (par exemple : évaluation par ses pairs)* ».

SOUS LA PRESSION D'UNE EXIGENCE PERMANENTE DE RENTABILITÉ

Au nom de l'autonomie et à l'aide des outils numériques, les salariés passent d'une logique d'obligation de moyens (le salarié met son activité à la disposition de son employeur, sous la subordination duquel il se place en matière de durée, de lieu de travail et de moyens, et en contrepartie de laquelle il reçoit un salaire) à une obligation de résultat sur ses engagements. Le salarié devient responsable de la réalisation ou non de son engagement sur objectif. Sous la pression d'une exigence permanente de rentabilité, de performance et d'évaluation, de plus en plus de salariés sont soumis au régi-

(3) Le lean IT est la déclinaison numérique du lean management, ou lean manufacturing. Il oblige le salarié à rechercher par lui-même la meilleure manière d'intensifier son travail et de le rendre plus compétitif, par exemple en réduisant la durée de ses pauses quotidiennes. Entièrement inspiré du corporatisme et de la doctrine sociale de l'Église, il est le plus souvent présenté par les patrons comme un outil de bien-être, d'empowerment et d'amélioration des conditions de travail afin que « *les intérêts individuel et collectif s'unissent pour l'amélioration du bien commun* ».

(4) La Fondation Internet Nouvelle Génération (FING) est un think tank de références sur les transformations numériques rassemblant depuis 2000 des grandes entreprises, des start-up, des laboratoires de recherche. Son objectif : « *Aider les entreprises, les institutions et les territoires à anticiper les mutations liées aux technologies et à leurs usages* » (cf. : www.fing.org).

me du forfait jour pour les contraindre à étendre leurs cadences et leurs horaires jusqu'à treize heures par jour, sans aucune augmentation de salaire.

Le numérique a donné à ces méthodes un formidable coup d'accélérateur. Des entreprises comme Airbnb, Uber, Taxis G7 ou d'innombrables boutiques en ligne demandent systématiquement une évaluation ou « *une note sur l'expérience ressentie* ». Sans parler de la géolocalisation ou des puces RFID, qui permettent aux entreprises de suivre et d'évaluer en direct les déplacements

et la performance des salariés, qu'ils soient au bureau ou sur les routes à des milliers de kilomètres. La pression sur les salariés, obligés d'accepter ce climat d'évaluation et de surveillance professionnelle et comportementale permanentes, est devenue la source d'une aliénation phénoménale.

CHAISES MUSICALES EN OPEN-SPACE

Dans de nombreuses entreprises, y compris en France, les employés n'ont plus de

Google Car, Siri... Des inventions financées par le département américain de la Défense

On savait qu'Internet n'aurait jamais vu le jour sans la DARPA (1), l'agence du Pentagone créée en pleine guerre froide pour stimuler l'innovation face à la « menace soviétique ». En revanche, beaucoup ignorent que la Google Car est un produit du concours de voitures autonomes DARPA Grand Challenge, ou que Siri, l'assistant vocal d'Apple, a été mis au point grâce à des financements de la DARPA par SRI International, une « spin-off » de l'université de Stanford (2). Et pour cause : pour le « grand public », ces inventions doivent apparaître comme les enfants naturels d'un capitalisme florissant, offrant aux jeunes geeks bricolant dans leur garage un avenir de milliardaires...

En réalité, ces nouvelles technologies servent d'abord le complexe militaro-industriel américain, une industrie qui se porte plutôt bien aujourd'hui vu l'ampleur des guerres qui ravagent le monde. Pourvu qu'il y ait un intérêt économique et un marché à conquérir, ces inventions sont ensuite reprises par les industriels pour développer des applications civiles. C'est ainsi que les meilleurs ingénieurs de Fairchild Semiconductors, inventeur du transistor au silicium et dont l'armée fut le premier client, partirent fonder Intel, le géant des micro-processeurs. Vinton Cerf, vice-président et « Chief Internet Evangelist » de Google, travailla avec la DARPA pour mettre au point le protocole de base d'Internet (TCP/IP).

Rien n'a changé depuis. La start-up de robotique Boston Dynamics, rachetée par Google en 2013, fut longtemps financée par l'agence du Pentagone. Google a même embauché l'ancienne directrice de la DARPA, Regina Dugan, pour piloter une équipe chargée des projets avancés. Les algorithmes de Palantir Technologies, start-up américaine spécialiste du Big Data cofondée il y a plus de dix ans par une star de la Silicon Valley, Peter Thiel (3), également à l'origine de PayPal et l'un des premiers investisseurs de Facebook, sont utilisés par la NSA, le FBI et la CIA.

Comme le résume Pierre Bellanger, auteur du livre *La Souveraineté numérique* (4) : « *On s'émerveille devant des start-up qui seraient nées dans des garages, mais on oublie de dire que le garage se trouve en fait sur un porte-avions !* »

(1) Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA – Agence pour les projets de recherche avancée de défense) est l'agence du département de la Défense des Etats-Unis chargée de la recherche-développement des nouvelles technologies destinées à un usage militaire.

(2) SRI International est une entreprise américaine de recherche dans les domaines scientifiques et technologiques au profit du gouvernement américain et des entreprises privées.

(3) Peter Thiel, libertarien et soutien de Donald Trump, a publié un manifeste devenu célèbre : « *Qu'est-il arrivé au futur ?* » Déplorant le ralentissement des innovations, il est l'auteur de la fameuse formule : « *Nous voulions des voitures volantes, à la place, nous avons eu 140 caractères* » (en référence à Twitter).

(4) Editions Stock, 2014, 264 pages. Pierre Bellanger, né en 1958, est président de Skyrock. Dans cet ouvrage, il décrit l'hégémonie américaine dans le domaine du numérique et les grands bouleversements qui en découleront.

bureau attiré. Chacun « choisit » son bureau en arrivant le matin et y pose son ordinateur portable, un bureau en open-space bien sûr (il n'y a pas de petites économies). Il doit le libérer et le laisser complètement vide en partant le soir. Fini, la plante verte sur le bureau, la photo des enfants, les bouquins... Vous ne savez plus où vous serez assis demain, ni même si vous serez assis ou encore dans les effectifs de l'entreprise. D'ailleurs, il y a moins de bureaux que de salariés, car les DRH font leurs calculs et les calculs disent qu'il y a toujours des salariés absents pour maladie, déplacement, congés, etc. Heureusement, les patrons et les « experts » pensent à nous : il y a les flying desks, ou « bureaux volants »...

« Une entreprise est dite libérée quand elle s'affranchit des modèles de management traditionnels (vertical, hiérarchique, autoritaire, paternaliste) pour aller vers un modèle plus souple et participatif (suppression des niveaux hiérarchiques et des systèmes de contrôle, responsabilisation et autonomisation du personnel, confiance, ouverture) » (5).

Au prétexte séduisant d'autonomie, d'indépendance, de liberté et d'intelligence collective (le patronat, c'est bien connu, n'appelle jamais le profit par son nom), et à grand renfort de discours médiatiques sur la capacité d'adaptation et la réactivité nécessaire à la « nouvelle » entreprise, le numérique est devenu l'alibi principal des défenseurs de la déréglementation et de l'inversion de la hiérarchie des normes promues dans la loi El Khomri du gouvernement Hollande-Valls.

“QUE MONSEIGNEUR EST BON !”

La loi El Khomri prétend instituer un droit à la déconnexion « *en vue d'assurer le respect des temps de repos et de congé, ainsi que de la vie personnelle et familiale* » (que Monseigneur est bon ! comme disait Voltaire) en s'appuyant sur l'accord signé le 1^{er} avril 2014 (ils ont choisi leur date) par la CFDT, la CFE-CGC et les organisations patronales de la branche des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et sociétés de conseil, instituant une « *obligation de déconnexion des outils de communication à distance* ». Grand moment, lorsque l'on a vu nos DRH éclater de rire en parlant de droit à la

déconnexion. En fait, l'accord visait surtout à sécuriser le forfait jour pour les patrons de la branche... Comme l'écrit Magali Prost, spécialiste de psychologie ergonomique et maître de conférence à l'université de Nanterre :

« Les entreprises ne maîtrisent pas l'hyperconnexion de leurs cadres. Elles se rendent compte que leurs salariés vont mal. Mais s'attaquer au problème, c'est s'attaquer à l'organisation du travail, à la charge de travail, et elles ne sont pas prêtes à ça. Certaines entreprises “offrent” des smartphones dernier cri à leurs cadres dès leur arrivée en poste, ce qui leur permet d'être constamment joignables et réactifs, et dans le même temps, on leur demande de savoir se déconnecter. Ce sont des injonctions paradoxales » (6).

LA SOCIÉTÉ RÊVÉE DES PARTISANS DE L'UBÉRISATION

Aujourd'hui, le salariat n'est plus considéré par les patrons ni par les actionnaires comme le mode d'organisation le plus efficace et le plus rentable. Du moins, par une fraction du patronat qui a la possibilité, du fait de la nature même de ses activités permises par les moyens numériques et des possibilités qui lui sont offertes par les gouvernements au compte des intérêts généraux des capitalistes, de contourner l'ensemble des rapports sociaux imposés par le combat séculaire de la classe ouvrière contre l'exploitation.

Il est beaucoup plus profitable pour un patron de remplacer un salarié avec l'ensemble des obligations liées à l'existence d'un CDI ou même d'un CDD par une simple activité variant au gré des fluctuations du marché et du carnet de commandes. Pas de congés payés, pas de cotisations ni de protection sociale, pas de prime à verser, pas de Code du travail à respecter, pas de droit à l'assurance chômage : c'est la société rêvée des partisans de l'ubérisation, de l'externalisation en cascade et des auto-entrepreneurs.

(5) Réseau FING.org, *Nouvelles pratiques de travail, nouveaux usages de dialogue*, septembre 2015.

(6) Interview de Magali Prost, docteur en psychologie ergonomique à l'université de Nanterre. Site *Le Monde* (17 mars 2016).

Comme l'indique un récent rapport (7), près de la moitié des pilotes de Ryanair exerçant exclusivement pour la compagnie aérienne low-cost ont été contraints de créer leur propre société de prestation de services immatriculée en Irlande. Ils n'étaient pas salariés.

Des restaurants ont obligé certains maîtres d'hôtel à adopter un statut d'auto-entrepreneur. La même chose s'est produite dans les banques et probablement dans de nombreux autres secteurs. Parallèlement, l'externalisation en ligne des activités informatiques réalisables n'importe où dans le monde, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et allant d'un projet complet à des micro-tâches payées de trois à vingt dollars par heure, devient aujourd'hui une option face au salariat classique.

JAMAIS DE MAUVAISE HUMEUR, LES MACHINES...

La généralisation du numérique dans la production de marchandises et de services engendre une destruction massive d'emplois. Le géant de l'électronique Foxconn, qui fabrique environ 40 % des appareils électroniques vendus à l'échelle mondiale, annonçait il y a quelques années son intention de remplacer un million d'ouvriers par un million de robots dans ses usines, soit l'écrasante majorité de son 1,3 million d'employés. A l'évidence, le remplacement de l'homme par la machine n'est pas nouveau. Un industriel chinois, premier fabricant mondial de panneaux solaires, rappelait récemment :

« On avait besoin de trop d'hommes. Le coût de la main-d'œuvre était trop élevé, son efficacité trop basse (...). Les machines permettent de fabriquer un produit plus aux normes, la qualité est plus stable. En plus, elles ne sont pas fatiguées et ne sont pas de mauvaise humeur » (8).

DESTRUCTION D'EMPLOIS À HAUTE FRÉQUENCE

Le numérique a, là encore, donné un énorme coup d'accélérateur à la robotisation et à l'automatisation de la production. Et gare à ceux qui n'auront pas pris ce virage et seront menacés de déclassement

industriel. Fin 2011, selon la Fédération internationale de la robotique, la France comptait 34 000 robots. Un chiffre à peine plus élevé que celui de l'Espagne (29 000) et bien inférieur à celui de l'Italie (61 000) ou de l'Allemagne (163 000).

« L'écart se creuse par rapport à nos concurrents, déclare un analyste financier. L'industrie française a installé un peu plus de trois mille nouveaux robots en 2011, les Allemands près de sept fois plus (...) ! L'industrie française est tout bonnement en voie d'obsolescence » (9).

Or les suppressions d'emplois ne visent pas seulement l'industrie. Le Roland Berger Institute a en effet évalué le gain lié à l'automatisation du travail humain à 20 % dans l'industrie et le secteur primaire, et à... 40 % dans les sociétés de services, où les suppressions de postes vont s'accélérer.

Forrester Research a prévu la destruction de 23 millions d'emplois aux Etats-Unis d'ici dix ans. En France, le cabinet Roland Berger a estimé que 42 % des métiers présentent un risque élevé d'automatisation du fait de la numérisation (10).

Il estime à 3 millions le nombre d'emplois qui pourraient être détruits d'ici à 2025, et les nombreuses études publiées sur ce sujet démontrent que les « *emplois qualifiés à fort contenu intellectuel sont maintenant concernés* ». Rappelons, par exemple, que les banques Barclays et HSBC ont annoncé respectivement 30 000 et 25 000 suppressions d'emplois liées à l'automatisation. Alors que, en parallèle, le numérique a accru de manière démentielle les moyens et la rapidité des échanges financiers mondiaux, donnant une ampleur inédite aux marchés spéculatifs et parasitaires (dématérialisation des places de marché, spéculation à haute fréquence, algorithmes financiers, etc.).

(7) Des extraits de ce rapport sont publiés sur le site de *Air Journal* (air-journal.fr) sous le titre *Les pilotes auto-entrepreneurs de Ryanair* - 20 septembre 2016.

(8) Article de Virginie Mangin dans *La Tribune* (18 janvier 2015), interview de Yan Wei, responsable technique au département énergie de l'usine de Baoding.

(9) Citation de Emmanuel Schafroth, analyste financier chez Yahoo ! Finances. Citée dans l'article publié le 2 août 2013 (*Où va l'économie numérique ? Robotisation ou monopolisation ?*), blog du journal *Le Monde* (internetactu.blog.lemonde.fr).

(10) Roland Berger Strategy Consultants, *Les classes moyennes face à la transformation digitale*, octobre 2014, page 8.

DÉQUALIFICATION

De nombreuses études montrent que le numérique produit une polarisation particulièrement forte des emplois vers, d'une part, les emplois peu qualifiés non automatisables, et, d'autre part, les emplois hautement qualifiés. A tel point que, selon les Américains eux-mêmes, « *le pays a cessé de former des personnes au niveau de compétence intermédiaire, celles dont les usines ont besoin* » (11).

Pour éviter l'effolement, le cabinet Roland Berger écrit :

« Prises telles quelles, ces pertes d'emplois signifieraient une croissance insoutenable du niveau de chômage en France. Cependant, il s'agit là d'une perte "brute", qui ne prend pas en compte l'émergence de nouvelles activités et de nouveaux métiers, non plus que l'effet retour en lien avec les gains de productivité. Tout l'enjeu repose donc sur la capacité de l'économie française à produire les nouvelles activités qui se substitueront à celles où les gains de productivité ont réduit le nombre d'emplois, de manière similaire à la substitution de l'industrie par les services au XX^e siècle » (12).

Rien de nouveau, cependant. On nous a mille fois répété que « *si le progrès technique détruit les anciennes qualifications, il crée simultanément des qualifications nouvelles* » (13).

DU "BLABLA..." EN OR

Or que constate-t-on ? L'application de messagerie instantanée Whatsapp, qui regroupe un milliard d'utilisateurs, emploie... trente-deux informaticiens ! Elle a été rachetée par Facebook 16 milliards de dollars en 2014. En France, Blablacar réaliserait un chiffre d'affaires proche de 15 millions d'euros, auquel s'ajoute une présence dans dix-sept pays. Sa valorisation serait de 1,6 milliard d'euros avec... trois cent cinquante salariés.

Malgré les chiffres encourageants que cherchent à présenter les apôtres du numérique, Gordon Day, président de l'Institut américain des ingénieurs en électronique, expliquait récemment que l'industrie du numérique peut générer de hauts revenus, mais ne parvient pas à employer beaucoup de gens.

En réalité, « *la puissance des robots et de la technologie permet certes de réduire le taux d'emploi. Mais plutôt que d'aider ceux qui ont perdu leur emploi à cause de la technologie, les entreprises utilisent la puissance de leurs monopoles pour augmenter le rendement du capital* » (*Financial Times*). Où se situe la puissance de ces entreprises ? Pas vraiment difficile à deviner : les Etats-Unis représentent 41 % de l'excédent brut d'exploitation et 83 % de la capitalisation boursière de l'économie numérique mondiale.

"ALORS S'OUVRE UNE ÉPOQUE DE RÉVOLUTION SOCIALE"

N'en déplaise à ceux qui voient dans le capitalisme un horizon indépassable et dans l'économie digitale une nouvelle ère de progrès pour l'humanité, le numérique est bel et bien devenu un facteur d'accélération sans précédent du parasitisme économique et de la putréfaction du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. En 1859, Karl Marx écrivait (14) :

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. »

On ne saurait mieux dire.

(11) Cité par Hubert Guillaud, « *Où va l'économie numérique : vers une innovation sans emplois* », internetactu.net, mars 2012.

(12) Roland Berger Strategy Consultants, *Les classes moyennes face à la transformation digitale*, octobre 2014, page 10.

(13) Théorie de l'harmonie de Jean-Baptiste Say, économiste français du XIX^e siècle et adepte d'Adam Smith, théoricien de la politique de l'offre chère à Hollande (*Traité de l'économie politique*, 1803). Voir aussi le processus de « destruction créatrice » de l'économiste Joseph Schumpeter, vulgarisé dans son livre *Capitalisme, socialisme et démocratie*, publié en 1942.

(14) Karl Marx, *Préface à la critique de l'économie politique* (1859), Éditions sociales.

II.

Où va l'innovation ?

FIN 2016, Korn Ferry, le géant mondial du recrutement des dirigeants d'entreprises, a interrogé 800 patrons des plus grandes firmes mondiales (1).

— 63 % estiment que leur avantage compétitif provient des technologies ;

— 44 % affirment que les employés seront obsolètes à cause de la robotique, de l'automatisation et de l'intelligence artificielle.

Les travailleurs ne sont pas cités parmi les cinq principales sources de création de valeur pour l'entreprise. Et pour cause : 40 % des dirigeants qui ont pris part à l'enquête reconnaissent avoir subi des pressions des actionnaires pour donner la priorité à la technologie.

Même si nous savons que le travail humain est la seule marchandise capable de créer de la valeur, il n'y a rien de surprenant à ces résultats. Marx a expliqué que pour élever son taux de profit, le capital doit inéluctablement développer la productivité du travail en augmentant la plus-value relative (cf. *encadrés*). Etranger à toute autre considération, que ce soit à l'égard du milieu naturel ou de la condition des travailleurs, le capital a faim et soif de profit, et n'a pas d'autre instinct ou sentiment. La fable de la « responsabilité sociale des entreprises », très en vogue, a fait long feu depuis longtemps. Pour réaliser un profit plus élevé que ses concurrents, le capital doit susciter et accélérer le progrès technique. Si un patron est le premier à introduire une innovation, il réalise un profit supplémentaire qui lui permet d'écraser ses rivaux.

Mais l'affaire n'est pas simple. Le journal patronal *Les Echos* (7 décembre 2016) écrit :

« Les entreprises ont les plus grandes difficultés à se doter de technologies différentes de celles de leurs concurrents. Les firmes tendent au contraire à s'imiter les unes les autres : elles ont les mêmes fournisseurs, font

appel aux mêmes consultants, disposent toutes des benchmarks identiques sur leur secteur, débauchent les employés de leurs concurrents, recrutent les mêmes jeunes diplômés, utilisent les mêmes recueils de bonnes pratiques, etc. Bref, elles n'ont pas l'attitude appropriée pour gagner une compétition technologique. La stratégie technologique est extrêmement risquée. Pour un grand nombre de candidats au départ, il n'y a généralement qu'un ou deux gagnants à l'arrivée. Google, Facebook, Amazon, Alibaba, Airbnb, Uber... sont des exemples d'entreprises qui ont imposé ou sont en train d'imposer leur technologie au monde entier après avoir tué la concurrence. Les autres entreprises finissent par peu ou prou disparaître. »

Evoquant un « scénario apocalyptique » en matière d'emploi, le journal patronal poursuit :

« Si la stratégie des entreprises repose désormais sur la technologie, on sait déjà que la plupart d'entre elles vont disparaître (...). Si l'innovation technologique ne s'accompagne pas de la création de produits, et c'est le scénario qui ressort de l'étude de Korn Ferry, le résultat est la concentration du marché sur une seule entreprise. Le modèle, c'est Uber. Cela conduit à la destruction massive d'emplois en comparaison du nombre d'emplois créés. »

La tendance est à la concentration et aux monopoles. Or la constitution des monopoles en régime capitaliste a été décrite depuis longtemps par Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916) :

« (Le monopole capitaliste) engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction. Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par suite, de tout autre progrès. Et il devient alors possible, sur le plan économique, de freiner artificiellement le progrès

(1) Cité par Yves Cavarec, « *Des entreprises sans personnel d'ici cinq ans* », *Les Echos*, 7 décembre 2016 (lesechos.fr).

technique. Un exemple : en Amérique, un certain Owens invente une machine qui doit révolutionner la fabrication des bouteilles. Le cartel allemand des fabricants de bouteilles rafle les brevets d'Owens et les garde dans ses tiroirs, retardant leur utilisation. Certes, un monopole, en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial (c'est là, entre autres choses, une des raisons qui fait apparaître l'absurdité de la théorie de l'ultra-impérialisme). Il est évident que la possibilité de réduire les frais de production et d'augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux transformations. Mais la tendance à la stagnation et à la putréfaction, propre au monopole, continue à agir de son côté et, dans certaines branches d'industrie, dans certains pays, il lui arrive de prendre pour un temps le dessus » (2).

Cette tendance partielle de la stagnation à prendre pour un temps le dessus, comme l'écrit Lénine en 1916, devient de moins en moins partielle et de plus en plus longue. Et c'est exactement ce que dit aujourd'hui le *Financial Times* (3) :

« Si nous connaissons une stagnation de l'innovation, ce n'est pas parce que l'humanité serait devenue moins innovante, mais parce que les intérêts en place ont une plus grande incitation à imposer de la rareté, à

(2) Lénine V. I., *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions SELIO, « Classiques du marxisme », 2010, pages 121-122.

(3) Isabella Kaminska, dans Alphaville blog du *Financial Times*. Cité par Hubert Guillaud, « Où va l'économie numérique ? », 17 janvier 2013 (internetactu.net).

La plus-value du capital

(Extraits - Documents de formation de la section française
de la IV^e Internationale, n° 2,
Qu'est-ce que... le capitalisme ?, pages 14-15)

Le capital est un « **rapport social d'exploitation** » (...). C'est le rapport entre une minorité, les bourgeois qui possèdent les moyens de production (c'est la classe capitaliste), et la grande masse des prolétaires qui sont des travailleurs libres, ne possédant que leur force de travail qu'ils sont obligés de vendre pour vivre (...).

Dans la production capitaliste, la propriété des moyens de production est également privée, mais elle est devenue l'apanage d'une minorité, alors que les autres producteurs, les travailleurs, en sont démunis. Ce qui caractérise le capitalisme n'est pas, en tant que telle, l'existence de la propriété privée (qui existe depuis qu'existe la production marchande), **mais le fait que cette propriété privée soit le privilège exclusif d'une classe, la classe capitaliste.**

Avec son argent initial (A), le capitaliste va donc acheter une marchandise (M), ou plutôt deux sortes de marchandises :

- locaux, machines, matières premières (qui sont, eux aussi, les produits d'un travail social antérieur) ;
- la force de travail prolétarienne.

(...) Le salaire ne rétribue pas le travail, mais il est l'achat de la force de travail ; celle-ci est une marchandise dont la valeur, comme toutes les marchandises, est mesurable par le temps de travail nécessaire à sa production (en l'occurrence sa reproduction). La valeur de la force de travail est variable selon l'étape du développement, et intègre donc les résultats de la lutte des classes.

« *En achetant la force de travail de l'ouvrier et en la payant à sa valeur, le capitaliste, comme tout autre acheteur, a acquis le droit de consommer la marchandise qu'il a achetée ou d'en user. On consomme la force de travail d'un homme ou on l'utilise en le faisant travailler, tout comme on consomme une machine ou on l'utilise en la faisant fonctionner. Par l'achat de la valeur journalière ou hebdomadaire de la force de travail de l'ouvrier, le capitaliste a donc acquis le droit de se servir de cette force, de la faire travailler pendant toute la journée ou toute la semaine. La journée ou la semaine a naturellement ses limites* » (Karl Marx, *Salaire, prix et profit*). >>>

ralentir l'innovation. C'est ce qui explique la montée des inégalités. »

Sans oublier les politiques de privatisation, de démantèlement et de destruction quasi systématique des organismes publics de recherche.

Un constat que partage Paul Krugman, prix Nobel d'économie et éditorialiste star du *New York Times* (4) :

« Barry Lynn et Phillip Longman, de la New America Foundation, soutiennent, de façon convaincante à mon avis, que l'augmentation de la concentration des entreprises pourrait être un facteur important dans la stagnation de la demande de main-d'œuvre, les sociétés utilisant leurs monopoles grandissants pour augmenter les prix sans verser de gains proportionnels à leurs employés. Je ne sais pas qui, du monopole

ou de la technologie, explique le plus la dévaluation du travail. »

LA CAPACITÉ D'INNOVATION DU CAPITALISME EN QUESTION

La capacité d'innovation du capitalisme est questionnée par ses plus sérieux défenseurs. Leur principal argument ? Le capitalisme ne produit quasiment plus que des innovations incrémentales, c'est-à-dire des améliorations d'innovations majeures découvertes il y a longtemps. Et des innovations de moindre importance que les ruptures que nous avons connues avec

(4) Cité par Hubert Guillaud, « *Où va l'économie numérique ?* », 17 janvier 2013 (internetactu.net).

➤➤ L'achat de la marchandise « *force de travail* » donne donc au capitaliste le droit de l'utiliser. La **valeur** de cette force de travail est déterminée par la quantité de travail nécessaire à son entretien (à la reproduction de sa force de travail, qui n'est pas un « *minimum biologique* », mais dépend de l'étape du développement et de la lutte des classes).

Mais l'**usage** de cette force de travail n'est limité que par la force et l'énergie de l'ouvrier dans des conditions historiques déterminées. La **valeur** journalière ou hebdomadaire de cette force de travail est donc tout à fait différente de l'**exercice** journalier ou hebdomadaire de cette force (...).

Engels reprend cette question centrale :

« *Ce que produit un ouvrier et ce qu'il coûte sont des choses tout aussi différentes que ce que produit une machine et ce qu'elle coûte. La valeur qu'un ouvrier crée en une journée de travail de douze heures n'a absolument rien de commun avec la valeur des moyens de subsistance qu'il consomme dans cette journée et le repos qui la complète* » (*Anti-Dühring*).

Donc, le secret du mode de production capitaliste réside dans l'achat d'une marchandise particulière, en ce sens qu'elle produit plus de valeur qu'elle n'en a elle-même ; cette marchandise, c'est la force de travail.

(...) Pour nous faire bien comprendre, prenons un exemple – qui n'est cependant qu'une abstraction, car la réalité ne se découpe pas ainsi. Prenons une journée de 8 heures. Imaginons que dans la première moitié de la journée (4 heures), la valeur produite par l'ouvrier est de 250 € : 200 de valeur transmise par les moyens de production et 50 de nouvelle valeur créée par la force de travail. Ces 50 € correspondent à la valeur de la force de travail, ce qui correspond à la quantité de travail socialement nécessaire à la reproduction de sa force de travail (ces 50 €, c'est l'achat de sa force de travail par le salaire). Le capitaliste n'arrête pas la production au bout de 4 heures, mais de 8 heures. Il continue donc à faire travailler les ouvriers 4 heures de plus.

Dans cette deuxième demi-journée, 250 € de marchandises sont alors produites. 200 € proviennent des moyens de production et 50 € de la force de travail. Mais, cette fois, ces 50 € n'ont pas de contrepartie de salaire. De là naît la plus-value du capital (...).

C'est cette force de travail qui génère la plus-value. Celle-ci est un concept spécifique au mode de production capitaliste (...). Le travail salarié est généralisé dans le capitalisme.

Dans la production capitaliste, le **mode d'appropriation de ce surplus**, c'est l'extorsion, par la classe capitaliste, de la plus-value produite par la classe ouvrière. Le salariat, c'est du travail exploité. Le capitalisme, c'est l'exploitation du travail.

l'invention de l'électricité, de la machine à vapeur, des moteurs, de la relativité générale, de la mécanique quantique, du code génétique... Un problème que Peter Thiel, star de la Silicon Valley et patron de Hedge Fund, a résumé dans une formule devenue célèbre : « *Nous voulions des voitures volantes, à la place, nous avons eu 140 caractères* » (en référence à Twitter). Un problème si important qu'il est devenu l'objet d'une intense polémique au plus haut niveau.

Jason Pontin dirige la *MIT Technology Review*, l'une des plus sérieuses revues consacrées à l'innovation. Elle est éditée depuis 1899 par le Massachusetts Institute of Technology, le cœur du réacteur scientifique des États-Unis. Dans un éditorial de 2012, Pontin s'interroge : « *Pourquoi ne savons-nous pas résoudre les grands problèmes ?* » :

« Depuis 1972, aucun être humain n'est retourné sur la lune. Personne n'a voyagé plus vite que l'équipage d'Apollo 10. Depuis le dernier vol du Concorde supersonique en 2003, même les voyages civils sont devenus plus lents. Le joyeux optimisme sur les pouvoirs de la technologie s'est évaporé. Les problèmes que nous espérons résoudre avec la technologie, tels que la faim, la pauvreté, le changement climatique, le cancer, la vieillesse, se sont finalement révélés inextricablement difficiles » (5).

« *Que nous est-il arrivé ?* », demande, dépité, l'éditorialiste.

Une inquiétude partagée par l'un de ses confrères dans un article de la *Technology Review* intitulé « *Pouvons-nous encore construire les ruptures technologiques de demain ?* » :

« Après des décennies d'externalisation de la production dans un effort pour réduire les coûts, de nombreuses grandes entreprises ont perdu de leur expertise d'ingénierie et de tâches complexes de conception nécessaire pour produire à grande échelle les technologies plus innovantes » (6).

D'autres sont encore plus catégoriques, à l'image de Robert J. Gordon, professeur à la Northwestern University de Chicago et l'une des cinquante personnes les plus influentes du monde en 2016, selon Bloomberg. Spécialiste du ralentissement du rythme des innovations, il est l'auteur de nombreuses études sur la stagnation, dont un article de 2012 publié par le *Wall*

Street Journal : « *Pourquoi l'innovation ne nous sauvera pas* » (7).

Un point de vue également défendu par Tyler Cowen, professeur d'économie à la Manson University de Virginie, aux États-Unis, chroniqueur du *New York Times* et considéré comme l'un des économistes les plus influents. Il explique, dans un livre intitulé *La grande stagnation* :

« La période allant de 1880 à 1940 a apporté de nombreuses innovations technologiques majeures. Mais en dehors d'Internet, la vie au sens matériel n'est pas si différente de ce qu'elle était en 1953. Nous conduisons des voitures, utilisons des réfrigérateurs et allumons des éclairages électriques » (8).

En réalité, défend-il, « *les économies avancées ralentissent, car le rythme de l'innovation ralentit* ».

Enfermé dans le cadre étroit des rapports de production existants, ce raisonnement procède d'une pensée mécaniste : le progrès technique vu comme un *deus ex machina* (9). Il suffirait de relancer l'innovation pour sauver le capitalisme. Or c'est précisément l'inverse qui se produit. C'est le capitalisme lui-même qui condamne l'innovation, ou plus précisément la faculté de faire des innovations un facteur de

(5) Cité par Hubert Guillaud, « *Pourquoi ne savons-nous pas résoudre les grands problèmes* », 13 novembre 2012 (internetactu.net).

(6) David Rotman, « *Can we build to tomorrow's breakthroughs ?* » (« Pouvons-nous encore construire les ruptures technologiques de demain ? »), *MIT Technology Review*, 19 décembre 2011 (technologyreview.com).

(7) Robert J. Gordon, « *Why Innovation won't save us ?* » (« Pourquoi l'innovation ne nous sauvera pas »), *Wall Street Journal*, 21 décembre 2012 (wsj.org). Voir également : <http://economics.weinberg.northwestern.edu/robert-gordon/confPresentations.php>

(8) Tyler Cowen, « *La grande stagnation : comment l'Amérique a mangé tous les fruits à portée de main de l'histoire moderne, est tombée malade et va (peut-être) se remettre* », cité par le blog Slate.fr, article *La grande stagnation économique* (23 mars 2011).

(9) Le capital est un rapport social d'exploitation. La force de travail est la seule marchandise capable de créer de la valeur (voir encadré pages 30 et 31). En économisant de la main-d'œuvre par l'automatisation, les patrons sapent la base sur laquelle reposent leurs profits : l'exploitation de la force de travail. D'où la baisse tendancielle du taux de profit, les crises de surproduction, le caractère de plus en plus heurté des phases « d'essor », de stagnation et de krach. L'impérialisme utilise le militarisme, la dette, la spéculation, le parasitisme et le pillage pour tenter de maintenir l'accumulation du capital.

progrès pour l'humanité dans son ensemble. En 1966, Pierre Lambert écrivait :

« Nul n'en peut douter, le cerveau électronique, pour les tâches qui lui sont et seront confiées, est infiniment plus efficace et efficient que le cerveau humain. L'automatisation est la preuve éclatante que le génie de l'homme réalisant son contrôle sur toutes les forces de la technique, produit de son travail, permettrait de libérer l'homme de toutes les contraintes économiques et sociales, et de réaliser ainsi son emprise sur la nature et sa propre nature sociale. L'esprit reste confondu par tout ce que peut receler l'ère de progrès ouverte avec l'introduction du travail entièrement automatisé. La libération de l'homme des servitudes de l'exploitation, les possibilités inouïes de développement culturel, le bond en avant de la civilisation apparaissent comme des réalités toutes proches. Mais les processus du travail automatisé sont actuellement sous contrôle du capital » (10).

Conséquence : 90 % de la population américaine n'a eu aucune progression ces trente dernières années :

Plus-value absolue et plus-value relative

- **Plus-value absolue** : le capital se bat pour allonger la durée de la journée ou semaine de travail, ou s'il existe des lois qui la limitent, pour moins payer les heures supplémentaires, de même par l'annualisation, le forfait jour, contourner et détruire la législation pour allonger la partie non payée du temps de travail.

- **Plus-value relative** : par le moyen du progrès technique, le capital cherche à augmenter le rythme et la productivité du travail pour produire plus avec le même nombre ou moins d'ouvriers dans un même temps, en remplaçant les travailleurs par des machines, en automatisant les machines (robotisation). Il augmente ainsi la quantité de production et la part de plus-value qu'elle contient. Les patrons se battent pour ne pas augmenter les salaires quand la productivité de l'ouvrier augmente ou réorganiser la production en augmentant les cadences moyennant quelques primes très inférieures aux gains du capital. Les ouvriers essaient au contraire d'obtenir des hausses du salaire de base ou des limites à l'accélération des cadences.

« Toute la croissance a été captée par les 10 % les plus riches, et les 1 % les plus riches ont capté plus de la moitié de la croissance. Pour l'Américain moyen, la croissance économique ne s'est traduite par... rien ! » (11).

Ce qu'un autre économiste résume ainsi :

« La force de traction de la technologie sur la croissance pour l'essentiel de la société est inexistante » (12).

Ces inégalités ne viennent pas de choix libéraux, néolibéraux ou ultralibéraux. Elles résultent de processus beaucoup plus profonds, dont les racines plongent dans les rapports de production existants. Dans le *Programme de transition* (1938), Trotsky écrit :

« Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre. La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue » (13).

Les innovations incrémentales auxquelles le capitalisme contraint aujourd'hui l'humanité (même si des innovations de rupture ne peuvent pas être totalement exclues dans des conditions déterminées), aussi rapides soient-elles, ne peuvent plus augmenter la plus-value relative à un rythme suffisant pour assurer la rentabilité du capital. L'impérialisme doit désormais agir de manière plus énergique sur l'autre et unique facteur pouvant élever le profit en augmentant la plus-value absolue (*voir encadré ci-contre*). Autrement dit, en rédui-

(10) Pierre Lambert, *La place de l'automatisation dans l'évolution technique du capitalisme*, 1^{er} mai 1966 (brochure éditée par Informations ouvrières).

(11) Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Editions du Seuil, 2013. Cité par Hubert Guillaud, « *Economie du futur : êtes-vous techno-optimiste ou techno-sceptique ?* », 23 juin 2016 (internetactu.net).

(12) Daniel Cohen, cité par Hubert Guillaud, « *Economie du futur : êtes-vous techno-optimiste ou techno-sceptique ?* », 23 juin 2016 (internetactu.net).

(13) Léon Trotsky, *Programme de transition*, Editions SELIO, 2013, « Classiques du marxisme », page 26.

sant la valeur de la force de travail des prolétaires, en liquidant l'ensemble des conquêtes et des garanties collectives qui assuraient aux travailleurs des conditions d'existence supportables, particulièrement en Europe.

Les lois économiques sont implacables. Pour tout ce qui rend agréable, ou du moins tolérable, ou même, dans certains cas, simplement possible la vie de leurs citoyens, les pays du monde occidental, entraînant avec eux le monde entier, sont au bord de la faillite et du basculement.

Le forum de Davos, qui vient de se dérouler comme chaque année en Suisse, reflète la situation mondiale d'une manière frappante. Le journal patronal *La Tribune* (19 janvier 2017) écrit :

« Rarement les participants au forum économique mondial de Davos ont semblé aussi déstabilisés.

Beaucoup d'Américains qui ont fait cette année le voyage à Davos rasaient les murs (...). C'est ce sentiment d'incertitudes, ou plutôt de fin des certitudes, qui a dominé les quatre jours du Forum économique mondial.

Symboliquement, un grand mur des réfugiés présentait, en permanence, dans le grand hall du centre des congrès où se déroulent la plupart des 400 conférences, la carte des migrations de 2016. Migrants de guerre (Syrie, mais aussi Afrique sahélienne), migrants économiques, migrants climatiques, demain peut-être même "réfugiés digitaux", selon l'expression du patron de Salesforce, Marc Benioff, un des géants de la technologie américaine. Si on ne fait rien, le "gap" entre ceux qui sortiront gagnant de la révolution technologique et les autres, qui perdront leur emploi, va aller croissant. Et la suite, on la connaît, si l'on ne donne pas d'emploi aux jeunes que l'on forme, ce sera la révolution. »

L'inquiétude est palpable, et l'on comprend pourquoi. Trotsky a parfaitement résumé le problème en 1937 :

« Ma position est celle de la IV^e Internationale, l'unique organisation révolutionnaire de notre époque. Les éléments fonda-

mentaux de notre analyse de la situation mondiale sont les suivants.

Depuis la dernière guerre, le capitalisme est définitivement entré dans une phase de déclin et de décadence. L'humanité est plus paupérisée aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1913. Les progrès de la science et de la technologie dans les conditions du capitalisme décadent ne signifient qu'une augmentation du chômage "technologique", la ruine des classes moyennes et une concentration énorme de la richesse. La crise actuelle a commencé à un niveau inférieur à celui de la dernière et se développe plus vite. Le capitalisme déclinant entraîne avec lui la démocratie bourgeoise : il ne pouvait s'offrir un tel luxe que dans la période de sa montée. Il serait absurde de dire que les "traditions" ou le "caractère national" particulier de la France ou de l'Angleterre peuvent les préserver du fascisme. Le facteur fondamental de l'histoire humaine n'est ni la "tradition" ni le "caractère national", mais le développement des forces productives. Quand ce développement s'arrête, les institutions et les traditions honorées tombent en poussière. Ce fait est attesté par toute l'histoire de la civilisation humaine.

La technologie moderne a finalement dépassé le cadre de la propriété privée des moyens de production et les frontières de l'Etat national. Les forces productives de l'humanité étouffent dans ces chaînes. C'est précisément ce fait qui détermine le caractère de notre époque en tant qu'époque des bouleversements sociaux, des guerres, grandes et petites, des révolutions et contre-révolutions. Notre planète ne trouvera pas la paix tant que les forces productives et les moyens de production ne seront pas devenus propriété sociale et organisés conformément à un plan scientifique, à l'échelle nationale d'abord, puis européenne et finalement mondiale. Une telle réorganisation est inconcevable sans l'expropriation des capitalistes, c'est-à-dire sans révolution sociale » (14).

Stéphane Marati

(14) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 15, « Réponses à Marianne », 20 décembre 1937, pages 415-416.

DOSSIER

1917-2017

Il y a un siècle, la révolution d'Octobre... En 1957, pour le 40^e anniversaire

Enquête

"Que représente pour vous la révolution d'Octobre ?"

TOUS VENDREDI à 20 h. 30 AUX HORTICULTEURS...

N° 476 — Jeudi 7 novembre 1957 — PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNITEZ-VOUS — PÉROUSKINSKI | 30 pages

LA VÉRITÉ

REDACTION ADMINISTRATION : 8, rue de Grenelle, PARIS (VII^e) - Tél. : 802 68 53

BENSID, RENARD, MONNIER et KADER doivent être libérés sans délai

« Les militants arrêtés... Il faut assurer les frais de leur défense. Il faut soutenir leurs familles. SOUSCRIVEZ CONTRE LA REPRESSION ! »

Le SPOUTNIK et le MARECHAL GAILLARD - la guerre continuera les prix monteront les travailleurs paieront

84, rue de Grenelle
Métro : BAC ... Pour le 40^e anniversaire d'octobre 17

Avec : Gérard BLOCH, Yves DECHEZELLES, Claude LEFORT, Charles LEMOINE et Peter FRYER, ancien correspondant du "Daily Worker" à Budapest.

Durant les mois de septembre et octobre 1957, la rédaction de *La Vérité* (alors publication hebdomadaire de la section française de la IV^e Internationale) a organisé une enquête auprès des militants ouvriers de différentes sensibilités. Cette enquête rassemblait les réponses à la question suivante : « *Que représente pour vous la révolution d'Octobre ?* » Les résultats de cette enquête – il s'agit de contributions écrites – vont naturellement trouver leur place dans *La Vérité*, et c'est sous la forme d'une rubrique hebdomadaire, durant les mois de septembre, octobre et novembre, que vont être publiés ces différentes contributions et témoignages divers. Enfin, les résultats de cette « enquête » vont trouver leur aboutissement avec la tenue d'un meeting pour le 40^e anniversaire de la révolution d'Octobre, le vendredi 8 novembre 1957, dans la salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, à Paris (VII^e). Nous en publions ci-dessous des extraits dans l'ordre de leur parution.

Document 1

Le sens d'un débat (1)

SEMAINÉ après semaine, *La Vérité* s'efforce de dégager ce que les trotskystes estiment être les enseignements de la révolution d'Octobre. Ils ont exposé leurs points de vue et également demandé à des militants extérieurs à notre parti de s'exprimer en toute liberté.

Le vendredi 8 novembre, à la salle des Horticulteurs, nous poursuivons ce débat. Et il est important, ami lecteur, que tu y participes. Ces questions sont celles qui te préoccupent, ce sont les préoccupations d'une avant-garde de quelques milliers de travailleurs.

Si nous avons le sentiment, nous, trotskystes, que la tradition d'Octobre, la tradition de Lénine, est toujours susceptible d'inspirer une lutte conséquente pour la révolution prolétarienne et le socialisme, nous n'en estimons pas moins que des problèmes d'une importance capitale se sont fait jour dans la période de décadence irréversible du capitalisme qui a suivi 1917. Pour notre part, ces problèmes, à notre avis, ont trouvé à la fois une réponse théorique dans le *Programme de transition* élaboré par Léon Trotsky en 1938 et une réponse pratique dans les événements. Particulièrement, l'ébranlement définitif de la bureaucratie du Kremlin, la révolution hongroise des conseils ouvriers et les événements de Pologne ont fourni une réponse à deux questions parmi les plus cruciales qui se posent à tout le prolétariat international.

1. Il n'y a pas d'autres formes d'organisation de la révolution socialiste des conseils (commune, soviets).

2. L'appareil du stalinisme est, avec l'appareil de la social-démocratie, l'obstacle majeur, à l'intérieur de la classe ouvrière, à la marche en avant vers la révolution socialiste.

Mais, ainsi formulées, ces affirmations ne règlent pas tout. Il y en a d'autres, tout aussi importantes. Quelle est la forme, la structure de l'organisation politique indispensable pour assurer la cristallisation des expériences des luttes ouvrières ? Autrement dit, à la lumière de l'histoire des 40 dernières années, les problèmes de la démocratie

ouvrière et des garanties de cette démocratie apparaissent décisifs. Encore devons-nous démanteler cette honteuse caricature du Parti bolchevique mise à la mode par Staline (et soigneusement conservée par Khrouchtchev) pour les besoins de la défense des intérêts de la bureaucratie du Kremlin : le Parti bolchevique monolithique est une invention jaillie du cerveau policier des Staline, Thorez et autres Duclos. Le parti de Lénine a pris le pouvoir, ou plutôt a dirigé la lutte des masses, organisées dans leurs soviets démocratiques, alors que s'y affrontaient des tendances qui exprimaient de sérieuses divergences. Ces divergences ont été réglées par la discussion démocratique, et dans la vie.

Mais il ne suffit pas d'étudier attentivement et honnêtement la période ouverte par la révolution russe. Il faut en tirer les enseignements pour agir et participer à cette gigantesque reconstruction de la conscience de la classe ouvrière autour de nouveaux axes, qui caractérise la situation concrète dans laquelle nous vivons. En tirer les enseignements, cela implique nécessairement une certaine réévaluation des problèmes à la lumière de l'expérience acquise depuis octobre 1917. Encore que, dans ce domaine, il nous semble que la prudence soit indispensable : les innombrables charlatans « novateurs » recouvrent de grands mots les idées les plus vieilles et les plus éculées, battues en brèche depuis fort longtemps. Ici, comme en toutes matières, ce que disent d'eux-mêmes les « observateurs » de salon n'a que peu d'importance. Le critère reste encore et toujours celui des faits : l'action.

Ces problèmes, nous voulons ouvertement, publiquement, les débattre. Aucun tabou, aucune censure : mais on admettra que nous estimions bon d'en appeler au scrupule. Car, tout de même, il s'agit de la première révolution prolétarienne. De dirigeants qui, tels Lénine et Trotsky, ont rigoureusement, passionnément voulu être scrupuleux.

(1) Article publié dans *La Vérité*, n° 474, jeudi 24 octobre 1957, page 2.

puleux pour eux-mêmes, leur parti, la cause du socialisme. Nous nous sommes posé à nous-mêmes, nous avons posé à des amis, nous posons aujourd'hui à un militant qui sort du PCF la question : « *Que représente, qu'a représenté pour vous la révolution russe ?* » Les réponses publiées ne sont ni celles d'historiens qui observent ni celles de

journalistes « astucieux » et bien vus dans les milieux de la politique officielle. Les réponses publiées émanent de militants qui veulent combattre. Nous poursuivrons ce débat d'ici le 8 novembre et à la réunion convoquée pour cette date (...).

La Vérité

L'enquête de *La Vérité*

« Cette enquête est pour nous une occasion de réaliser un vœu qui nous est cher : faire de notre journal à la fois un instrument d'un dialogue avec nos lecteurs et une tribune ouverte à tous les militants révolutionnaires » (chapeau de présentation publié dans La Vérité, n° 476, du jeudi 7 novembre 1957). Dans son n° 477, du 14 novembre 1957, la rédaction de La Vérité précisait : « Nous nous félicitons de cette occasion de donner la parole à nos lecteurs. Nous estimons que chaque militant ouvrier, chaque tendance ouvrière, bridés aujourd'hui par les appareils bureaucratiques, ont le droit de s'exprimer librement. C'est dans cet esprit que nous avons fait appel au meeting du 40^e anniversaire à des militants ouvriers d'autres tendances que la nôtre pour qu'ils s'expriment à la tribune (...). Une libre confrontation des points de vue est l'une des choses dont l'avant-garde, aujourd'hui, a le plus grand besoin. »

Document 2

Contribution de Jean Cassou (2) Ecrivain et résistant (3)

LA révolution d'Octobre a été une grande révolution parce qu'elle a été une révolution sociale, parce qu'elle a renversé un despires despotismes qui aient jamais été, parce qu'elle a réellement donné le pouvoir au peuple, à ses comités d'ouvriers et de paysans. Aussi a-t-elle suscité les plus ardents espoirs ; aussi doit-elle demeurer dans la mémoire des hommes comme ayant été porteuse de ces espoirs et, en tant qu'expérience exemplaire, digne d'être constamment étudiée dans son mécanisme, dans ses accomplissements.

Malheureusement, cette étude est devenue difficile parce que la révolution d'Octobre a été trahie, et ceux qui l'ont trahie l'ont falsifiée. Sa signification est altérée, son épopée, sa légende sont obscurcies. Et lorsque les hommes qui, aujourd'hui, veulent encore penser les termes de la révolution et mettent leur confiance dans de nouveaux progrès historiques, se tournent vers le grand souvenir, ils ne le voient plus

clairement, ni dans la réalité ni dans son idée. Car Staline et ses successifs acolytes ont exploité à leur profit les résultats de cette révolution, l'ont arrêtée dans son développement et ont fait disparaître ses protagonistes : il était donc fatal qu'ils mettent tout leur soin à projeter rétrospectivement sur le glorieux événement leurs interprétations intéressées. Si bien que l'histoire de la révolution d'Octobre, quarante ans après, aujourd'hui, est à refaire (...). Cet anniversaire doit être le départ d'une révision historique complète.

Le peuple a droit à la vérité : c'est une de ses premières et plus urgentes revendications.

(2) Cette contribution est parue dans *La Vérité*, n° 473, jeudi 17 octobre 1957, page 2.

(3) Jean Cassou (1897-1986), écrivain, résistant, critique d'art, traducteur et poète français. A été le directeur-fondateur du Musée national d'art moderne de Paris et le premier président de l'Institut d'études occitanes. A été un militant actif du Mouvement de la Paix.

Document 3

Contribution de Charles Lemoine (4)

Dirigeant mineur de la CGT, ancien membre du PC (5)

“**L** *A révolution socialiste a triomphé en Russie* » : telles sont les paroles entendues dès ma prime jeunesse. C’est en 1919, m’éveillant à peine à la vie, qu’après avoir connu pendant plus de quatre ans la première occupation allemande, j’entendais cette phrase prononcée par mes frères aînés, qui avaient fait la guerre 1914-1918, et par mon père et surtout par mes oncles, dont l’un avait occupé des postes responsables dans le Parti socialiste et avait été candidat à maintes reprises au conseil général du Gard, et dont l’autre occupait les fonctions de délégué mineur depuis vingt ans et était président de la Caisse de secours des mineurs du Bassin de Douchy.

Ils étaient tous lecteurs de *l’Humanité*, de *la Vague* de Pierre Brizon, et nous recevions, à cette époque, les premières lettres de Jacques Sadoul, qui avait épousé la cause des bolcheviks victorieux. C’est avec émotion que j’évoquais ces souvenirs qui sont gravés dans ma mémoire car, malgré mon jeune âge, avec mon oncle, délégué mineur, je vendais déjà *l’Humanité* pour faire connaître et défendre la révolution russe. Inutile de dire que toute notre famille était à l’avant-garde, lors de la discussion à l’intérieur du Parti socialiste sur l’adhésion à la III^e Internationale, avant le Congrès de Tours (...).

LA FAILLITE DE LA III^e INTERNATIONALE

Il faut souligner que, théoriquement, les problèmes posés par le triomphe de la révolution russe n’étaient pas encore à notre portée, et que leur assimilation ne fut complète qu’après l’étude des premiers ouvrages de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine, Préobrajenski et d’autres. Néanmoins, un fait, pour nous, était acquis : pour la première fois, et dans un seul pays, le prolétariat, allié à la paysannerie pauvre, avait conquis le pouvoir et, s’il y avait, à la base de notre adhésion, un peu de sen-

timentalisme, il n’en était pas moins vrai que cette adhésion était faite sans aucune réserve, et que nous souscrivions aux 21 conditions posées en vue de l’adhésion à la III^e Internationale. Pourquoi ? Parce que nous avions vécu une expérience concluante avec la guerre de 1914-1918 et la faillite de la II^e Internationale, et, plus tard, la lecture de *Contre le courant* de Lénine et de Zinoviev devait renforcer notre conviction que nous avions eu raison.

L’internationalisme prolétarien était, pour le moment, la thèse la plus discutée, car nous étions convaincus que, livrée à elle seule, la révolution russe, si elle n’était pas soutenue par un mouvement de solidarité du prolétariat international, allait connaître les pires difficultés et courir le risque de succomber aux coups des impérialistes coalisés. Les premiers échos qui nous parvinrent de la révolte de la mer Noire et des mouvements de protestations dans le monde nous remplirent de joie et nous aidèrent dans notre tâche de propagande pour la défense de la révolution soviétique et pour l’adhésion à la III^e Internationale.

Nos aînés n’étaient pourtant qu’une poignée, néanmoins, ils réussirent à arracher la décision et, dans presque toutes les sections, à quelques exceptions près, l’adhésion à la III^e Internationale fut acquise : l’influence de la révolution était tellement grande que peu d’obstacles résistaient à son rayonnement.

Après le Congrès de Tours, il y eut des comptes rendus où les orateurs des deux tendances s’affrontèrent. Je me souviens d’une confrontation qui eut lieu à Lourches en 1921, salle de l’Alcazar, où parlèrent au nom de la thèse de la III^e Internationale

(4) Cette contribution est parue dans *La Vérité*, n° 473, jeudi 17 octobre 1957, page 2.

(5) Charles Lemoine (1908-1969), ouvrier mineur, métallurgiste, militant syndicaliste et communiste du Nord, secrétaire général du syndicat des mineurs d’Anzin, conseiller général du Nord. A collaboré durant les années soixante à différentes tribunes libres dans *La Vérité*.

Henry Torrès, avocat, et Guy Jerram, qui depuis... Et, de l'autre côté, entre autres, Louise Saumoneau, qui était, à l'époque, un défenseur acharné de la thèse Léon Blum. En vérité, toute la discussion portait sur Lénine, Trotsky et Zinoviev, qui représentaient, pour les uns et les autres, la révolution victorieuse.

Puis, ce fut la famine, provoquée par le blocus de Clemenceau et ses séides, et le « communisme de guerre ». Période difficile pour la jeune République des soviets. Puis, vint la « NEP ». Ah, quelles discussions déjà, à ce propos ! La révolution avait fait faillite, le socialisme n'était pas viable, puisque Lénine, Trotsky et autres faisaient un pas en arrière et rétablissaient de nouveau le commerce libre et la propriété privée. Mais, malgré tout, notre confiance restait inébranlable ; les départs des Fabre, Victor Méric et autres Frossard ne nous empêchèrent nullement de rester attachés aux principes de la III^e Internationale.

LES PROBLÈMES THÉORIQUES

Certes, ce n'est que vers 1923-1924, quand nous arrivèrent les ouvrages de Lénine, de Trotsky, de Zinoviev et autres militants, que nous saisismes toute l'importance qu'il fallait attacher à la « théorie » révolutionnaire. Pour moi, des livres comme *L'Etat et la révolution*, *Contre le courant*, *Que faire ?* de Lénine, *Terrorisme et communisme* de Trotsky, et surtout les interventions de ce dernier devant le comité exécutif de la III^e Internationale sur la question française nous éclairèrent sur la diversité des problèmes qui se posent devant le prolétariat international. Jusqu'alors, les problèmes théoriques étaient relégués au second plan et l'empirisme était à la base de notre action. Nous n'avions pas encore compris pleinement le rôle de l'Etat dans la société capitaliste (cela malgré les condamnations, la prison et les charges de police). La théorie anarcho-syndicaliste avait encore de fidèles adeptes dans nos rangs (...). C'est dire combien l'expérience de la révolution russe nous fut profitable dans tous les domaines : organisation, théorie, travail pratique, etc.

A travers elle, c'était aussi le triomphe de la dictature du prolétariat, dans la période transitoire, dictature exercée au

moyen des soviets ouvriers et paysans, et sous leur contrôle. C'était le triomphe des principes de la véritable démocratie prolétarienne, sans nier pour cela le rôle que devaient jouer le parti et les syndicats.

Si ces principes de l'observation et du respect de la démocratie prolétarienne avaient été respectés, si la discussion avait été admise à tous les échelons, la bureaucratie n'aurait pas pu triompher et nous n'aurions jamais assisté à une dégénérescence d'un régime qui avait suscité tant d'espoir dans le prolétariat international (...).

LA LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME

Je me souviens également des instructions données par Lénine à Tchitcherine, lors de sa conférence de La Haye sur la paix. Ce qui nous frappa, quand nous eûmes connaissance de ces instructions, c'est la phrase qui dit qu'il devait déchirer le voile qui entoure la naissance d'une guerre. En clair, cela voulait dire que les communistes devaient mener une lutte permanente et systématique contre la guerre, en dénonçant la préparation psychologique de la guerre et, s'il fallait rechercher les moyens d'assurer la coexistence entre des régimes différents, il ne fallait à aucun moment relâcher notre vigilance et travailler d'arrache-pied à éclairer les masses sur la véritable nature et le caractère des guerres impérialistes, qu'il ne fallait pas confondre avec les guerres de libération nationale, telle celle que mène, actuellement, le peuple algérien.

La question des minorités nationales était soulevée également à la lueur de l'expérience de la révolution russe, et c'est en nous inspirant des principes marxistes sur la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes que nous luttions contre la guerre du Maroc et que nous fîmes grève en octobre 1925 par solidarité avec le peuple marocain et pour soutenir la lutte contre les armées impérialistes franco-espagnoles.

Certains groupes anarchistes existaient encore à cette époque, et je me souviens des discussions orageuses avec les « anars » à propos du soulèvement de Makhno en Ukraine.

Nous menions de front la propagande par la parole, par l'écrit. Idéologiquement, les ouvrages de Lénine, Trotsky et autres

dirigeants de la révolution russe nous avaient ouvert de larges horizons. Les vieux socialistes y voyaient plus clair, l'enlisement de leur parti dans le borbier du parlementarisme et la faillite de leur position réformiste les avaient écœurés à tel point que, s'il n'y avait pas eu la révolution russe et ses répercussions dans le domaine international, il eût été à craindre un retour vers les méthodes anarchistes de nombreux ouvriers dégoûtés (...).

APRÈS LA MORT DE LÉNINE

Néanmoins, à travers mille vicissitudes, nous progressions et nous faisons connaître chaque jour les progrès réalisés par le nouveau régime. Puis, ce fut la mort de Lénine en janvier 1924. Comme tous les communistes de l'époque, je croyais, naturellement, à la désignation de Léon Trotsky comme son remplaçant. Mal informés, nous ne pouvions pas nous douter de l'avance prise par la bureaucratie stalinienne dans les rouages du parti. Alors que nous nous attendions à ce que Trotsky prononce l'éloge funèbre de Lénine, quelle ne fut pas notre stupéfaction d'apprendre que Staline, un inconnu pour nous, était chargé de cette mission. D'ailleurs, Trotsky nous en fait connaître dans son livre *Ma Vie* les raisons ténébreuses. C'est à partir de ce moment que nous apprîmes qu'une opposition s'était organisée en URSS au sein du Parti bolchevique en vue de lutter pour conserver l'héritage de Lénine. On connaît la suite. Mais à l'époque, il faut le dire franchement, beaucoup de camarades n'avaient pas saisi toute l'importance de la lutte idéologique engagée entre deux fractions

au sein du parti : l'une pour rester fidèle à la ligne tracée par Lénine, l'autre s'engageant vers des déviations dangereuses qui allaient amener le régime au bord de l'abîme et faire tant de mal au prolétariat international (...).

La révolution d'octobre 1917 représente pour moi une rupture complète avec la conception réformiste du monde — un mode d'organisation nouveau du parti, avec à la base un véritable centralisme démocratique, un retour fondamental au marxisme sur les principales questions : Etat, dictature du prolétariat, soutien des peuples coloniaux en lutte, différenciation entre guerres impérialistes et de libération nationale. Enfin, c'est la lutte contre la guerre impérialiste en vue de sa transformation en guerre civile.

Elle m'a appris aussi à ne jamais perdre confiance dans la capacité de lutte et d'organisation du prolétariat.

A la lueur de l'expérience de la révolution d'Octobre, le plus grand souhait que puisse formuler un révolutionnaire, c'est qu'un regroupement de la classe ouvrière puisse se faire le plus tôt possible, pour ne plus perdre des occasions comme 1936, 1945, 1953, où, si vraiment il y avait eu un parti résolu à la lutte, s'inspirant des leçons et de l'expérience d'octobre 1917, il eût été possible de provoquer de grands changements dans notre pays. Comme l'a écrit Goethe, « *au commencement était l'action* » ; la révolution russe de 1917 a donné naissance à une idée forte, ancrée désormais chez les peuples : celle de la lutte pour la transformation de la société capitaliste en société socialiste. Rien ne peut arrêter cette force : à nous, avant-garde, d'être à la hauteur des tâches qui nous attendent pour demain.

Document 4

Contribution de Benjamin Péret (6)

Poète surréaliste, écrivain et militant (7)

LA révolution russe représente pour moi un double enseignement, à la fois positif et négatif. Pour la première fois, on a vu le prolétariat rassemblé dans ses conseils (soviets) s'emparer du pouvoir politique et économique, puis constituer son propre Etat. De ce fait, l'internationalisme révolutionnaire, de mot d'ordre de propagande, est devenu une réalité concrète acquérant une immense valeur d'agitation. De plus, Lénine et Trotsky ont mille fois répété que, sans le triomphe de la révolution en Occident, le pouvoir des soviets ne pouvait être que fragile. C'est la première leçon qu'on doit retenir de la révolution. Dans quelque pays qu'elle éclate désormais, elle est condamnée d'avance si elle ne réussit pas à se propager très rapidement – beaucoup plus vite qu'en 1917 – dans les pays voisins, et surtout dans ceux à forte structure industrielle. Le déroulement de la révolution espagnole (1931-1939) confirme pleinement cette assertion. Cependant, pour triompher, la révolution doit partir d'organismes dynamiques correspondant aux besoins d'une lutte particulièrement aiguë. Ce sont les comités ouvriers (soviets) démocratiquement élus sur les lieux de travail, et dont les membres sont révocables à tout moment. Ils me paraissent irremplaçables, et d'ailleurs, depuis quarante ans, dans toute crise sociale qui atteint une certaine acuité, on les a vus surgir spontanément avec plus ou moins d'assurance. Enfin, le troisième enseignement de la révolution russe – le principal, en réalité – réside dans le rôle du parti audacieux et lucide sans lequel la révolution, si elle peut à la rigueur triompher, est aussitôt contrainte de péricliter. Là aussi, la révolution espagnole s'est chargée de montrer la justesse de cette opinion.

Ce sont les enseignements positifs de la révolution russe, à côté desquels elle nous offre l'image de ce qu'il faut désormais éviter. Lénine a maintes fois répété que les mesures prises par le gouvernement bolchevique n'avaient qu'une valeur expérimentale, que des erreurs seraient fatale-

ment commises et qu'il était du devoir des révolutionnaires de les corriger. Les bolcheviks n'avaient alors pour se guider que le bref exemple de la Commune de Paris. Les révolutionnaires d'aujourd'hui, face au problème de la révolution, bénéficient maintenant de l'immense expérience de la révolution russe. Le jour de la prise du pouvoir, a dit Lénine dans *L'Etat et la révolution*, doit être le premier jour de la mort lente de l'Etat, mais, en même temps, les bolcheviks décrétaient la nationalisation des moyens de production. Celle-ci était donc placée sous le contrôle direct de l'Etat qui, fût-il ouvrier, acquerrait de ce chef un pouvoir illimité. Par ailleurs, les soviets (organismes politiques et économiques) étaient ainsi privés d'une de leurs principales raisons d'être. Je sais bien que les conditions arriérées de la Russie jointes à l'état de guerre justifiaient en partie cette mesure ; mais les bolcheviks n'ont pas vu le danger qu'elle comportait parce qu'ils n'avaient aucun exemple historique pour les guider. Le résultat a été la naissance d'une bureaucratie monstrueuse qui a étouffé la révolution tout en se réclamant d'elle. Lorsque Lénine s'est rendu compte du danger, il était peut-être déjà trop tard pour porter remède à cette situation, d'autant que pendant les mêmes années, une autre erreur avait été commise : la suppression de tous les partis et des fractions dans le Parti bolchevique. La révolution ne peut pas se développer sans la plus large démocratie dans les masses, puisque celles-ci ne sauraient être homogènes (...).

Il y aurait certainement beaucoup d'autres choses à dire à propos de la révolution d'Octobre, mais cela dépasserait par trop le cadre de cette enquête.

(6) Contribution parue dans *La Vérité*, n° 476, jeudi 7 novembre 1957.

(7) Benjamin Péret (1899-1959), correcteur, poète, écrivain, fondateur du mouvement surréaliste, adhérent du Parti communiste (1927), puis militant de l'Opposition de gauche dès 1929-1931.

Document 5

Contribution de Pierre Hervé (8)

Dirigeant communiste, exclu du PCF en 1956 (9)

A l'occasion de la publication du rapport Khrouchtchev sur les agissements de Staline, nombreux ont été les idéologues de la bourgeoisie – et notamment les représentants de la vieille social-démocratie et du parlementarisme chrétien – qui ont triomphalement proclamé : « *L'histoire nous donne raison : en nous opposant à la révolution d'octobre 1917, nous avons été les premiers à condamner le despotisme barbare qui devait inévitablement en être le fruit.* »

Il faut rappeler à ces idéologues qu'en 1917, les bolcheviks avaient la conviction de commencer la révolution européenne. Dans un rapport présenté le 7 mars 1918 devant le VII^e Congrès du Parti communiste russe, Lénine déclarait : « *Si l'on envisage les choses à l'échelle historique mondiale, il est absolument certain que la victoire finale de notre révolution, si elle devait rester isolée, s'il n'y avait pas de mouvement révolutionnaire dans les autres pays, serait impossible... De toute façon, en admettant toutes les péripéties possibles et imaginables, si la révolution allemande ne vient pas, nous sommes perdus. Néanmoins, cela n'ébranle pas d'une ligne notre certitude qu'il nous faut savoir résister sans forfanterie, si difficile que soit la situation.* »

La défaite de la révolution allemande a influencé de façon décisive la suite des événements. Peut-on affirmer que le communisme aurait évolué dans le sens du stalinisme si l'Union soviétique n'avait pas été isolée, encerclée, envahie par les forces expéditionnaires des principaux pays capitalistes ? Or les chefs de la social-démocratie allemande portent la responsabilité historique d'avoir écrasé la révolution socialiste dans leur pays, et même d'avoir créé les conditions favorables au développement ultérieur de l'hitlérisme. Le n° 1 de la revue *L'Internationale communiste* publiait un appel du « Groupe Spartakus » qui disait notamment : « *Ouvriers et camarades, devant vous, devant l'Internationale,*

devant le monde, devant les contemporains et devant l'histoire, nous accusons le gouvernement Ebert-Scheidemann-Noske d'avoir consciemment et volontairement provoqué l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg... Prolétaires de tous les pays ! Ce crime trouvera d'autres juges. Nous nous adressons à vous, camarades. C'est à vous qu'il appartient de prononcer le verdict... Honte éternelle aux assassins ! Qu'ils ne trouvent pas de place parmi les camarades du monde entier, qu'ils périssent sous le poids de leur forfait avec leurs maîtres, les capitalistes ! »

Oublierions-nous cet appel à la postérité ? En écrasant la révolution socialiste en Allemagne, les Ebert, les Scheidemann et les Noske provoquaient un mouvement historique dont nous n'avons pas fini de subir les conséquences.

En dépit du stalinisme, la révolution d'octobre 1917 conserve toute sa signification et toute sa grandeur historique. Si elle a dégénéré, ce fut en raison d'une situation dont la responsabilité incombe principalement à ceux qui, dans ses premières années, l'ont combattue implacablement et sans témoigner d'aucun des scrupules qu'affichent volontiers les moralistes de la bourgeoisie.

Je suis de ceux qui pensent que l'évolution du système russe doit inciter les révolutionnaires marxistes à reconsidérer certaines prises de position trop schématiques à l'égard de la démocratie bourgeoise. Mais cela n'exige pas que l'on condamne le régime des soviets en tant que régime de démocratie directe. A vrai dire, ce régi-

(8) Contribution parue dans *La Vérité*, n° 476, jeudi 7 novembre 1957.

(9) Pierre Hervé (1913-1993), professeur de philosophie, secrétaire national de l'Union des étudiants communistes (UEC) en 1938, résistant, secrétaire général du Mouvement de libération nationale (MLN) et membre du Conseil national de la Résistance (CNR), rédacteur en chef adjoint de l'*Humanité* de 1945 à 1949, député communiste du Finistère (1945-1948), exclu du PCF en 1956, communiste oppositionnel.

me n'a jamais existé que virtuellement en Russie. En mars 1919, au VIII^e Congrès du Parti communiste russe, Lénine déclarait : « Outre la loi, il y a le niveau de culture qu'on ne peut soumettre à aucune loi. Ce bas niveau de culture fait que les soviets, qui, d'après leur programme, sont des organes de gouvernement **par les travailleurs**, sont en réalité des organes de gouvernement **pour les travailleurs**, exercés par la couche avancée du prolétariat et non par les masses laborieuses. Nous avons ici,

devant nous, une tâche qui ne peut être accomplie qu'au prix d'un long travail d'éducation. Aujourd'hui, cette tâche est extrêmement difficile pour nous, parce que la couche d'ouvriers qui gouverne est excessivement, incroyablement mince. »

Nous devons, me semble-t-il, réfléchir sur la manière dont l'étouffement progressif de la démocratie dans le Parti communiste bolchevique empêcha précisément le régime des soviets de développer ses immenses possibilités démocratiques (...).

Document 6

Le meeting du 8 novembre 1957 (10)

Le meeting organisé par le PCI trotskyste pour commémorer l'anniversaire de la révolution d'Octobre rassembla le 8 novembre, à la salle des Horticulteurs, quelque 300 personnes. A la tribune vinrent s'asseoir : Claude Lefort (Socialisme ou barbarie), Benjamin Péret (écrivain surréaliste), Charles Lemoine (mineur), Peter Fryer (ancien rédacteur du *Daily Worker*), Henri Féraud (syndicaliste, Ecole émancipée) et nos camarades Gérard Bloch et Pierre Lambert. Yves Dechezelles et André Breton s'étaient fait excuser. Leurs interventions sont résumées ci-dessous.

Pierre Lambert

EN ouvrant ce meeting, je voudrais en définir le caractère. Il y a une image fausse que le stalinisme a su imposer par la force matérielle de sa propagande, appuyée par les coups de revolver dans la nuque : l'image d'un Parti bolchevique monolithique. En réalité, le parti de Lénine et de Trotsky a pris le pouvoir en octobre 1917, « déchiré », si je puis dire, en tendances opposées. Devant l'effondrement du stalinisme, qui ne peut se réaliser en un jour, une semaine ou un mois, le mouvement révolutionnaire mondial dégagera obligatoirement ce qui a fait la force du Parti bolchevique : la démocratie interne.

Notre tendance, le trotskysme, est fermement, entièrement persuadée que le programme élaboré par Léon Trotsky en 1938 est totalement adapté aux fins de la construction d'un parti révolutionnaire en lutte pour la révolution socialiste. Mais ce programme, ces principes du léninisme, nous savons qu'ils ne peuvent triompher que dans le libre exercice de la démocratie prolétarienne, dans la libre confrontation

des points de vue. Nous acceptons, nous proclamons l'indispensable nécessité de la libre discussion. Et c'est pourquoi nous avons invité à cette tribune des camarades exprimant des points de vue autres que les nôtres. A notre avis, pour que cette discussion entre révolutionnaires puisse être fructueuse, il faut que deux notions nous soient communes : l'appareil social-démocrate ne peut ni être redressé ni servir aux fins de la révolution socialiste. L'appareil stalinien non plus.

Avant d'ouvrir ce débat, car c'est d'un débat qu'il s'agit, au cours duquel chaque orateur s'exprimera librement, je voudrais indiquer que deux de nos militants, les camarades Daniel Renard et Claude Monnier, sont actuellement emprisonnés depuis le 1^{er} novembre pour avoir apporté leur aide aux syndicalistes algériens A. Bensid et Kader, emprisonnés avec eux.

(10) Nous publions le compte rendu du meeting du 8 novembre 1957 à l'occasion du 40^e anniversaire d'Octobre 1917, tel qu'il figure dans *La Vérité*, n° 477, 14 novembre 1957, page 2.

Comme nous l'avons écrit dans *La Vérité*, nous revendiquons pleinement, et comme trotskystes et comme militants ouvriers, l'honneur d'apporter notre appui aux révo-

lutionnaires algériens qui combattent pour la libération de leur pays dans des conditions, il faut le dire, extrêmement difficiles.

Peter Fryer (11)

LA révolution d'Octobre reste, en dépit de sa dégénérescence, l'événement le plus important du siècle, car c'est le premier pas de l'humanité vers une société nouvelle. Malgré la guerre civile, la coalition des impérialistes qui ont isolé la Russie, la Deuxième Guerre mondiale, la Russie est parvenue à une allure considérable à devenir une grande puissance industrielle, démontrant la supériorité du système socialiste. Aujourd'hui, la caste bureaucratique est obligée de célébrer la révolution d'Octobre. Elle doit propager la légende qu'elle est l'héritière d'Octobre. Mais toutes les falsifications auxquelles elle se livre ne servent à rien.

Un jour, les archives seront ouvertes. La jeunesse soviétique se rééduquera. Au 30^e anniversaire d'Octobre, la Russie sortait épuisée de sa lutte contre le fascisme, la bureaucratie servile chantait les louanges de Staline. Dix ans après, sous la pression des masses, la bureaucratie fait des concessions. Nous avons eu le rapport Khrouchtchev, mais les ouvriers, au lieu de se calmer, se sont levés en Pologne et en Hongrie, lançant un avertissement solennel à la bureaucratie.

Nous assistons à une marche accélérée des événements, au renouvellement du prolétariat et de la jeunesse russes. L'avenir ? La révolution hongroise nous l'indique en unissant dans la lutte les intellectuels et les ouvriers d'usine. Malgré la trahison de Thorez, Togliatti, Pollitt..., les marxistes sont pour la défense inconditionnelle de l'économie planifiée.

L'URSS reste la conquête de la classe ouvrière. En URSS, le passé est entremêlé avec le présent – conscience de classe, conscience civique, respect du travail.

Il faut nous placer avec l'unique force sociale qui peut diriger nos pas, nous solidariser avec la classe ouvrière de l'URSS et, tout en vouant une haine implacable à la bureaucratie, en se livrant à une critique impitoyable de ses trahisons, faire confiance au peuple qui a mené la révolution d'Octobre.

(11) Peter Fryer (1927-2006), journaliste, correspondant en Hongrie en 1956 pour le journal du PC anglais *Daily Worker*. Il rompt alors avec le stalinisme et entre en contact avec les militants trotskystes. Il prend la parole dans ce meeting de la section française de la IV^e Internationale, où il explique son expérience politique.

Benjamin Péret (12)

AU risque de paraître énoncer un lieu commun, il n'est pas indifférent de répéter ici que jamais aucune révolution n'a apporté à l'humanité tout entière autant d'espoir que la révolution d'Octobre, dont nous célébrons ici le quarantième anniversaire. Mais hélas ! qu'en reste-t-il ? A mes yeux, rien d'autre qu'un exemple, car jamais non plus espoir n'a été si cruellement déçu, non pas par ses promoteurs, mais par ceux qui en ont usurpé l'héritage. Hier encore, je lisais avec indignation que la voix de Lénine retentissait sur la place Rouge : c'est

un peu comme si Hitler s'était recommandé de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, mais à sa manière il était encore plus honnête que Staline et ses successeurs. Pourtant, quelles précautions le même Lénine n'avait-il pas prises en affirmant que l'enseignement des révolutionnaires était, après leur mort, utilisé par les traîtres pour consoler les opprimés qu'ils avaient voulu libérer et pour dissimuler les nouveaux fers qui les entraîneraient. La voix de Lénine,

(12) Cf. note (7) page 55 ci-dessus.

camarades, nous n'avons pas besoin d'écouter son timbre, nous savons qu'il exploserait de colère en apprenant l'usage que Staline et autres Khrouchtchev continuent de faire de son nom.

Ceux qui ont mené à bien la révolution d'Octobre sont tous morts, assassinés par Staline. De nouvelles générations de travailleurs se lèvent en Russie, qui ne connaissent de la révolution que la caricature officielle : mais ils sont aux prises avec les problèmes que leurs aînés avaient un temps résolus et ni un ni mille Spoutniks ne les empêcheront de découvrir un jour que leurs pires ennemis siègent au Kremlin et dans ses succursales ; et alors, gare à eux.

N'oublions pas cependant que les bolcheviks ont pu abattre le tsarisme et la bourgeoisie grâce au réarmement idéologique dont Lénine s'était fait l'artisan dès son retour en Russie. Chacun peut discerner, dès maintenant, les signes avant-coureurs d'une nouvelle marée révolutionnaire dans toute l'Europe. Il importe que l'avant-garde du prolétariat soit en mesure de profiter de cette conjoncture pour abattre le système capitaliste dès que les conditions de cette destruction se présenteront. Elle doit s'y préparer sévèrement en rejetant toutes les notions périmées, même si elles ont jadis reçu la caution des esprits les plus éminents dont nous célébrons aujourd'hui l'action sur la révolution d'Octobre.

Quarante ans ont passé depuis ce jour, et si les problèmes à résoudre demeurent les mêmes, les moyens, les conditions concrètes de l'action des révolutionnaires et même les solutions à apporter à ces problèmes ne sont pas exactement identiques à ce qu'ils étaient alors. Qu'on le veuille

ou non, octobre 1917 a pénétré jusque dans l'inconscient des masses et peut-être même a-t-il créé chez elles des sortes de « réflexes conditionnés » qui les poussent automatiquement vers des mesures socialistes auxquelles les partis dits par anti-phrase socialiste et communiste ne peuvent que s'opposer, l'un au nom de Washington, l'autre sur l'injonction de Moscou. Il en résulte que si l'ennemi principal reste notre propre capitalisme, il reçoit son soutien le plus efficace de ces partis, l'un étant l'émanation du capitalisme traditionnel, l'autre l'agent du capitalisme d'Etat russe.

Par ailleurs, cet automatisme est un fait nouveau traduit par la révolution d'Octobre, juin 1936, la révolution espagnole et la crise révolutionnaire de 1943-1947. Il est impossible de ne pas en tenir compte. A lui seul, il infirme une bonne partie du *Programme de transition* élaboré par Trotsky en 1938. Ce simple exemple montre que le besoin d'un réarmement idéologique se fait cruellement sentir. C'est, à mes yeux, le meilleur moyen de rester fidèle dans les actes à l'enseignement des révolutionnaires d'Octobre. Ce doit être notre première tâche si nous voulons que l'avant-garde du prolétariat soit en mesure de jouer son rôle dans la révolution qui s'annonce.

Pour terminer, je voudrais encore rappeler à cette assemblée que, dans une maison de Coyoacan, vit une vieille femme qui doit chaque jour, pour traverser son jardin, passer près du tombeau de son mari assassiné par Staline, la camarade Natalia Sedova. Je pense que le meilleur réconfort que nous pouvons lui apporter aujourd'hui est de l'associer à notre réunion et, dans ce but, je propose que lui soit envoyé un télégramme.

Charles Lemoine (13)

J'AI hésité à venir, à participer à ce meeting, parce que, dans ma lutte contre les bureaucrates, je voulais uniquement me consacrer au syndicalisme ; mais ce qui m'a fait venir, c'est que, dans une longue expérience de militant, j'ai appris qu'étaient peu nombreux ceux-là qui furent à l'origine du bolchevisme, comme nous étions peu nombreux à l'aube du Parti communiste, comme nous le sommes aujourd'hui encore ici. J'ai adhéré au Parti communiste parce que c'était le parti de la révolution d'Octobre. Ce parti a eu lui aussi une attitude révolutionnaire. En 1925, il appelait à la fraternisation contre la guerre du Rif, et, lors de la grève politique du 12 octobre 1925 contre la guerre du Maroc, nous, communistes, pûmes rassembler plus d'un million de travailleurs.

Mais le PCF a oublié la lutte de classe. Tous les principes du marxisme-léninisme ont été faussés, le parti de Lénine s'est transformé en parti bureaucratique qui donne des ordres aux masses. La bureaucratie du carrefour Châteaudun ne comprend rien aux aspirations des masses. Et mineur moi-même, j'ai pu m'en convaincre lors de la grève des mineurs de 1948, qui aurait eu de plus larges possibilités, quand on vit les bureaucrates méconnaître systé-

matiquement l'état d'esprit des mineurs, je l'ai indiqué dans mes articles dans *La Vérité*. Aujourd'hui, la situation est devenue difficile dans notre corporation. Il faut l'affirmer nettement : si la démocratie à l'intérieur des organismes de base était respectée, il aurait été possible de redresser la situation, même en 1948.

Camarades, la révolution d'Octobre est quelque chose de bien plus grandiose que le spectacle d'hier de la place Rouge. La révolution d'Octobre, c'est Zimmerwald et Kienthal, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. La révolution d'Octobre, c'est le respect des principes, le respect de la démocratie, le respect de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, les bureaucrates se sont éloignés des principes de la démocratie, des principes du marxisme-léninisme. Ils considèrent les ouvriers et les paysans russes comme un bétail, ils ont exécuté les vieux-bolcheviks, compagnons de Lénine. Le parti, la Russie des soviets ont dégénéré. Mais il ne faut pas douter de l'avenir, du redressement de la révolution russe. A l'exemple du prolétariat hongrois, le prolétariat russe retrouvera le chemin d'Octobre (...).

(13) Cf. note (5) page 52 ci-dessus.

Yves Dechezelles (14) (message)

JE regrette profondément de ne pas pouvoir participer à la réunion que vous avez organisée pour commémorer la révolution d'Octobre.

Cette réunion se distinguera, par le passé et l'action des hommes qui y parleront, des manifestations organisées un peu partout par ceux qui ont trahi la grande révolution des travailleurs.

C'est pourquoi j'aurais aimé être à vos côtés.

Cela m'est impossible en raison d'autres obligations impérieuses qui touchent à la

répression qui s'abat précisément sur les militants révolutionnaires.

C'est un devoir pour nous tous de créer des comités populaires pour la défense de nos camarades emprisonnés.

Croyez, chers camarades, en mes sentiments fraternels.

(14) Yves Dechezelles (1912-2007), avocat, défenseur de militants anticolonialistes, et notamment de Messali Hadj. Secrétaire général adjoint de la SFIO (1946), puis membre du bureau politique de l'Union de la Gauche socialiste (UGS) (1957) et du comité national du PSU (1960). Ami de Pierre Lambert.

André Breton (15) (message)

CONTRE vents et marées, je suis de ceux qui retrouvent encore, au souvenir de la révolution d'Octobre, une bonne part de cet élan inconditionnel qui me porta vers elle quand j'étais jeune et qui impliquait le don total de soi-même. Pour moi, rien de ce qui s'est passé depuis lors n'a complètement prévalu sur ce mouvement de l'esprit et du cœur. Les monstrueuses iniquités inhérentes à la structure capitaliste ne sont pas pour nous scandaliser moins aujourd'hui qu'elles ne le faisaient hier, aussi n'avons nous cessé de vouloir – autrement dit d'exiger de nous-mêmes – qu'il y soit mis un terme. Pour cela, nous ne doutons pas plus qu'alors qu'il faille en passer par des moyens révolutionnaires. Les journées d'Octobre, en leur temps, nous sont apparues et elles nous apparaissent encore comme la résultante inéluctable de ces moyens. Rien ne peut faire qu'elles n'aient marqué le point d'impact dans le passage du plan des aspirations à celui de l'exécution concrète. A cet égard, rien ne peut faire qu'elles ne demeurent exemplaires et que retombe l'exaltation qu'elles portaient.

Cela, sans préjudice de ce qu'il est advenu par la suite, c'est ce qu'il importe que nous reconnaissons toujours. Au plus noir de la déception, de la dérision et de l'amertume – comme à l'époque des procès de Moscou ou de l'écrasement de l'insurrection de Budapest –, il faut que nous puissions reprendre force et espoir dans ce que les journées d'Octobre gardent à jamais d'électrisant : la prise de conscience de leur pouvoir par les masses opprimées et de la possibilité pour elles d'exercer effectivement ce pouvoir, la

« facilité » (l'expression est, je crois, de Lénine) avec laquelle les vieux cadres craquaient. Pour ma part, j'ai toujours regardé comme un talisman cette photographie que d'aucuns auraient tant donné pour faire disparaître et que les journaux reproduisent en raison de la commémoration actuelle, qui montre Lénine penché sur son immense auditoire d'une tribune aux pieds de laquelle se dresse, en uniforme de l'Armée rouge, comme assumant à lui seul la garde d'honneur, Léon Trotsky. Et ce même regard, celui de Léon Trotsky, que je retrouve fixé sur moi au cours de nos quotidiennes rencontres il y a vingt ans au Mexique, à lui seul suffirait à m'enjoindre depuis lors de garder toute fidélité à une cause, la plus sacrée de toutes, celle de l'émancipation de l'homme, et cela par-delà les vicissitudes qu'elle peut connaître et, en ce qui l'a concerné, les pires dénis et déboires humains. Un tel regard, et la lumière qui s'y lève, rien ne parviendra à l'éteindre, pas plus que Thermidor n'a pas pu altérer les traits de Saint-Just. Qu'il soit ce qui nous scrute et nous soutient ce soir, dans une perspective où la révolution d'Octobre couve en nous la même inflexible ardeur que la révolution espagnole, la révolution hongroise et la lutte du peuple algérien pour sa libération.

(15) André Breton (1896-1966), poète, théoricien du surréalisme, membre du Parti communiste (1927), proche du PC jusqu'en 1935. Fondateur avec Georges Bataille de *Contre-attaque*. Fondateur avec Léon Trotsky et Diego Rivera de la Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant (FIARI) en 1938. Il rédige à Mexico avec Trotsky et Rivera le *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*.

Sur le site de l'Association Atelier André Breton, présidée par Aube Elléouët, fille du poète, www.andrebretton.fr, nous avons pu retrouver deux documents :

— le texte manuscrit de l'intervention d'André Breton faite au meeting, ainsi légendé : « *Intervention d'André Breton à un meeting, Salle des Horticulteurs, pour le quarantième anniversaire de la révolution d'Octobre* » (*La Collection, Œuvres, Manuscrits d'André Breton, manuscrits divers*) ;

— une photo du meeting du 8 novembre 1957, Salle des Horticulteurs, ainsi légendée : « *Benjamin Perret prenant la parole à un meeting politique (8/11/57)* » (*La Collection, Photographies, Photos 1947-1957*).

Claude Lefort (16)

LA révolution d'Octobre est la seule révolution prolétarienne menée jusqu'à la victoire. Malgré sa dégénérescence, la révolution russe a été d'un grand apport pour le prolétariat, car elle a posé les véritables problèmes d'une manière pratique. Quel est l'acquis positif ?

— Le prolétariat, malgré sa faiblesse numérique, a montré qu'il était capable d'entraîner toutes les couches opprimées et de prendre le pouvoir, et cela pratiquement.

— Les masses exploitées ont été capables de détruire l'appareil d'Etat bour-

geois (armée, institutions...) et de découvrir spontanément la forme de leur pouvoir : les soviets, qui sont des institutions démocratiques socialistes. Ce n'est pas un parti qui a inventé les soviets, ce sont les masses opprimées. En 1905, malgré le précédent de la Commune, le Parti bolchevique a été surpris par les événements, par l'apparition du soviets de Petrograd (...).

(16) Claude Lefort (1924-2010), professeur de philosophie en lycée, puis à l'Université (Sao Paulo, Sorbonne, CNRS, Caen, EHESS), militant trotskyste de 1944 à 1948, puis fondateur en mars 1949, avec Cornelius Castoriadis, du mouvement Socialisme ou barbarie.

Henri Féraud (17)

EN France, en 1920, la CGTU rompait avec les syndicats sociaux-démocrates. Chvernik écrivait alors : « *Le syndicat doit être la courroie de transmission entre le parti et les masses.* » Cela revenait à tuer le syndicalisme, dont le rôle essentiel est d'être l'organe d'éducation et de défense immédiate des intérêts de la classe ouvrière. L'indépendance du syndicalisme doit être absolument respectée. Aujourd'hui encore,

malgré la trahison des staliniens et des socialistes, le syndicalisme n'a pas épuisé son rôle.

(17) Henri Féraud (1905-1982), professeur de philosophie, syndicaliste dans l'enseignement, alors l'un des responsables nationaux de l'Ecole émancipée. Lié à Marcel Valière, l'un des dirigeants de la Fédération unitaire de l'enseignement. Avait participé en mai 1934 à l'organisation d'un meeting contre la mesure d'expulsion frappant Léon Trotsky.

Gérard Bloch

L'ESSENTIEL de l'enseignement d'Octobre, nous le trouvons dans ce passage du *Programme de transition*, condensé, sous la plume de Trotsky, en règles de conduite, en morale : « *Regarder face à face la réalité ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être fidèle dans les petites choses comme dans les grandes ; oser quand vient l'heure de l'action.* »

Le gouvernement de Lénine et de Trotsky a été le seul gouvernement honnête que

l'histoire ait connu. Il disait ce qu'il faisait et faisait ce qu'il disait. Il avait promis la terre, il donna la terre. Il avait promis la paix, il offrit au monde une paix sans annexion ni contribution. Il avait promis aux nationalités opprimées par le tsarisme le droit à disposer d'elles-mêmes, il le leur donna. Au centre de sa perspective, il plaçait la révolution mondiale, à laquelle toute autre considération devait être subordonnée (...).

L'image d'un parti omniscient, dirigeant, prévoyant tout, n'a rien de commun avec la réalité historique. Encore moins celle d'un parti monolithique. (*L'orateur*

cite ici un extrait du compte rendu de la commission Dewey, que nous reproduisons dans cette même page [il s'agit du document 7 ci-dessous].)

L'une des grandes leçons d'Octobre, c'est le pouvoir ouvrier, la démocratie directe, la démocratie des conseils. La révolution hongroise a démontré que le mot d'ordre des conseils restait pleinement d'actualité.

Elle a aussi montré la nécessité d'une direction, d'une avant-garde organisée. Si un groupe même restreint numériquement avait lancé à Budapest le mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux conseils !* » dès le 25 octobre 1956, bien des choses auraient pu changer (...).

Octobre 1917, ce n'est pas avant tout une révolution prolétarienne victorieuse dans un pays arriéré, c'est le début de la révolution mondiale.

C'est pourquoi, il serait inconcevable de célébrer octobre 1917, c'est-à-dire le début de la révolution mondiale, sans rendre hommage en même temps à ceux qui, aujourd'hui, sont à l'avant-garde de ce combat. Nous célébrons aujourd'hui le 40^e anniversaire de la révolution russe, le 1^{er} anniversaire de la révolution hongroise, mais aussi le 3^e anniversaire de la révolution algérienne, qui leur est indissolu-

blement liée. Les militants du Mouvement national algérien de Messali Hadj, fidèles aux principes pour lesquels ils ont entrepris la lutte avec l'Etoile nord-africaine, créée au sein même du mouvement ouvrier français il y a plus de trente ans, lorsqu'ils font aujourd'hui face à la double menace de la répression impérialiste et des assassins stalino-frontistes – double, mais dont la source est unique –, lorsqu'ils proclament hautement leur indépendance à l'égard de tous les gouvernements en place, lorsqu'ils affirment comme je l'ai entendu l'autre jour de l'un d'eux devant le tribunal : « *Je suis entré dans la lutte parce que le temps est fini de l'exploitation de l'homme par l'homme* », sont ce qui existe aujourd'hui de plus proche, comme parti de masse, de ce que fut l'authentique Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky.

Leur indépendance leur vaut l'hostilité de tous les pouvoirs. Sur eux, les gouvernements impérialistes, les gouvernements bourgeois du monde arabe, la bureaucratie de Moscou et les bureaucrates de la CISL font converger leurs feux.

Leur révolution, dans la lutte des opprimés et des exploités du monde entier pour en finir avec toute oppression et toute exploitation, les place aujourd'hui à l'avant-garde (...).

Document 7

Trotsky sur le parti unique

(The Case of Leon Trotsky, 12^e session, 17 avril 1937)

Dewey : A la page 267 de *La Révolution trahie*, édition anglaise, je trouve ce qui suit, qui est en rapport avec la critique de certaines déclarations de Staline : « *A la vérité, les classes sont hétérogènes, déchirées par des antagonismes internes, et n'arrivent à leurs fins communes que par la lutte des tendances, des groupements et des partis* »... Quand vous avez écrit cela, aviez-vous été convaincu de la nécessité de plusieurs partis ?

Trotsky : Le développement du prolétariat russe consista en la lutte entre trois partis : les mencheviks, les S-R et les bol-

cheviks. Les bolcheviks conquièrent une écrasante majorité pendant la guerre civile, et cependant nous permîmes l'existence d'autres partis. C'est seulement quand commença la guerre civile, quand les éléments les plus décisifs des S-R et des mencheviks prirent part à la guerre civile de l'autre côté des barricades, que nous les avons interdits. C'était une mesure militaire, pas du tout d'ordre permanent.

Finerty : Puis-je demander, à ce propos, si quelque chose dans la Constitution de l'Etat soviétique, de l'Union soviétique... interdit plus d'un parti ?

Trotsky : Non. Il en est ainsi seulement dans la nouvelle Constitution. (*Note : la Constitution stalinienne de 1936.*)

Finerty : Il était possible qu'il y ait plus d'un parti ?

Trotsky : Nous avons quatre partis, ou cinq. L'un était les anarchistes.

Stolberg : Vous voulez dire que d'autres partis avaient le droit de participer aux soviets ?

Trotsky : Oui.

Dewey : A la même page, je lis l'affirmation suivante : « *On ne trouvera pas dans toute l'histoire politique un seul parti représentant une classe unique, si, bien entendu, l'on ne consent pas à prendre une fiction policière pour la réalité.* » Est-ce que cette affirmation n'est pas en complète contradiction avec l'idée de la dictature d'un parti unique ?

Trotsky : Si, en tant que règle générale, c'est une totale contradiction. Nous n'avons jamais dit, Monsieur le Président,

que le parti unique expression absolue de la classe était la situation normale. Nous répondions aux critiques : « *Nous sommes en guerre civile. Ce n'est pas une mesure de démocratie, mais de guerre civile.* » C'était notre honnête réponse.

Finerty : Pensez-vous que le système de deux partis, en Russie ou en Union soviétique, aurait une tendance à restreindre la bureaucratie... rendre plus possible le contrôle démocratique ?

Trotsky : Je trouve la question un peu abstraite en ce sens que nous ne pouvons pas introduire deux partis sous la dictature de l'oligarchie de Staline. Il est nécessaire de préparer l'arène pour deux partis — je ne sais pas, peut-être trois ou quatre. Il faut balayer la dictature de Staline. Pour cela, il faut un soulèvement du peuple. Si ce soulèvement, cette nouvelle révolution politique, l'emporte, les masses, après ces expériences, ne permettront jamais la dictature d'un seul parti, d'une seule bureaucratie.



Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

